

CANADIAN THESES ON MICROFICHE

I.S.B.N.

THESES CANADIENNES SUR MICROFICHE



National Library of Canada
Collections Development Branch

Canadian Theses on
Microfiche Service

Ottawa, Canada
K1A 0N4

Bibliothèque nationale du Canada
Direction du développement des collections

Service des thèses canadiennes
sur microfiche

NOTICE

The quality of this microfiche is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us a poor photocopy.

Previously copyrighted materials (journal articles, published tests, etc.) are not filmed.

Reproduction in full or in part of this film is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30. Please read the authorization forms which accompany this thesis.

THIS DISSERTATION
HAS BEEN MICROFILMED
EXACTLY AS RECEIVED

AVIS

La qualité de cette microfiche dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de mauvaise qualité.

Les documents qui font déjà l'objet d'un droit d'auteur (articles de revue, examens publiés, etc.) ne sont pas microfilmés.

La reproduction, même partielle, de ce microfilm est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30. Veuillez prendre connaissance des formules d'autorisation qui accompagnent cette thèse.

LA THÈSE A ÉTÉ
MICROFILMÉE TELLE QUE
NOUS L'AVONS REÇUE

L'évolution du processus d'intégration
économique régionale au sein du
Conseil d'aide économique mutuelle
(1949 - 1980)

par

Pierre Binette

Thèse présentée à l'Ecole des Etudes Supérieures
de l'Université d'Ottawa en vue de l'obtention
de la maîtrise ès arts
(Science politique)

Ottawa, Canada

août 1982

© P. Binette, Ottawa, Canada, 1982

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier tous les membres du département des sciences politiques de l'Université d'Ottawa qui ont contribué à la réalisation de cette recherche, et tout particulièrement madame Jeanne K. Laux, qui a étroitement collaboré, en tant que personne ressource, à toutes les phases de son élaboration.

Je voudrais également remercier mademoiselle Marie-Claudé Girard, qui par son apport théorique et pratique a largement facilité la mise en oeuvre de cet ouvrage..

SOMMAIRE

Dans cette thèse, nous avons pour objectif premier d'analyser, dans une perspective critique, les principaux facteurs qui, entre 1949 et 1980, ont animé la dynamique de l'évolution du processus d'intégration économique au sein du Conseil d'aide économique mutuelle (C.A.E.M.). Nous avons établi qu'il existait des divergences importantes entre certains dirigeants nationaux du C.A.E.M. au sujet des finalités et modalités d'intégration qu'ils préconisent. Prenant en considération ces divergences, nous avons reconnu que l'intérêt actuel manifesté par les dirigeants soviétiques et est-européens à l'égard de l'intégration régionale résultait de la réalisation d'un compromis entre les différents types d'intégration à promouvoir. L'établissement et la consolidation de ce compromis s'est institutionnellement exprimés par l'adoption des différents programmes et diverses mesures visant à développer et approfondir le processus d'intégration régionale. Parmi ces programmes, nous avons insisté notamment sur l'étude du Programme complexe d'intégration adopté en juillet 1971 par les pays du C.A.E.M.. Nous avons démontré que le compromis qui était à l'origine de son adoption résultait d'une harmonisation progressive mais non totale des conditions et exigences de développement économique national à l'échelle de la région. Ces conditions furent déterminées en partie par le type de structures économiques et politiques que les démocraties populaires ont développé suite aux activités hégémoniques de l'U.R.S.S. lors de la période de réédification de ces pays après le second conflit mondial.

Nous avons par la suite remarqué que depuis le milieu des années soixante, le processus d'intégration s'est inséré à l'intérieur d'une stratégie globale de développement des pays de l'Est dont les principaux objectifs étaient la restructuration et l'internationalisation des économies soviétiques et

est-européennes. Outre l'approfondissement du processus d'intégration régionale, les autres composantes de cette stratégie furent identifiées comme étant la mise en oeuvre de réformes économiques et l'accroissement de la coopération Est-Ouest. Nous avons estimé que le rapport entre ces trois composantes était un rapport de compatibilité et de complémentarité

A partir de cette analyse de l'évolution des trois composantes de la stratégie globale de développement, ainsi que celle des conditions générales d'évolution des pays de l'Est, nous avons attribué au processus d'intégration socialiste trois fonctions principales, soit, premièrement, de répondre aux tendances objectives du développement des forces productives de la région; deuxièmement, d'être un instrument de cohésion politique; et troisièmement, de permettre de pallier d'une part, aux conditions structurelles de développement des relations Est-Ouest, et d'autre part, aux limites imposées au mouvement des réformes. Nous avons par la suite remarqué que depuis 1973--suite à l'exacerbation des problèmes de développement des démocraties populaires* en raison notamment des répercussions de la crise mondiale sur les pays du C.A.E.M.--l'importance de la composante "intégration régionale" dans la stratégie globale de développement s'était accentuée. Or, en dernière analyse, au niveau de notre schéma théorique des fonctions de l'intégration, nous avons expliqué que cette accentuation résultait du renforcement de la fonction dite palliative de l'intégration.

*Nous aimerions spécifier que dans cette thèse, nous entendons par "démocraties populaires" les pays est-européens socialistes membres du CAEM, faisant ainsi abstraction - uniquement sur le plan de la connotation - du moment historique auquel l'utilisation habituelle de ce terme est généralement réservée.

Table des Matières

Remerciements	ii
Sommaire	iii
Table des Matières	iii
Liste des Tableaux	vi
Introduction	1
Première Partie (1949-1964)	
Chapitre I: La régionalisation du modèle de développement soviétique et la déstalinisation	22
Section I: 1949-1954	24
Section II: 1954-1964	39
A) La déstalinisation	39
B) Les principes de bases de la DIST ...	43
C) Internationalisme-nationalisme: la contreverse roumaine	45
Deuxième Partie (1965-1973)	
Introduction	75
Chapitre II: L'internationalisation des économies soviétiques et est-européennes	78
Section I: Les conditions générales de développement	78
A) Internationales	78
B) Régionales	84
Section II: Le processus de restructuration des économies soviétiques et est-européennes: la stratégie globale de développement	87
A) Les facteurs incitatifs	88
B) La stratégie globale de développement	95

Chapitre III: L'approfondissement du processus d'intégration socialiste: débat et compromis	121
Section I: Les débats	122
A) L'Union soviétique	127
B) La Bulgarie	135
C) La Hongrie	136
D) La Pologne	139
E) La Tchécoslovaquie et la R.D.A.	141
F) La Roumanie	143
Section II: Le Programme complexe d'intégration régionale	145
L'intégration: élément particulier d'une stratégie globale de développe- ment	147
Section III: L'intégration en tant que palliatif	165
Troisième Partie (1973-1980)	
Chapitre IV: L'influence de la crise mondiale sur le développement du processus d'intégration au sein du C.A.E.M.	186
Section I: La crise mondiale et ses répercussions	187
A) L'accessibilité au crédit international	189
B) Le protectionnisme	191
C) L'inflation	197
D) La hausse des prix du pétrole sur les marchés intra-CAEM	205
E) Régionalisation des conditions de développement au sein des démocraties populaires et différenciation du cas soviétique	208
Section II: Le développement du processus d'intégration au cours de la période 1973 à 1980	217
Le Plan concerté et les Programmes finalisés	223
Conclusion	240
Annexe	256
Bibliographie	274

Liste des Tableaux

<u>Numéro</u>		<u>Page</u>
I	Part de l'investissement total consacrée à l'industrie et à l'agriculture	257
II	Part de l'industrie et de l'agriculture dans l'emploi total dans ces branches	257
III	Part de la production de biens de production (Groupe A) dans la production industrielle brute	258
IV	Niveaux de la production industrielle et du revenu national par tête	258
V	Comparaison de la croissance industrielle et agricole	259
VI	Composition par produits des échanges extérieures en 1976	260
VII	Structure des exportations	261
VIII	Structure des importations	262
IX	Réorientation des échanges: échanges mutuels	263
X	Structures géographiques du commerce extérieur des pays européens du Comecon	263
XI	Evolution des échanges Est-Ouest: 1965-1978	264
XII	Taux annuels de croissance du revenu national	265
XIII	Rôle des importations en provenance d'URSS dans les besoins énergétiques des pays d'Europe centre-orientale	266
XIV	Structure des échanges de l'OCDE avec les pays du CAEM par groupe de produits: importations	267

XV	Structure des échanges de l'OCDE avec les pays du CAEM par groupe de produits: exportations	268
XVI	Commerce extérieur de l'OCDE (1) avec les pays européens du CAEM (2) de 1970 à 1980	269
XVII	Evolution de la dette nette des pays européens du CAEM	270
XVIII	Prix du pétrole soviétique vendu aux pays européens du Comecon	271
XIX	Détail des emprunts de la BII présentés par ordre chronologique	272
XX	Soldes des partenaires de l'URSS avec L'URSS	273

I N T R O D U C T I O N

Le processus d'intégration est sans contredit un élément essentiel à la compréhension des rapports internationaux contemporains. L'intégration est, en fait, un processus résultant de l'internationalisation croissante de l'activité économique. Il constitue, par sa nature et ses fonctions, une réponse aux exigences de cette internationalisation encourues à la fois par le développement des forces productives, le perfectionnement de la technologie, et par les phénomènes de concentration et de spécialisation de la production au sein des différentes formations sociales. Ainsi, depuis la fin du second conflit mondial, l'on assiste sur la scène internationale à diverses tentatives afin de mettre sur pied des institutions destinées à promouvoir différents types d'intégration. A titre d'exemple, il suffit de mentionner quelques organismes à vocation économique régionale, comme le Marché commun de l'Amérique centrale, le Groupe andin, la Communauté de l'Afrique de l'Est, la Communauté économique européenne, le Conseil d'entraide économique (C.A.E.M.).

Notre recherche aura pour objet l'étude de processus d'intégration au sein du Conseil d'entraide économique (C.A.E.M.). Cet organisme à vocation régionale créé en 1949 est devenu l'instrument le plus important dans la diffusion, la réalisation, et

la canalisation des politiques intégrationnistes au sein des pays socialistes est-européens. Le groupe de pays étudiés dans ce travail se compose de l'U.R.S.S., de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Pologne, de la République démocratique allemande (R.D.A.), de la Roumanie, et finalement de la Tchécoslovaquie. En d'autres termes, les pays retenus dans notre ouvrage possèdent les caractéristiques suivantes: premièrement ils constituent les membres européens du C.A.E.M. et, deuxièmement, leur type de développement fût influencé par le modèle de développement soviétique.¹ Les autres pays du C.A.E.M., dont notamment Cuba et le Viet Nam, sont volontairement écartés pour des motifs théoriques et pratiques. La Yougoslavie fait aussi figure à part, malgré son status d'"Etat associé" à l'intérieur du C.A.E.M. Les raisons motivant cette omission sont d'ordres politique et économique et relèvent des particularités de son modèle de développement et de sa position relativement indépendante sur la scène internationale.

Comment pouvons-nous définir le concept d'intégration économique? Pour ce faire, utilisons une définition que nous procure le professeur Fallenbuchl:

L'intégration économique peut être définie comme la création de structures économiques nationales complémentaires et mutuellement dépendantes, qui forment, en raison de la force de leurs liens, un complexe économique.²

Sur la base de cette définition, nous pourrions considérer que les mesures dites intégrationnistes seront celles qui viseront à rendre davantage complémentaires des structures économiques nationales au sein d'un regroupement d'Etats. S'il nous est possible de définir globalement en quoi consiste le processus d'intégration, il est par contre beaucoup plus délicat d'en déterminer la nature et l'orientation. Cette difficulté tient au fait que le processus d'intégration est orienté "consciemment" et répond en ce sens à la volonté des couches dirigeantes et dominantes au sein d'une formation sociale ou d'un regroupement d'Etats donnés. Cette volonté est d'ailleurs déterminée et limitée par les conditions de développement économique et politique dans lesquelles ces dirigeants évoluent. La communauté d'intérêts qui lie les couches dirigeantes ne signifie pas pour autant qu'il ne puisse exister de fractionnements ou de divisions --muent notamment par des considérations d'ordre nationaliste-- au sein de celles-ci.

Dans le cas des régimes soviétiques et est-européens, nous posons comme prémisse qu'ils sont dirigés par une "caste" bureaucratique qui s'est historiquement développée au cours des premières années ayant suivies la Révolution bolchévique pour progressivement s'étendre par la voie d'un expansionnisme politico-militaire dans un premier temps au territoire soviétique, et, dans un second temps, à celui des pays est-européens.³

Ainsi, dans cette recherche, nous présumons qu'il existe des liens de solidarité entre les différentes couches nationales en raison du fait qu'elles reposent essentiellement sur les mêmes bases du pouvoir. Toutefois, parce qu'il y a des différences notables entre les conditions de développement à l'intérieur de chaque pays, les oppositions de type nationaliste entre les diverses élites nationales persisteront, et ce, à des degrés variables selon la nature, l'intensité, et l'étendue de celles-ci.

Nous aurons, dans le cadre de cette recherche, l'occasion d'examiner plusieurs situations où la présence du double comportement chez les élites, soit celui de solidarité régionale ou de l'affirmation des intérêts nationaux, s'est manifestée.

Or, puisque le processus d'intégration est orienté de façon consciente et qu'il est impossible de parler actuellement d'un fusionnement entre les intérêts de "classes" régionaux et nationaux au sein du C.A.E.M., il sera possible de distinguer plusieurs tendances entre les différents types d'intégration préconisés par les dirigeants de ces pays. De surcroît, le processus pourra être orienté sur la base d'une combinaison de mesures inspirées par plusieurs conceptions de l'intégration. L'intégration en étoile--c'est-à-dire d'un groupe de pays à une économie dominante--l'intégration totale ou sectorielle; l'intégration de la production ou encore des

structures du marché, constituent quelques exemples de formes d'intégration qui peuvent soit être mises en oeuvre, ou simplement s'offrir en terme d'options aux dirigeants des pays ayant la volonté d'en approfondir le développement.

Le principal objectif de notre recherche sera d'identifier et de préciser l'articulation des facteurs qui ont déterminé l'évolution du processus d'intégration au sein du C.A.E.M. entre les années 1949 et 1980. Il nous sera évidemment impossible de pondérer l'action de chaque élément exerçant une influence quelconque sur le processus. En effet, pour parvenir à cette fin, cela supposerait théoriquement l'obligation pour le chercheur d'insérer ses investigations à l'intérieur d'une étude où il prendrait en considération toutes les influences émanant de la dynamique globale qui anime l'évolution de ces régimes et de leurs couches dirigeantes.

Or, cette recherche n'a pas la prétention d'être une étude exhaustive sur le sujet. C'est pourquoi nous devons restreindre notre champ d'investigation à un nombre limité d'influences qui nous apparaissent les plus déterminantes. L'énoncé d'une problématique précise nous permettra d'ailleurs de mieux définir les paramètres de cette recherche.

Tout d'abord, il nous apparaît nécessaire d'établir, au préalable, que dans notre perspective, nous présumons que le comportement des dirigeants soviétiques et est-européens est, à tous les niveaux des actions qu'ils entreprennent,

déterminé et limité en partie par leur volonté constante de maintenir, sinon de consolider, leur domination politique, économique et sociale actuelle. Nous utiliserons pour décrire cette condition la notion de "limites politiques." Plus précisément, nous entendrons par cette notion l'impossibilité pour les démocraties populaires de modifier, de façon significative, les rapports entre les forces sociales susceptibles de s'aborder le pouvoir bureaucratique national et régional. Cette impossibilité est maintenue par l'hégémonisme soviétique et par la solidarité entre les factions dirigeantes des bureaucraties soviétiques et est-européennes qui utilisent à cette fin le concept d'"internationalisme prolétarien," et celui de la nécessité de maintenir une cohésion politique "rigide" face aux agressions de nature impérialiste. Il est essentiel de spécifier que les marges de manoeuvres des dirigeants soviétiques sont également limitées par divers facteurs d'ordre internationaux, régionaux et nationaux dont l'un des plus importants est le maintien des rapports de domination politique, militaire et économique de la bureaucratie soviétique sur le prolétariat de ce pays.

Dans cette recherche, nous tenterons de démontrer, entre autre, que l'harmonisation progressive mais non totale des conditions de développement économique à l'échelle de la région du C.A.E.M. a favorisé depuis quelques années, et surtout depuis la décennie soixante, la réalisation d'un compromis entre les

différentes conceptions de l'intégration préconisées par les dirigeants des pays participants; compromis qui d'ailleurs a eu pour effet d'intensifier le développement du processus d'intégration conséquemment à la mise en oeuvre de plusieurs programmes destinés à cette fin. Il est important de préciser qu'éventuellement il nous faudra reconsidérer cette proposition en y introduisant d'autres facteurs relatifs aux différences dans les conditions de développement qui prévalent dans les démocraties populaires par rapport à celles qui dominent en Union soviétique.

L'une des expressions organisationnelles et institutionnelles les plus importantes qui, dans notre perspective, confirmera la présence d'un tel compromis, sera l'adoption en juillet 1971 par l'ensemble des dirigeants des pays du C.A.E.M. du Programme complexe d'intégration régional. Il est intéressant de constater que ce Programme, bien qu'il demeure l'un des principaux jalons de l'intégration, ne nous procure pas de définition précise du concept d'intégration socialiste. Il nous indique "tout au plus," les mesures et méthodes qui seront privilégiées par les dirigeants afin d'en approfondir le développement. En ce qui nous concerne, sur la base des indications que nous fournit le Programme complexe, nous définirons le phénomène de l'intégration économique régional au sein du C.A.E.M. comme un processus visant à la mise sur pied de structures économiques régionales interdépendantes et complémentaires

au moyen du développement et du perfectionnement de la "Consultation mutuelle de politiques économiques, coordination des plans, coopération technique, spécialisation et coopération de production, commerce mutuel, création d'organisations communes." ⁴

Sur le plan de la méthode de recherche employée dans ce travail, l'examen de la littérature spécialisée sur les sujets qui nous préoccupent sera notre principale source d'informations et d'analyse. Nous insisterons notamment sur les documents d'origine soviétique et est-européennes afin de bien cerner la perception des dirigeants de ces pays des phénomènes qui nous intéressent. L'analyse des principaux Programmes d'intégration et des mesures visant à son approfondissement occupera aussi une place importante dans notre évaluation de la progression ou de la régression de ce processus. Nous utiliserons également, dans certains cas dont ceux de la spécialisation économique et du commerce, diverses données statistiques. Il est important de remarquer que la disponibilité et la fiabilité des données fournies par les pays du C.A.E.M. demeurent limitées et incertaines en raison, d'une part, de l'existence de divergences dans les méthodes de comptabilisation utilisées par les organismes de l'Ouest et de l'Est--notamment sur le plan des normes et schèmes de classification utilisés--et, d'autre part, de la pratique pour des motifs d'ordre politique d'une censure à l'égard des données disponibles. ⁵ Compte tenu de ces

difficultés, nous essayerons, dans la mesure du possible, de parler en termes de tendances générales pour ainsi minimiser l'existence de variations dans les données. De même, au niveau des données statistiques, nous avons l'intention d'utiliser de préférence celles disponibles dans la littérature occidentale spécialisée dans ce domaine.

Voici maintenant comment se subdivisera la présentation de notre recherche, ainsi que la description des problématiques particulières à chacune des parties qui la composent.

Notre travail se divisera en trois parties qui seront associées à trois périodes distinctes dans l'évolution du processus d'intégration au sein du C.A.E.M., soit celles de 1949-1964, 1965-1973 et de 1973-1980. Seule la seconde période se divisera en deux chapitres, les deux autres étant formées que d'un seul. Cette subdivision en deux chapitres de la période 1965-1973 se justifie uniquement par le fait que nous avons voulu séparer, sur le plan pratique, notre analyse de certains aspects de la dynamique globale d'évolution des pays de l'Est de celle du processus d'intégration.

En ce qui a trait à la première période (1949-1964), nous avons retenu l'année 1949 parce qu'elle correspond à celle de la création du C.A.E.M. alors que, pour sa part, l'année 1964 a été marquée par l'abandon d'un projet d'intégration visant à la création d'un organe de planification supranational au sein de l'organisation régionale. De plus, cette période

se distingue de la prochaine en raison de l'existence d'importants changements entre les deux périodes au niveau de la stratégie de développement des pays de l'Est; changements qui s'effectuèrent parallèlement à diverses modifications dans les conditions environnementales, internationales, régionales, et nationales de ces pays. En effet, si les années 1949-1964 furent, sur le plan international, dominées par un climat de guerre froide et, sur celui de la région du C.A.E.M., par la pratique d'une politique d'isolement économique face à l'économie mondiale (autarcie régionale), la seconde, soit celle de 1965-1973, sera caractérisée au niveau international par l'instauration d'un climat dit de "détente" entre les blocs de l'Est et de l'Ouest⁶ et par la réouverture des pays de l'Est face à l'économie mondiale. En ce qui concerne plus particulièrement le phénomène du processus d'intégration régionale, la première période sera caractérisée, dans un premier temps (1949-1954), par une tendance à la désarticulation entre les structures productives nationales dans le C.A.E.M. exercée sous le poids de la régionalisation d'une politique de développement national axée sur les mêmes schèmes et priorités de croissance (autarcie régionale) et, dans un second temps (1954-1964), par la présentation et l'adoption de diverses mesures visant, entre autre, à contrer les effets de cette pratique autarcique par un renversement de la tendance. Les deux principaux projets présentés par les tenants de l'intégration au cours de cette période

seront les Principes de bases de la division internationale socialiste du travail (1962), et le projet "khrouchtchévien" d'intégration (1962).

En résumé, nous envisageons dans le premier chapitre d'examiner quelques facettes du phénomène de la régionalisation du modèle de développement soviétique à l'échelle des démocraties populaires; régionalisation effectuée sous l'égide de l'U.R.S.S. après la seconde guerre mondiale lors des années de réédification économique et politique de ces pays. Cette étude aura pour principal objectif de démontrer que les structures économiques mises en place dans le cadre de cette réédification, en raison de leurs limites et répercussions,⁷ a suscité le développement de nouvelles conceptions économiques dont la mise en application va supposer un réaménagement de ces structures et une réévaluation de la stratégie de croissance basée sur un développement du type extensif.⁸ La consolidation et la régionalisation graduelle de ces nouvelles conceptions, suite à une harmonisation relative dans les conditions et exigences de développement, permettra l'établissement progressif, au cours de la période 1965-1973, d'une stratégie commune de développement. Nous procéderons à l'étude de celle-ci principalement à l'intérieur de notre seconde partie. Il faut toutefois remarquer que le maintien de cette stratégie de développement, pendant les années 1973-1980, nous obligera à examiner, dans notre troisième partie, quelques aspects qui en caractérisera l'évolution.

Nous verrons dans cette deuxième partie que la nouvelle stratégie de développement sera multidimensionnelle en ce sens qu'elle affectera tous les niveaux de l'activité économique des pays de l'Est. En effet, elle visera à la fois une restructuration des économies nationales et un réaménagement des structures et rapports économiques régionaux et internationaux. L'un des principaux objectifs de ce mouvement de restructuration économique sera de favoriser le passage d'un mode de développement de type extensif à intensif. Parallèlement aux tentatives visant à éliminer les effets de l'épuisement des ressources et facteurs nécessaires à un développement de type extensif se traduisant par une détérioration des conditions de développement économique, les modifications structurelles et qualitatives envisagées alors par les dirigeants des pays du C.A.E.M. se voudront une réponse aux exigences encourues par le caractère de plus en plus international des forces productives de cette région. Ainsi, la nécessité de déborder les cadres nationaux et même régionaux de production deviendra graduellement de plus en plus reconnue par les dirigeants des pays de l'Est.

La stratégie globale de développement sera édictée à partir de l'utilisation de trois principaux instruments, soit: la mise en oeuvre d'un mouvement de réformes économiques; l'accroissement de la coopération est-ouest (réouverture économique); et l'approfondissement du processus d'intégration

socialiste. A l'intérieur des deuxième et troisième parties de cette recherche, nous tenterons de démontrer que les trois composantes de cette stratégie sont compatibles et, dans une certaine mesure, complémentaires. Nous estimerons, entre autre, que l'approfondissement de la division internationale socialiste du travail (D.I.S.T.) est complémentaire et même nécessaire--compte tenu des conditions globales de développement des pays du bloc soviétique--à l'accroissement de la coopération Est-Ouest et, dans un même temps, à une participation accrue de ces pays dans la division internationale du travail (D.I.T.).

Afin de caractériser cette participation accrue des pays du C.A.E.M. à la D.I.T., nous utiliserons les termes, soit de "réinsertion" ou encore de "réouverture économique."

Toujours à l'intérieur des deuxième et troisième parties, nous essayerons également de démontrer que le processus d'internalisation sera sérieusement perturbé en raison des limites politiques et économiques dans lesquelles évoluent ces pays dont notamment celles relatives à la nature des rapports entre l'U.R.S.S. et les démocraties populaires; aux types de structures économiques que ces pays ont développés; et, finalement, aux conditions de développement de l'économie mondiale jumelées aux réactions politiques et à la perception des organisations et gouvernements occidentaux face à la crise mondiale et à l'avenir des relations Est-Ouest. D'une façon générale,

nous démontrerons, dans les deux parties, que ces perturbations et limites constituent depuis 1965 des facteurs qui ont incité, dans un premier temps, les pays du C.A.E.M. à ériger d'une façon formelle--adoption du Programme complexe de 1971--les bases d'un compromis sur le type d'intégration qu'ils devaient promouvoir et, dans un second temps, parallèlement au développement de la crise mondiale, à consolider ce compromis qui se soldera par un renforcement du rôle de l'intégration en termes de palliatif. Avant d'explicitier cette conception de l'évolution du processus d'intégration au sein du C.A.E.M., justifions brièvement en quoi la période 1973-1980 forme une étape distincte de la précédente et, en ce sens, devient une division nécessaire à l'analyse de l'évolution du processus d'intégration.

L'année 1973 fut marquée par le déploiement de la crise mondiale qui s'est manifestée notamment par l'explosion des prix du pétrole sur les marchés internationaux et par une situation de stagflation (inflation-récession) économique au sein des formations sociales capitalistes développées. Les répercussions de cette crise sur le processus d'intégration seront déterminantes. En effet, elles modifieront de façon très significative les conditions de développement des pays du C.A.E.M. par une exacerbation des incapacités structurelles qu'ils éprouvent à internationaliser leurs économies. Ainsi, dans cette troisième partie, nous examinerons la proposition à savoir que les

difficultés éprouvées par les pays de l'Est à accroître leur participation à l'économie mondiale furent exacerbées par les répercussions de la crise mondiale, ce qui aura pour effet d'accentuer le mouvement de régionalisation à l'échelle des démocraties populaires des exigences de développement économique. Cette régionalisation se traduira par une consolidation du compromis qui fût à la base de l'adoption du Programme complexe en juillet 1971.

D'ailleurs, si la période de 1965-1973 est caractérisée au niveau de l'institutionnalisation du processus d'intégration, par l'adoption de ce programme, celle débutant en 1973 se distinguera de la précédente par l'adoption en juin 1975, de la 29^e session du C.A.E.M., du Plan concerté des mesures intégrationnistes multilatérales et par l'élaboration et l'adoption, lors des 32^e et 33^e sessions du C.A.E.M. en 1978 et 1979, des Programmes finalisée.⁹ Dans notre quatrième chapitre (3^e partie), nous étudierons les principales implications qui se dégagent de ces nouveaux programmes qui, soulignons-le, marquent une étape qualitativement nouvelle dans le processus d'approfondissement de l'intégration régionale.

Pour terminer cette introduction, précisons et résumons brièvement quelle sera notre problématique en ce qui a trait à l'évolution du processus d'intégration au cours des périodes 1965-1973 et 1973-1980. Nous considérerons l'évolution de ce processus comme étant, d'une part, un élément particulier d'une

stratégie globale du développement visant à une internationalisation des économies soviétiques et est-européennes et à une consolidation de la cohésion politique et économique au sein de la région; et, d'autre part, comme un processus qui, sans s'être aliéné de ses fonctions premières, incorpore en tant que substitut et palliatif aux échecs et répercussions de développement des autres éléments qui composent la stratégie globale soit, l'accroissement de la coopération est-ouest et la mise en oeuvre des réformes économiques, une partie des objectifs qu'on attribuait à ceux-ci.

Au cours des deux périodes, et plus particulièrement à partir de 1973, nous assisterons par voie de conséquences à une intensification du rôle de l'intégration régionale dans la stratégie globale de développement. Cette intensification ne se fera pas au détriment des forces centrifuges en dépit du fait qu'elle favorise le renforcement des forces centripètes au sein du C.A.E.M. Cette dynamique apparemment contradictoire s'expliquera par le caractère de compatibilité entre l'intégration économique régionale et l'accroissement de la coopération économique est-ouest,¹⁰ ce qui implique que la simple notion d'échanges de marchandises ne constituera pas, dans notre perspective, un indice absolu ou déterminant dans l'évaluation tant de la tendance à l'intégration au sein du C.A.E.M. qu'à celle de la réinsertion des pays de l'Est dans la D.I.T..

Donc, à notre avis, les fluctuations commerciales à court terme,

bien que nécessaires à notre analyse--compte tenu de leurs liens étroits avec certaines manifestations dans l'économie mondiale--ne peuvent pas, par leurs variations, transgresser la tendance à l'internationalisation et à la spécialisation des forces productives.

En définitive, dans cette problématique nous attribuons au processus d'intégration socialiste trois fonctions principales, soit: premièrement, de répondre aux tendances objectives du développement des forces productives (internationalisation de la production et intensification des facteurs de croissance économique); deuxièmement, d'être un instrument de cohésion politique; et troisièmement, de permettre de pallier d'une part aux conditions structurelles de développement et aux perturbations économiques engendrées par l'accroissement des relations Est-Ouest et, d'autre part, aux limites imposées au mouvement des réformes. C'est justement dans nos efforts de compréhension de l'articulation entre ces trois éléments qui animent la dynamique du processus d'intégration, que les relations entre les trois parties de ce travail atteindront leur point culminant.

REFERENCES

1. A l'aide de l'article de F.D. Holzman, paru dans Revue de l'Est, vol. 3, n° 3, juillet 1972, pp. 5-36 intitulé, Théorie du commerce extérieur des économies centralement planifiées, voici comment en page 6 il caractérise le modèle de développement soviétique: "...au nombre des objectifs fondamentaux, on peut compter une croissance rapide, une préférence pour l'industrialisation accélérée et pour les échanges intra-bloc. (...) Parmi les mécanismes économiques spécifiques, on peut relever: la nationalisation de la plupart des activités de production, le monopole d'Etat du commerce extérieur, l'utilisation de moyens directs de contrôle plutôt que celle des mécanismes de prix et de marché pour allouer centralement une partie importante des biens intermédiaires produit dans le pays et, (partiellement pour cette raison), l'existence d'un système irrationnel des prix intérieurs."
2. Z. Fallenbuchl, L'intégration économique en Europe de l'Est, dans Revue d'études comparatives Est-Ouest, vol. 8, n° 2, juin 1977, p. 7.
3. En dépit du fait que nous exposons cette proposition sous forme de prémisse, nous élaborerons davantage sur les questions relatives à la manifestation de pratiques hégémoniques de l'Etat soviétique, principalement dans le premier chapitre.
4. M. Lavigne, Le COMECON, le programme de Comecon et l'intégration socialiste, Edition Cujas, Paris, p. 7.
5. Pour une bonne appréciation au sujet de la disponibilité et de la fiabilité des données utilisables, nous vous conseillons fortement de consulter les ouvrages suivants:
M. Lavigne, Les relations économiques Est-Ouest, Economie d'aujourd'hui, P.U.F., 1979, pp. 20-29, et A. Tirapolsky, Les divergences statistiques du commerce Est-Ouest, dans le Collectif, Stratégies des pays socialistes dans l'échange international, études coordonnées par M. Lavigne, Paris, Economica, 1980, pp. 317-331.
6. Lorsque nous utilisons les termes de bloc de l'Ouest et bloc de l'Est, nous nous référons dans son aspect militaire aux pays membres à l'Ouest de l'OTAN et à l'Est des forces du Pacte de Varsovie, alors que sur le plan économique nous nous référons dans le premier cas aux pays de l'OCDE et dans le second à ceux du CAEM.

7. Parmi ces répercussions nous identifierons diverses incapacités structurelles qui limiteront éventuellement le mouvement d'internationalisation des économies de ces pays.
8. Le concept de développement de type "extensif" est utilisé afin de décrire une économie où la croissance est axée à priori sur une augmentation de la main d'oeuvre. Ce type de développement se distingue d'une croissance de type intensive qui elle est basée sur l'accroissement de la productivité du travail.
9. "Les économistes soviétiques définissent les programmes finalisés comme des documents élaborés en commun par les pays concernés et ayant un caractère obligatoire. Les programmes fixent la stratégie commune (à long terme) permettant de résoudre les problèmes d'intérêt commun." Z. Lugan. Les programmes finalisés, nouvelle forme de coordination des plans, dans Stratégies des pays socialistes dans l'échange international, études coordonnées par M. Lavigne, Université de Paris, *Economica*, 1980, p. 70.
10. Nous entendons par coopération économique: "...les relations complexes qui s'établissent entre l'Est et l'Ouest, amenant des transferts réciproques de connaissances scientifiques, techniques et industrielles, ayant pour résultat d'étendre et d'approfondir le développement des forces productives dans les deux systèmes." A. Capián, Les échanges de la coopération économique avec les pays de l'Europe de l'Est, Notes et études documentaires, La documentation française, 8 octobre 1974, n° 41116-41117, p. 38.

P R E M I E R E P A R T I E

(1949 - 1964)

CHAPITRE PREMIER

La régionalisation du modèle de développement soviétique et la déstalinisation

Ce chapitre a pour fonction de nous procurer quelques-unes des bases historiques et théoriques nécessaires à la démonstration des hypothèses ultérieures contenues dans les prochaines parties de la recherche. Nous soulignerons plus particulièrement les éléments nous permettant de préciser le sens des propositions comprises dans l'affirmation suivante: l'intérêt actuel manifesté par les démocraties populaires membres du C.A.E.M. à l'égard de l'intégration socialiste résulte, en partie, du type de structures économiques et politiques qu'elles ont développées suite aux activités hégémoniques de l'U.R.S.S. visant à la consolidation et à l'unification idéologique et politique du 'bloc' socialiste. Afin de mieux cerner les questions relatives au type de structures et à l'hégémonisme soviétique nous ferons une revue des événements qui nous apparaissent déterminants dans l'évolution du concept d'intégration socialiste. Ce rappel historique se divisera en deux sections qui correspondent à une période spécifique dans l'évolution du processus d'intégration, soit les périodes de 1949 à 1954 et de 1955 à 1964.

Quelles sont les raisons ayant motivées cette périodisation?

La première période débute en janvier 1949 avec la création du C.A.E.M.; cette fondation s'inscrit parmi l'une des premières tentatives afin d'institutionnaliser le processus d'intégration socialiste. Toutefois, outre sa mise sur pied, le C.A.E.M. se caractérisera, à toute fin pratique, jusqu'en 1954, par son inactivité et par son absence de la scène économique est-européenne. Nous devons ajouter à ces caractéristiques des années 1949-1954 qu'elles furent le théâtre des efforts de restructuration et de réédification politique et économique des démocraties populaires sous l'égide de la bureaucratie stalinienne. Or, ce phénomène sera très important dans la démonstration de nos hypothèses futures, notamment en raison du fait que le type de structures qui y sera édifié jouera un rôle déterminant dans les conditions qui favoriseront le développement du processus d'intégration régionale au sein du C.A.E.M.

En ce qui concerne la période de 1954 à 1964 elle se caractérise d'une part, au niveau politique, par la mise en oeuvre de la déstalinisation et par l'affirmation de certaines particularités nationales par opposition au monolithisme de la période précédente, et, d'autre part, au niveau de l'intégration socialiste, par l'échec du modèle dit supranational suite, premièrement, à l'abandon du projet "Krouchtchevien" de 1962

exposé notamment dans son article intitulé Les problèmes actuels du socialisme mondial, et, deuxièmement, à l'écartement pratique des principes de base de la division internationale socialiste du travail (D.I.S.T.) adopté en juin 1962 lors de la Conférence des représentants des partis communistes des pays communistes des pays membres du CAEM.

A l'intérieur de chacune des deux phases précédemment énumérées, il nous sera évidemment impossible d'isoler les questions relatives à l'intégration par rapport à l'histoire contemporaine de ces pays. Par contre, nous devons nécessairement négliger certains aspects de l'histoire étant donné l'ampleur et la richesse de celle-ci. Le choix des faits retenus dans chacune des phases sera déterminé par leurs rapports avec le concept d'intégration.

Section I: 1949-1954

Par le biais du Komintern créé en 1919 et dissous en 1947, l'U.R.S.S., au nom de l'internationalisme prolétarien, avait prôné avec vigueur l'uniformisation idéologique au sein du mouvement communiste international. C'était en réalité l'uniformisation des principes idéologiques développés au cours de l'évolution du régime soviétique. Mme H. Carrère D'Encausse attribue ce rôle dirigeant de l'U.R.S.S. et du P.C.U.S. à l'échec de la révolution mondiale et à l'isolement de la révolution russe qui graduellement firent naître les

principes du socialisme dans un seul pays. Elle dira à ce sujet:

Car là est l'élément fondamental de l'évolution du Komintern. Conçu à l'origine comme arme révolutionnaire-internationale et comme autorité unificatrice de cette lutte, il perd, progressivement cette fonction pour n'être plus que le porte-parole de l'U.R.S.S.. (...) Parce que la révolution s'est fixée dans un seul pays le destin de la révolution dans le monde s'identifie au destin de l'Etat....¹

(...) l'Etat révolutionnaire est aussi la base et la conscience de la révolution mondiale.²

Malgré cette tendance à l'uniformisation idéologique mondiale, l'U.R.S.S. concevait le développement du socialisme au sein des démocraties populaires à un rythme graduel adapté, dans une certaine mesure, aux particularités nationales de chacun des pays.³ Or, la présentation du plan Marshall (1947) au continent européen et les effets prévisibles de son acceptation par les pays satellites de l'U.R.S.S., modifièrent considérablement cette perspective. En effet, les dirigeants soviétiques considéraient que l'aide conditionnelle offerte par les américains procurait un droit de regard à ces derniers sur les économies de l'Est et risquait, à plus long terme, d'isoler davantage l'U.R.S.S. en intégrant les démocraties populaires à l'Europe de l'Ouest:

L'U.R.S.S. craignait sans doute qu'en cas de participation à une coopération économique qui tendrait à unifier l'Europe sous le patronage des Etats-Unis, les pays de l'Est ne lui échappent sans contrepartie;⁴

La volonté d'adhésion manifeste de certaines démocraties populaires (voir Tchécoslovaquie, Pologne et Yougoslavie) au plan Marshall ce, malgré le refus de l'U.R.S.S. d'y participer, incita ce dernier à imposer à ses pays satellites la non-participation à ce plan. Parallèlement nous assistons en septembre 1947 à la création du Kominform. Dorénavant, l'U.R.S.S. allait imposer son propre modèle de développement à une intensification de son autorité politique. Voici, respectivement, ce que Carrère D'Encausse et Lévesque diront à ce propos:

Ainsi dès l'origine le Kominform révèle sa nature véritable, c'est aux yeux de l'U.R.S.S. un échelon extérieur du pouvoir soviétique... Le ciment de l'unité incarnée par le Kominform c'est l'idéologie et cette idéologie continu à être défini par Moscou.⁵

La création du Kominform avait d'abord pour but d'amener les démocraties populaires à serrer les rangs autour de l'U.R.S.S. et il devait être un instrument au service de cette politique. Il allait rapidement mettre fin à la diversité qui y avait régné jusque là et imposer le modèle soviétique comme garant de l'unité du camp socialiste.⁶

Il est important de noter que le processus de satellisation des pays de l'Est, relevait à priori de considérations d'ordre politique et militaire qui répondaient en premier lieu aux intérêts de l'U.R.S.S. L'une des principales motivations de l'Union soviétique était certes la protection des "acquis" de la Révolution russe et des intérêts de la couche bureaucratique soviétique.

Avec le déploiement ouvert du conflit soviéto-Yougoslave en 1948, cette tendance au monolithisme et à l'uniformisation centralisée autour de l'idéologie soviétique sera progressivement conçue à l'Occident comme une forme d'hégémonisme idéologique.⁷ C'est dans ce climat plutôt tendu que naîtra en janvier 1948 le C.A.E.M. Sa création fût l'expression d'une réaction, particulièrement de l'U.R.S.S., afin de procurer aux pays de l'Est un réseau économique qui permettrait de pallier partiellement les effets du refus du plan Marshall. Nous devons considérer la mise sur pied de cet organisme comme un élément particulier d'une stratégie politique globale engagée par l'U.R.S.S. visant une relative autarcie économique au niveau de la région du C.A.E.M. face à l'instauration de la guerre froide et à un contexte international défavorable aux intérêts de l'Union soviétique; contexte caractérisé notamment par la mise sur pied d'un embargo économique inspiré principalement par les U.S.A. ayant pour double objectif immédiat de contrôler les exportations de l'Ouest vers l'Est sur toute matière de biens dit "stratégiques" et de limiter l'accès des marchés de l'Ouest aux produits de l'Est.

Le communiqué de janvier 1949 insistait surtout sur les dangers que faisait courir aux démocraties populaires européennes le plan Marshall et la politique commerciale de 'boycott' appliquée par les pays d'Europe occidentale et les Etats-Unis.⁸

La création de l'organisme de coopération régionale doit être également interprétée comme une première étape dans l'institutionnalisation du processus d'intégration socialiste:

Le C.A.E.M. est créé en 1949 pour donner un cadre institutionnel aux échanges entre pays socialistes d'Europe occidentale, et à plus long terme pour coordonner les planifications internes de ces pays, premier pas vers une intégration des économies nationales.⁹

Avant de poursuivre davantage sur les questions relatives au processus d'intégration socialiste et à l'élaboration du C.A.E.M., examinons avec plus d'attention--puisque'il s'agit d'un des éléments les plus importants de notre argumentation--les aspects concernant l'imposition du modèle soviétique et ses répercussions.

La volonté unificatrice de l'U.R.S.S. se traduit, entre les années 1948 à 1954, par l'imposition du modèle de développement du type stalinien à l'ensemble des démocraties populaires. Voici comment Fejtö résumera la situation:

Or l'U.R.S.S. a communiqué aux pays de l'Est en même temps que sa conception de la dictature ses méthodes d'industrialisation, sa religion du planning, sa foi en la vertu suprême de la mécanisation, de l'électrification, de la construction.¹⁰

L'U.R.S.S. s'est donc employé à partir de 1948 à réédifier les économies est-européennes à l'image du socialisme soviétique. Bien que nous ayons déjà défini ce qu'était le mode de développement traditionnel de type stalinien, il est

important d'examiner la nature du modèle exporté par l'U.R.S.S. Cet aspect est, à mon avis, fondamental en ce qui concerne notre problématique car les structures mises en place à cette époque seront à l'origine d'un ensemble de conditions qui motiveront les pays de l'Est à approfondir et à développer le processus d'intégration socialiste.

A l'aide de l'article de Bornstein, résumons brièvement les caractéristiques du modèle traditionnel soviétique de développement:

(1) All significant means of production outside agriculture were nationalized, (2) In agriculture the dominant pattern was collectivization involving nominally cooperative ownership under close state control. (...) (3) In the hierarchical system of economic organisation, decision making was concentrated near the top. (...) Inter-enterprise relationships were determined "vertically" (...) (4) Production and its disposition were planned in detail in physical units (as well as value terms). (5) To enforce these ambitious plans the means of production were rationed.... In turn (6) prices were set administratively at high levels in the hierarchy and infrequently changed. (...) (7) Money was "passive" at least in the production sector. (...) (8) Managerial and worker incentives stressed the fulfillment and over-fulfillment of quantitative production targets. Finally, (9) unrealistic exchange rates and a complex structure of taxes and subsidies separated domestic from foreign prices.¹¹

Si nous voulions abrégé ce paragraphe, nous pourrions dire que le modèle de développement qu'a imposé l'U.R.S.S. aux démocraties populaires se caractérise parce qu'il favorise les sources de croissance extensive, c'est-à-dire "l'extension

du volume physique de ressources productives (facteurs de productions)¹² et une politique de relative autosuffisance industrielle (autarcie).

Quelles sont les répercussions de l'imposition du modèle soviétique sur le développement économique des démocraties populaires?

La puissance du modèle d'économie centralement planifié se manifeste dans sa capacité de modifier, dans un laps de temps relativement court, les structures économiques traditionnelles d'un pays. La soustraction des unités de production aux lois et influences du marché et son remplacement par une planification centralisée de l'activité de production s'avère l'élément le plus important de la reconstruction. Dans les pays du C.A.E.M., fidèlement au modèle soviétique, l'on oriente prioritairement, à partir de 1948, le développement économique vers le secteur de la production des biens de production.¹³ Les secteurs des biens de consommation et l'agriculture furent nettement désavantagés en termes de priorités.¹⁴ Seranne, dans son article intitulé Les situations d'inégalités au sein du Conseil d'assistance économique (Comecon), illustre par le biais de l'exemple de la Tchécoslovaquie l'importance de ces modifications structurelles. Elle dira:

...renommée avant la guerre pour ses industries de transformation, ses industries légères, la Tchécoslovaquie a dû, pour satisfaire les exigences

de l'U.R.S.S., se reconvertir à l'industrie lourde (hauts fourneaux...). En 1957, le groupe A (c'est-à-dire l'industrie lourde, selon la classification des pays de l'Est) représentait 44,8% de la production industrielle, le groupe B (les biens de consommations industriels) 55,2%; en 1955 le groupe A: 57,1% et le groupe B: 42,9% (en 1965, le groupe A: 61,8% et le groupe B: 38,2%).¹⁵

Examinons rapidement quelques-unes des répercussions attribuables aux modifications majeures engendrées par la restructuration des économies des pays de l'Est autour des années cinquantes. Suite à une orientation massive des investissements vers le secteur industriel privilégié, soit le secteur des biens de productions (secteur A), il s'opère une certaine égalisation dans les niveaux d'industrialisation des différents pays.¹⁶ Certes il demeure encore d'importantes disparités tant au niveau national qu'à celui de la région du C.A.E.M., mais, nous devons reconnaître que les écarts qui séparaient les pays les moins industrialisés, soit la Roumanie et la Bulgarie, et les pays les plus industrialisés, soit la Tchécoslovaquie et la R.D.A., se sont considérablement atténués.¹⁷ A titre d'exemple, il suffit de mentionner que les taux moyens annuels d'accroissement de la production industrielle en Roumanie au cours des quinquennaux 1951-1965, 1966-1970 et 1971-1975 furent respectivement de 3,8%, 5,3% et de 6,4% plus élevé qu'en R.D.A. Afin de mieux illustrer l'importance de ces différences, mentionnons uniquement que la moyenne des taux annuels d'accroissement au cours de ces

trois quinquennaux furent pour la Roumanie de 12,6% et pour la R.D.A. de 7,5%.¹⁸

Outre le phénomène de l'égalisation des niveaux d'industrialisation nous pourrions identifier une deuxième conséquence résultant directement des changements de priorités économiques, soit la primauté des biens produits dans le secteur de l'industrie lourde et des matières premières dans le commerce intra-C.A.E.M..¹⁹ Nous devons ajouter à cette conséquence un élément très important dans le soutien de notre argumentation, soit au niveau de l'apparition de certaines barrières structurelles qui, rapidement, réduiront considérablement les marges de manoeuvres que possèdent les démocraties populaires dans l'orientation de leur commerce extérieur.

Comme le souligne Fallenbuchl dans son article intitulé L'intégration économique en Europe de l'Est,²⁰ la piètre qualité des biens produits notamment en raison de leur faible teneur technologique en plus du manque de service accompagnant la vente de ceux-ci, (fournitures des pièces, réparations, etc.) limitaient indéniablement la capacité concurrentielle de ces produits sur les marchés mondiaux, ceux-ci ne répondant pas aux normes occidentales. A ce propos, voici ce que Séranne dira:

En Tchécoslovaquie, selon des sources soviétiques, 40% des machines sont conformes aux normes occidentales, 40% en partie seulement et 20% ne sont pas du

tout convertibles. En Hongrie, la proportion est encore plus forte: 14% seulement sont conformes aux normes occidentales.²¹

Donc, à notre avis, sachant que la catégorie "machines et moyens de transports"²² forme le noyau le plus important de biens voués à l'exportation, l'inconvertibilité de marchandises produites constitue définitivement une barrière structurelle à laquelle seront confrontés les pays de l'Est. Cette situation est d'ailleurs à cette époque très compréhensible compte tenu de la politique d'autarcie régionale pratiquée par ces pays. Il en résulte toutefois une situation où les standards de qualité des biens échangés au sein de la région seraient moins élevés que ceux en vigueur sur le marché mondial. Il y a donc un phénomène de double standardisation. D'ailleurs à ce propos, les auteurs soviétiques Chiriaev et Sokolov considéreront que cette double standardisation engendre une "incompatibilité des structures industrielles entre les économies occidentales et socialistes." Ils diront:

Tout cela a mené à « l'incompatibilité technologique » dans nombre de branches de production (ou ce qui concerne les types de machines et d'équipements sortis, la technologie, les conditions techniques et d'exploitation, la standardisation, etc.). (...) Il existe une certaine incompatibilité des structures industrielles dans leur ensemble, qui se manifeste dans la coopération Est-Ouest, notamment dans le cadre de la "grande Europe." ²³

Nous pouvons identifier une seconde source d'incapacité structurelle, soit l'inconvertibilité de la monnaie.²⁴ En effet, avec l'adoption du modèle de planification centralisée et de ses caractéristiques, la détermination de la valeur ne sera plus relative aux lois du marché; elle sera fixée plus ou moins arbitrairement selon des schèmes préalablement adoptés et selon l'orientation et les priorités du plan. Si nous ajoutons à ces deux incapacités structurelles la répartition naturelle des matières premières et des combustibles, nous obtiendrons en partie les éléments qui détermineront ce que nous appellerons ultérieurement la dépendance structurelle des pays de l'Est envers l'U.R.S.S. Voici ce que Fallenbuchl dira à ce sujet:

L'énorme marché soviétique, ouvert aux machines provenant des autres pays du C.A.E.M.... a pris une importance primordiale pour ces pays qui, avec leurs structures industrielles nouvellement créées, disposaient de peu d'alternatives viables. Ces structures incluaient des industries et des lignes de production pratiquement semblables à celles qui devaient satisfaire les besoins de l'économie soviétique. (...) En tant que principal fournisseur de matières premières et premier importateur de produits manufacturés... l'Union soviétique a pu exercer une pression considérable sur les autres pays quant aux orientations du développement de leurs industries par le biais du commerce.²⁵

Il appert que l'inconvertibilité monétaire, le caractère non-concurrentiel de plusieurs biens produits à grande échelle et que la disparité en terme de richesses naturelles entre les différents partenaires au sein du

C.A.E.M., constituent autant d'éléments pouvant expliquer d'une part le développement rapide du commerce intra-C.A.E.M. depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, et, d'autre part, la position dominante de l'U.R.S.S. en tant que premier participant dans le commerce mutuel entre les pays membres de l'organisation.

En effet, depuis la fin du second conflit mondial, l'on a enregistré d'importantes hausses au niveau des échanges mutuels au sein de la région du C.A.E.M..²⁶ A titre d'exemple, il suffit d'examiner les cas de la Tchécoslovaquie et de la Pologne pour qui, en 1937, respectivement 11% et 7% seulement de leurs échanges extérieurs étaient destinés au commerce régional alors que, dès 1948, les proportions atteignaient respectivement 30% et 34%. En 1952, ces pourcentages avaient plus que doublés dans chacun des cas, ceux-ci se chiffrant à 71% pour la Tchécoslovaquie et à 67% pour la Pologne. En ce qui a trait à la position dominante de l'Union soviétique sur le marché du C.A.E.M., mentionnons uniquement que ce pays effectue à lui seul un peu plus d'un tiers des échanges mutuels totaux, soit 36%.²⁷

L'importance de l'U.R.S.S. est d'autant plus évidente quand nous rappelons que la période 1949 à 1954 est caractérisée par l'établissement et le renforcement des relations commerciales du type bilatéral. La priorité presque exclusive accordée à ce type de relation se traduira par une

inertie et une inutilité pratique du C.A.E.M. qui entre 1959 et 1954 ne s'est jamais réuni. Comme le souligne Marie Lavigne dans son volume intitulé Les économies socialistes:

...la base des échanges était constituée par des traités bilatéraux entre l'U.R.S.S. et chacun des pays socialistes... La création du Comecon ne changera pas grand-chose aux courants d'échanges établis antérieurement; en 1959-1951 une série de traités bilatéraux de commerce à long terme furent conclus entre l'U.R.S.S. et ses partenaires du Comecon, et également entre ceux-ci.²⁸

Nous devons toutefois préciser dès maintenant qu'à long terme la part du commerce intra-C.A.E.M. dans le commerce total des pays de cette région se stabilisera. En raison, notamment, de l'apparition de structures productives parallèles entre les pays du C.A.E.M., la pratique d'une politique d'autosuffisance nationale, combinée à une concentration des investissements à l'intérieur des mêmes secteurs économiques, est d'ailleurs en grande partie responsable de ce parallélisme structurel. Ainsi, paradoxalement, dans un premier temps, l'imposition du mode de développement a eu pour répercussion d'accroître de façon importante la part des échanges intra-C.A.E.M. dans le commerce total de ces pays, alors que dans un second temps l'apparition de structures parallèles également liées à l'adoption de ce modèle en a ralenti et stabilisé le développement.

Il est important de préciser que les trois facteurs auxquels nous venons de faire référence, soit l'inconvertibilité monétaire, l'inconvertibilité des marchandises, et la disparité des richesses naturelles, ne constituent pas les seuls éléments nous permettant d'expliquer la croissance accélérée au cours des premières années de restructuration des forces centripètes dans le C.A.E.M. En effet, il ne faudrait pas négliger l'importance d'influences telles l'établissement des rapports internationaux qui ont prévalu après la seconde guerre mondiale--guerre froide, formation des alliances militaires à l'Ouest comme à l'Est--et la combinaison de différents facteurs comme les conditions sous lesquelles s'est opérées la libération des peuples de l'Est du joug fasciste et le caractère particulier du pouvoir soviétique dominé par la dictature de la bureaucratie stalinienne. Si nous avons insisté à ce point sur les questions relatives à la restructuration des économies est-européennes, et plus particulièrement sur certaines des répercussions ayant fait suite à la réédification--incapacités structurelles...--c'est qu'à notre avis celles-ci deviendront ultérieurement des éléments importants dans l'explication des motifs propres aux pays de l'Est en vue de développer et d'approfondir le processus d'intégration socialiste. Nous aborderons davantage cet aspect à l'intérieur des prochains chapitres; retenons simplement que l'une des sources des incapacités structurelles des démocraties populaires de s'adapter aux conditions du marché

international et, par le fait même, de se dégager du pôle soviétique, réside à l'origine dans la restructuration de ces économies opérées à partir de 1948.

En terme de conclusion à cette première section du travail, nous pouvons résumer les éléments à retenir de la façon suivante: au nom de la cohésion politique au sein du bloc de l'Est, la volonté unificatrice de l'U.R.S.S. et du P.C.U.S., qui revendiquaient l'autorité idéologique en imposant une certaine forme de monolithisme, se traduisa au niveau pratique notamment par l'exportation du modèle de développement du type soviétique et par son implantation plus ou moins intégrale à l'échelle de la région. Cette réédification des démocraties populaires résulta dans la mise sur pied de structures et de rapports qui ultérieurement deviendront des facteurs déterminants dans l'orientation du processus d'intégration socialiste.

Passons maintenant à la prochaine section de ce chapitre dans laquelle nous tenterons d'identifier les principaux tournants dans l'évolution du concept d'intégration socialiste.

Section II: 1954-1964

Afin de mieux tracer l'évolution pour le moins dynamique du processus d'intégration socialiste, au cours de la période 1954-1964, nous diviserons cette seconde section du premier chapitre en deux parties.²⁹ Dans la première, outre l'identification de quelques aspects caractérisant le développement des rapports intra-socialistes, nous résumerons brièvement les grandes lignes se dégageant de l'orientation du C.A.E.M., notamment en ce qui a trait aux principes de bases de la D.I.S.T.. La seconde partie sera consacrée à l'étude des polémiques et des divergences entourant les questions relatives à la 'supranationalité'.

A) La déstalinisation

Avec la mort de Staline en 1953, le contexte politique à l'intérieur duquel évoluaient les rapports entre les pays socialistes allait connaître d'importantes modifications. Avec la disparition du dictateur et l'arrivée au pouvoir de Khrouchtchev qui lui succéda en septembre 1955 au poste de premier secrétaire du Parti, s'amorçait le processus de déstalinisation. C'est plus précisément en février 1956, au XX^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique (P.C.U.S.), que s'ouvre officiellement la déstalinisation avec la présentation par le leader soviétique du rapport secret sur les crimes de Staline.³⁰ Voici comment Fejtő résumera ce mouvement:

La logique de l'objectif-consolidation par la normalisation - conduira les dirigeants à donner le pas au réalisme sur l'idéologie, à chercher à adapter le modèle soviétique, lui-même en cours de modification, à leurs propres conditions, à prendre appui sur les traditions nationales, (...) Après la terreur une détente progressive encore qu'avec des arrêts et reculs momentanés, après les grands procès, les grandes réhabilitations. Après l'obéissance, ac. cadaver, la contestation. Après l'isolement, l'ouverture, tout cela avec des flux et reflux, des dégels et regels.³¹

Comme le souligne Fejtő dans cette citation, la manifestation ouverte de quelques caractéristiques du régime stalinien par les dirigeants soviétiques, procurait une certaine latitude au niveau de la contestation, au sein des démocraties populaires, face aux types de rapports intra-socialistes découlant de la logique stalinienne; les événements de Hongrie et de Pologne en 1956 en constituant des exemples probants.³² L'imposition du modèle soviétique de développement est, à notre avis, l'une des principales motivations aux protestations qui résulteront de l'affirmation de certaines particularités nationales. La Pologne insistera notamment sur les questions relatives à la collectivisation de l'agriculture.³³

Il est intéressant de remarquer que les deux crises de 1956 furent résolues différemment. En Pologne, par le biais des organes traditionnels et par diverses tactiques dont le retour de Gromulka à la tête du Parti, et par le rapprochement soviéto-yougoslave, l'on réussira à canaliser les pressions sur le régime. Le cas hongrois diffère considérablement; en

effet, le pays sera l'objet d'une intervention militaire engagée par l'armée soviétique.³⁴

Deux aspects importants se dégagent de ces deux conflits. Premièrement, ils démontrent les limites théoriques et pratiques de la déstalinisation. En effet, le mouvement dirigé par Khrouchtchev ne constituait pas une remise en question des fondements du modèle soviétique mais plutôt une condamnation des pratiques relevant du culte de la personnalité et une révision des stratégies politiques et économiques.³⁵ Deuxièmement, ils nous procurent des indications sur le comportement qu'adoptera l'U.R.S.S. au cours des prochaines années à l'égard de ses pays satellites. Les soviétiques toléreront à l'avenir une certaine marge de dissension économique par rapport à leur propre évolution en autant que les démocraties populaires respectent les limites du jeu politique. Voici ce que Lavigne et Carrère D'Encausse diront respectivement à ce propos:

...l'Union soviétique, qui bien davantage soucieuse de faire prévaloir ses conceptions politiques, laisse à ses partenaires une marge d'action plus grande dans les domaines économiques....³⁶

...la liberté d'un pays socialiste s'exerce à l'intérieur du camp, c'est-à-dire dans les limites des intérêts collectifs dont la définition se fait à Moscou à partir d'une mesure qui est encore la mesure soviétique.³⁷

A ce stade-ci du travail, ajoutons uniquement comme complément à ces deux citations que les limites auxquelles nous référons se préciseront davantage avec la réaction de l'U.R.S.S. au défi du Parti roumain (1963-64) et au mouvement de réformes de Tchécoslovaquie (1968).

Ce n'est qu'après la mort de Staline, soit à la 4^e session du C.A.E.M. tenue à Moscou en 1954, que les pays membres commencent à aborder sérieusement les questions ayant trait à la coordination des plans et à la spécialisation industrielle au sein de l'organisme. En 1956, lors de la 7^e session à Berlin, le processus amorcé deux ans auparavant abouti à la création de douze commissions permanentes.³⁸ Ces commissions sont orientées particulièrement vers les secteurs économiques privilégiés par le modèle de développement traditionnel, soit l'industrie lourde et l'exploitation des ressources naturelles. Comme le souligne Sejanne et Lemoine:

L'assouplissement des relations entre l'U.R.S.S. et l'Europe orientale, les risques d'éclatement qu'a connu le C.A.E.M. en 1956 (crises hongroise et polonaise, octobre 1956) ont suscité en effet le besoin de renforcer la base institutionnelle des liens mutuels.³⁹

C'est en 1959, à Sofia, lors de la 12^e session du C.A.E.M., que sera adoptée officiellement la charte de l'organisme. Elle rentrera en vigueur en avril 1960. Mentionnons que cette charte sera révisée à quelques reprises, notamment en 1962 avec l'élaboration des Principes fondamentaux de la D.I.S.T.

B) Les principes de bases de la D.I.S.T.

Le stalinisme avait fondé l'évolution de l'Est européen sur le principe d'un développement autarcique, ses successeurs le remplacent par l'idée de la division socialiste du travail dont le C.A.E.M. sera l'organe de liaison et d'exécution.⁴⁰

Comme nous l'avons déjà mentionné, c'est en juin 1962, lors d'une conférence des représentants des partis communistes nationaux est-européens et soviétiques, que furent adoptés le Principe de base de la D.I.S.T.. Cette déclaration représentait en elle-même un amendement de la charte de 1959. Or, qu'est-ce que la D.I.S.T.? Voici comment, à l'intérieur des Principes fondamentaux, l'on définit les objectifs de la D.I.S.T.:

The objectives of international socialist division of labour are more efficient social production, a higher rate of economic growth, higher living standards for the working people in all the socialist countries, industrialized action and gradual removal of historical differences in the economic development levels of the socialist countries and the creation of a material basis for their more or less simultaneous transition to communism, within one and the same historical era.⁴¹

Dans la poursuite de ces objectifs, quels moyens envisageait-on? L'on prévoyait la réalisation de ces principes dans le cadre d'une coordination bilatérale et multilatérale des plans nationaux visant une spécialisation et une coopération accrues. Il est important de souligner que le type de spécialisation que l'on voulait développer à cette

époque s'inspirait d'une division par produits de la production (inter-sectorielle) entre les unités nationales et non d'une spécialisation de type intra-sectorielle.⁴² Comme le souligne Lavigne dans son volume intitulé Le Comecon, la coordination multilatérale doit, à long terme, devenir prépondérante.⁴³ Donc, l'utilisation élargie au niveau international de la caractéristique fondamentale de l'économie socialiste, soit la planification, deviendra, dans un premier temps, l'instrument principal dans l'approfondissement de la D.I.S.T. pour devenir graduellement celui de l'intégration. Le C.A.E.M. demeura l'institution centrale par laquelle l'on réalisera ces objectifs.

Mentionnons rapidement que, suite à l'élaboration des Principes fondamentaux, quelques mesures et projets furent mis en oeuvre. L'une des principales réalisations fut la création de la banque internationale de coopération économique (B.I.C.E.) en octobre 1963. Cette réalisation s'inscrit dans le cadre de l'organisation du 'clearing' multilatéral. La banque aura pour fonction "le règlement multilatéral des créances et des dettes entre les membres du C.A.E.M."⁴⁴ à l'aide du rouble transférable. Outre la création de cette banque, plusieurs accords--notamment dans le domaine de la spécialisation--furent signés:

L'adoption des principes de base en 1962 relance la spécialisation: de 1963 à 1967 les recommandations du C.A.E.M. en la matière portant sur 42

groupes d'équipements (soit 1800 types de produits).⁴⁵

Nous devons maintenant nous poser la question, à savoir, comment et où devons-nous inscrire l'adoption des Principes de base de la D.I.S.T. à l'intérieur de l'évolution générale des rapports intra-socialistes?

C) Internationalisme-nationalisme:
la contreverse roumaine

...pour assurer la cohésion du système socialisme, il est surtout indispensable d'appliquer infailliblement les principes de l'internationalisme socialiste, de combiner judicieusement les tâches nationales et internationales des Etats socialistes, de développer leur aide et leur soutien mutuel fraternel, de respecter rigoureusement...leur souveraineté et leur indépendance.⁴⁶

Dans le cadre de l'étude des rapports intra-socialistes et du développement du processus d'intégration, nous proposons un schéma d'évolution résultant, en partie, de la déstalinisation et de la renaissance du nationalisme au sein des démocraties populaires. Pour employer les termes de Brejnev cités précédemment, c'est au niveau de la "combinaison judicieuse des tâches nationales et internationales" que surgissent de sérieux éléments de dissension et d'opposition dans le maintien de la cohésion au sein des pays de l'Est.⁴⁷ Le principe de la prédominance des intérêts de classe sur tout autre type de tendances déviationnistes tel le nationalisme révisionniste, face aux divers degrés d'acceptabilité

varient selon les conditions dans lesquelles celles-ci s'articulent. Par contre, le rapport unité-nation demeure, malgré cette confusion, potentiellement conflictuel dans un état de diversité. C'est pourquoi la période de déstalinisation qui a permis le rétablissement d'une certaine diversité entre les pays du C.A.E.M. a favorisé la naissance de tendances de type nationaliste et de quelques mouvements de contestations. A notre avis, seule l'harmonisation des conditions de développement à l'échelle du bloc pourra se traduire par une convergence des intérêts nationaux et internationaux pour ainsi atténuer le degré d'opposition entre ces deux formes d'intérêt.

Il est important de noter que lorsque nous utilisons l'expression "intérêts du socialisme international" l'on doit interpréter celle-ci, en pratique, de façon restrictive puisqu'elle s'applique, à prime abord, à un groupe de pays et de mouvements bien déterminé, soit celui communément appelé, dans la littérature est-européenne, le "pays frère."⁴⁸ Pour être plus précis, nous pouvons relier à ce qualificatif les pays membres du C.A.E.M..

Si nous examinons les Principes de base de 1962 dans la perspective d'une délicate articulation entre les intérêts nationaux et internationaux, nous remarquerons que leur contenu est imprégné de cette double réalité qui s'exprime sous la forme souveraineté-D.I.S.T.. A cet effet, le premier

paragraphe des Principes de base est très révélateur:

The world socialist system is a social, economic and political community of free sovereign nations following the path of socialism and communism united by common interests and goals by indestructible ties of international socialist solidarity.⁴⁹

Or, comment s'articule les notions de souveraineté et de solidarité socialiste à l'intérieur des Principes de base? Lavigne résume avec précision la logique de l'articulation. Elle dira:

...la réorganisation des structures sectorielles internes... doit permettre une répartition géographique des facteurs (localisation rationnelle) conforme aux intérêts généraux de la collectivité. Tous les pays socialistes sont égaux devant cette obligation: dans le camp socialiste personne n'a et ne peut avoir de droits et privilèges particuliers. Mais le respect mutuel de l'indépendance et de la souveraineté s'inscrit dans le cadre de la réalisation des tâches fondamentales....⁵⁰

Voici un autre paragraphe tiré des Principes de base qui reproduit avec acuité ce que Lavigne appelle "l'obligation" et qui en définitive s'apparente à la notion de "responsabilité socialiste" de la nation envers la communauté.

The inter connection between the economies of the individual countries stemming from division of labour, should be strong and stable, for any deviation, ever a single country, old inevitably lead to disturbances in the economic cycle in the other socialist countries.⁵¹

Il semblerait donc que les Principes de la D.I.S.T., tout en respectant la souveraineté de l'Etat, limitaient

celle-ci par l'obligation communautaire. A ce propos Seranne dira:

Le C.A.E.M. est donc basé sur les principes généraux du droit international mais également sur les principes socialistes des avantages mutuels et de l'assistance fraternelle, c'est-à-dire l'internationalisme prolétarien qui limite considérablement la portée du principe de souveraineté nationale.⁵²

De surcroît, l'on y suppose la nécessité d'accroître la planification internationale par une interprétation des planifications nationales. Les principes suggèrent, à long terme, la transformation du C.A.E.M. en organe de planification supranationale. Dans une analyse du contenu des Principes de base de la D.I.S.T., Lavigne dira que ces derniers procuraient les fondements institutionnels nécessaires au renforcement du C.A.E.M. en organe de planification supranationale. Elle retiendra notamment un passage des Principes à l'intérieur duquel l'on exprime cette tendance:

Le sens de l'évolution est clairement indiqué par une référence à Lénine: L'extension et la consolidation des liens économiques entre les pays socialistes contribuera au développement, indiqué par V.I. Lénine, de la tendance objective à la constitution dans l'avenir d'une économie communiste mondiale, régulée par les travailleurs victorieux selon un plan unique.⁵³

Ces éléments de supranationalité serait l'un des aspects les plus discutés au cours des années 1956-1964, principalement en qualité de l'intrusion qu'il opère au sein des juridictions nationales.

Parce qu'il traduisait sans équivoque les intentions supranationalistes de l'U.R.S.S. et de quelques démocraties populaires, nous considérons le texte de Khrouchtchev, paru en 1962 et intitulé Problèmes actuels du système socialiste mondial, comme étant à l'origine de l'exacerbation de la controverse soulevée principalement par la Roumanie.⁵⁴ Voici comment Seranne résume l'essentiel du texte de Khrouchtchev:

L'hypothèse centrale en est que la division internationale du travail obtenue grâce à la coopération et à la spécialisation de la production est la condition essentielle du développement de l'économie socialiste mondiale. Aussi, ayant constaté l'insuffisance des échanges et donc de la division du travail, Khrouchtchev propose comme but la création d'une communauté économique internationale guidée par un seul plan. Le moyen d'y parvenir est de créer un organisme unique qui permettrait ainsi d'appliquer la loi du développement harmonieux et proportionné à l'échelle de toute la communauté socialiste.⁵⁵

Les débats entourant le concept de supranationalité canalisait de nombreux éléments de distorsion dont ceux relatifs aux politiques d'égalisation des niveaux de développement, à l'établissement de critères objectifs à la spécialisation de la production et à la redéfinition des termes d'échanges entre les partenaires du C.A.E.M.. Mentionnons que ces trois derniers éléments regroupent à leur tours d'autres sujets de dissension tels: les conditions à l'obtention des crédits internationaux et la révision du mode de fixation des prix dans le commerce intra-C.A.E.M. incluant les questions relatives à l'échange inégal.

Dans cette perspective d'un développement de plusieurs foyers d'opposition, l'on peut discerner dès 1956 à la 7^e session du C.A.E.M., lors des discussions sur la spécialisation dans le secteur des produits mécaniques, d'importantes divergences entre les participants.⁵⁶ Afin de connaître ces divergences procédons à l'analyse de la position adoptée par les acteurs dans le cadre des principaux débats tenus entre 1956 et 1964. Nous devons préciser que nous n'entreprendrons pas dans cette section du chapitre l'examen de l'ensemble des polémiques et arguments soulevés au cours de cette période. Nous retiendrons des controverses, uniquement les éléments qui marquèrent, de façon décisive, la conception de l'intégration chez les différents partenaires au sein du C.A.E.M..⁵⁷

Pouvons-nous établir une classification des participants à la controverse? L'un des critères de classification les plus souvent évoqués à ce sujet et que nous pourrions nous-même employer est le niveau de développement des pays participants. En effet, l'on observe généralement une corrélation entre le niveau de développement d'un pays et la position qu'il a adoptée lors du débat.⁵⁸ Sans toutefois écarter l'existence d'une correspondance entre ces deux variables, nous croyons qu'une telle corrélation débouche dans une polarisation--pays développés versus "pays sous-développés"-- qui ne traduit pas avec acuité la complexité

de la situation. Il appert que l'on doit pondérer le critère de classification--niveau de développement--par d'autres facteurs d'ordre politique et culturel qui, dans l'ensemble, ont influencé directement le comportement des acteurs. C'est pourquoi notre étude des différences survenues lors de cette période entre les partenaires du C.A.E.M. ne sera pas exposé sous la forme d'une classification rigide.

Suite à l'application du modèle soviétique de développement dans les démocraties populaires, rappelons qu'il s'est opéré une certaine désintégration économique au sein de la région. Principalement dans les secteurs industriels favorisés par le modèle, l'on assista à la création de structures productives parallèles entre les formations nationales: les structures parallèles s'opposent évidemment à la notion de complémentarité des structures que suppose le processus d'intégration. Voici ce que Seranne dira à ce sujet:

Cette profusion d'investissements, jointe à une politique de forte expansion, a abouti à la formation dans chaque démocratie populaire de structures parallèles: il arrivait fréquemment que les différents pays créent des industries et des usines parallèles fabricant ainsi de nombreux produits superflus et invendables alors que d'autres produits manquaient partout. Ces phénomènes ont empêché le développement de la division du travail et ont rendu difficile l'augmentation rapide du commerce extérieur.⁵⁹

Nous devons compléter cette dernière citation en mentionnant que, non seulement le rythme de croissance du commerce extérieur était peu rapide, mais encore que, dans certains pays dont la Tchécoslovaquie, l'on enregistrait une diminution significative des exportations vers les pays les moins développés. De même, les pays importateurs de matières premières, comme la Tchécoslovaquie et la Hongrie, voyaient la disponibilité de celles-ci de plus en plus raréfiée, notamment en raison de l'accroissement de la "consommation" interne de ces matières par les producteurs.⁶⁰

Si nous ajoutons à ces dernières constatations la volonté que manifestaient les pays les plus développés de freiner la tendance à la baisse de leur taux de croissance économique, nous connaissons, en partie, les motifs pour lesquels les deux pays les plus industrialisés du bloc, soit la R.D.A. et la Tchécoslovaquie, étaient, lors de cette période, favorables à l'instauration d'un centre de planification international qui devait favoriser le développement de la D.I.S.T.. Ces deux pays soutenaient la thèse, à savoir, que l'on devait accroître la spécialisation des structures productives en fonction de critères visant à la maximisation de l'efficacité et de la productivité du travail. La Tchécoslovaquie fut sans contredit le pays le plus engagé dans la lutte contre les tendances autarciques manifestées à priori par la Roumanie. Les dirigeants tchécoslovaques considéraient

celles-ci contraires aux lois du développement du socialisme mondial.⁶¹ Pour sa part, la R.D.A., en raison de sa condition politique particulière et de son évolution industrielle, manifestait avec moins de vigueur son opposition à la Roumanie. Montias explique ce comportement de la façon suivante:

First, East Germany, having achieved her status as a major supplier of manufactures in Eastern Europe only after 1953, suffered no loss of markets in the wake of the New Course, as did Czechoslovakia; she is therefore less afflicted by Rumanian autarkic policies. Second, her tenuous situation might have made her more willing to sacrifice direct economic interests for the sake of the power, cohesion, and prestige of the Soviet bloc.⁶²

D'une façon générale, les propos de la Tchécoslovaquie s'inspiraient d'une logique axée sur l'internationalisme alors que la Roumanie, sans renier les fondements de l'internationalisme prolétarien, favorisait des politiques à caractères nationalistes. Il est important de concevoir l'internationalisme tchécoslovaque et le nationalisme roumain en terme de priorité et non d'exclusivité. Les discussions sur le rôle de la collaboration économique dans les rapports intra-socialistes illustrent bien cette dernière généralisation. Voici un paragraphe tiré du texte de Saltiel qui nous résume l'orientation des discours tenus au cours de la réunion de Prague en 1963 sur le rôle de la collaboration économique dans le processus de développement de l'économie socialiste:

On voit donc sur ce thème de discussion s'affronter une tendance à donner en toute matière une priorité à la collaboration économique internationale et une tendance à considérer la collaboration économique comme un facteur complémentaire qui ne doit pas entraver les décisions nationales.⁶³

Nous devons signaler que les discussions de Prague sur la collaboration économique s'inscrivait dans le cadre des débats sur les moyens ou méthodes afin de parvenir à une égalisation accrue des niveaux de développement dans la perspective d'une progression harmonieuse de l'économie socialiste. Selon les dirigeants roumains, l'un des facteurs essentiels à la réalisation de ces objectifs--harmonisation et égalisation des niveaux de développement--était la poursuite de la politique d'industrialisation rapide du pays entreprise depuis l'adoption du modèle de développement soviétique. Ainsi la direction roumaine demeurait strictement fidèle au modèle exporté par Staline. En ce qui concerne les autres pays du C.A.E.M., l'approfondissement de la D.I.S.T., par le biais de la collaboration et de la spécialisation économique internationale, constituait le moyen le plus susceptible de favoriser l'égalisation des niveaux de développement. Pour bien comprendre les fondements de ce développement il faut y joindre un second argument évoqué à maintes reprises dans la littérature tchécoslovaque qui contredit les tendances endogènes à la conception stalinienne du développement de l'économie socialiste, pays par pays.

Montias expose l'argument comme suit:

The principle according to which the output of the means of production (Marx's sector 1) must grow faster than the output of consumer goods (sector 2), need not operate in each separate country although it must apply to the socialist developed country to use its resources for the faster expansion of production in branches of sector 2 and exchange a part of its production for the instruments of production needed for the priority development of its first sector.⁶⁴

Par cette interprétation, "internationaliste" du principe de la croissance prioritaire du secteur des moyens de production, les tchécoslovaques justifiaient une spécialisation des structures productives déterminée à priori selon les critères relatifs à l'efficacité nationale du travail en terme de productivité. Les dirigeants roumains s'opposèrent directement à l'emploi unilatéral de ce critère alléguant que cette politique vouait les pays les moins développés, à des activités économiques primaires au sein de la région, perpétuant ainsi une division du travail traditionnelle et non socialiste. En contre partie, les roumains suggéraient de pondérer le critère "productivité du travail" par différentes considérations qui répondaient aux particularités du développement national. Ils diront:

Parmi ces considérations apparaissent les nécessités de développer l'industrie et l'agriculture sur une base moderne, d'impulser par priorité la production des moyens de production, d'établir un rapport correct entre l'industrie et l'agriculture, d'assurer le plein emploi de la main d'oeuvre.⁶⁵

Conservant la même perspective que dans l'argument précédent, les roumains soutiennent que l'allocation des crédits internationaux ne doit pas être déterminé uniquement à partir des critères d'efficacité économique, mais surtout en fonction des priorités de développement nationaux.⁶⁶

La Roumanie soulèvera un autre objet de dissension lorsque ses portes-paroles aborderont les questions ayant trait à la revision du système des prix dans les échanges intra-C.A.E.M..⁶⁷ Dans le but de soustraire le marché est-européen aux influences inflationnistes engendrées par la guerre de Corée, les responsables des pays du C.A.E.M. optèrent en 1951 pour un gel temporaire des prix des marchandises échangées dans le cadre du commerce intra-C.A.E.M.; l'on fixa la valeur de ces marchandises sur les prix mondiaux de 1949 et de la première moitié de 1950. Puisque les tendances inflationnistes des années 1950 ont affecté principalement le secteur des matières premières et, en raison de la structure par produit du commerce extérieur de la Roumanie--exportateur de matières premières et importateur de biens de production--ce pays se considérait lésé par le système du "stop price."⁶⁸ C'est en 1958 que l'on décida de reviser les prix et de les fixer pour la période 1958-1962 sur la base des prix mondiaux moyens de 1957.

Ce que nous devons retenir de cette discussion sur le système des prix c'est que les polémiques soulevées à

cette occasion dégèneront rapidement dans une série de controverses sur l'évaluation des termes de l'échange entre les pays du C.A.E.M.. Nous pouvons abrèger la position des représentants roumains de la façon suivante: en dèpit du mode de fixation des prix plus ou moins arbitraire, et, à l'exception de l'industrie d'extraction, l'inègal dèveloppement entre les formations nationales du bloc rèsulte dans les conditions d'échange inègal dèfavorables aux pays les moins dèveloppès. Lorsque le prix des marchandises exportées par un pays moins dèveloppè vers un partenaire plus dèveloppè est fixé sur la base des prix internationaux, l'échange est inègal puisque les taux de productivité du travail diffèrent d'une formation à l'autre. Montias cite à ce propos un passage tiré d'un article de Horovitz paru en 1958 qui rèsume l'argument roumain:

International value is determined not by average conditions of production in the world but by the conditions obtaining in the country, or countries, producing or exporting the bulk of given type of output. National value is determined by socially necessary (labor) costs in each country. Countries that have a centuries-old lead in developing skills and in raising their labor productivity are in a favorable trading position because they do not have to sell at prices below world market levels and are able therefore to export goods whose international value exceeds their national value. In underdeveloped countries... national value... is in excess of international value.⁶⁹

Selon les auteurs roumains, par un raisonnement qui relève presque de l'euphémisme, la seule issue possible pour

éliminer l'échange inégal est l'égalisation des niveaux de développement. Par conséquent, l'on ramenait le débat au niveau des stratégies de développement.

Examinons maintenant l'orientation générale de la politique soviétique à l'égard des nombreuses controverses soulevées au cours des années 1954-1964. A notre avis, le comportement de l'U.R.S.S. à l'égard de ses controverses répondaient prioritairement à une considération d'ordre politique, soit celle du maintien et de l'amélioration de la cohésion et de l'unité au sein du bloc de l'est. Ce modèle sera à l'origine de deux comportements différents. Dans un premier temps, l'U.R.S.S. adoptera un comportement "innovateur" visant à modifier le rôle traditionnel du C.A.E.M. en lui procurant les bases institutionnelles nécessaires à sa transformation en organe de planification internationale. Ce comportement résultait à l'origine d'une volonté d'améliorer la cohésion politique et économique au sein du bloc; cohésion qui fut ébranlée par les crises de Hongrie et de Pologne en 1956. A ce propos Seranne dira:

D'une part, l'U.R.S.S. veut resserrer les liens du C.A.E.M. pour éviter une éventuelle désintégration amorcée par les tendances centrifuges hongroise et polonaise.... Dans ce contexte, on comprend que la transformation du C.A.E.M. en organe supranational donnait à l'U.R.S.S. le contrôle des économies des pays de l'Est ait pu séduire celle-ci.⁷⁰

Par ce comportement, l'U.R.S.S. non seulement rejoignait-elle le camp des supranationalistes en épaulant

notamment les thèses tchécoslovaque et polonaise, mais contribuait directement à la promotion du concept. Tel que nous l'avons indiqué, la manifestation ultime de cette volonté supranationaliste fut exprimée dans le projet Khrouchtchevien de 1962. Mais, à partir de 1963, ce comportement de l'Union soviétique se modifie graduellement suite à l'opposition soutenue de la Roumanie. Contrairement à son objectif original, la promotion par l'U.R.S.S. des thèses supranationalistes provoquait une division profonde entre les membres du C.A.E.M... Devant le danger d'une Roumanie alliée des communistes chinois, alors que les rapports sino-soviétiques se détérioraient sérieusement,⁷¹ l'U.R.S.S. a dû adopter une position moins radicale pour ainsi devenir une sorte d'arbitre entre les démocraties populaires les plus opposées. Chez les soviétiques, on ne visait plus à raffermir l'unité au sein du bloc mais à n'en maintenir la cohésion. A ce sujet, Montias dira:

On the one hand the Soviet Union is primarily concerned about the unity of the bloc that it leads; it must therefore play a neutral or conciliatory role in disputes among the people's democracies, especially since Communist China has challenged this leadership and threatened to exploit division in C.M.E.A. to augment its own influence in Eastern Europe.⁷²

. Avant d'examiner les principaux événements qui ont mis un terme à cette série de débats, étudions très brièvement l'attitude de la Pologne au cours de cette période.

Le comportement des polonais fut, à cette époque, passablement ambigu. Reconnu comme étant l'un des principaux collaborateurs de Khrouchtchev dans l'élaboration de son projet, ce pays conservait néanmoins certaines réserves en ce qui a trait à quelques politiques de spécialisation tel qu'énoncées par la Tchécoslovaquie. Or, quels sont les principaux motifs ayant incités les dirigeants polonais à promouvoir le développement d'un organe supranational? L'une des motivations les plus importantes était certes l'éventuelle acquisition d'un marché relativement stable, permettant de régulariser les échanges tout en favorisant le développement de débouchés pour l'écoulement de ses produits plus ou moins concurrentiels tant au niveau international que régional; ce marché qui à l'Ouest devenait de moins en moins accessible, notamment en raison du développement de la Communauté économique européenne (C.E.E.) et à l'Est de plus en plus incertain suite au développement des structures parallèles. De plus, comme le souligne Seranne, les polonais envisageaient à cette époque la réalisation de projets économiques qui nécessitaient la participation financière et matérielle de ses partenaires du C.A.E.M..⁷³

Dans cette perspective, nous devons reconnaître que le niveau de développement de la Pologne (semi-développé) a indubitablement influencé l'attitude de ce pays à l'égard de la supranationalité. Déjà nous pouvons noter une

corrélation entre les besoins économiques de la Pologne qui lui suggéraient de s'orienter vers une intégration régionale accrue et les conséquences de la mise en oeuvre du modèle de développement soviétique. En d'autres termes, compte tenu de sa position politique--affirmation de la main mise soviétique en 1956--et de ses conditions de croissance économique limitées par différentes barrières structurelles--ex; inconvertibilité des marchandises--la Pologne avait somme toute très peu d'alternative viable, sinon l'intégration, afin de répondre aux exigences de son développement national.⁷⁴

En ce qui concerne le comportement de la Hongrie au cours de cette période, il s'apparente à celui de la Pologne en ce sens qu'il répond sensiblement aux mêmes prérogatives politiques et économiques. La Hongrie présentait une attitude qui, pour des raisons évidentes et relatives à l'occupation soviétique de 1956, demeurait conforme aux orientations de l'U.R.S.S. et minait par le fait même l'implication de ce pays dans l'ensemble des débats.

Finalement, en ce qui regarde la position de la Bulgarie, mentionnons simplement qu'en dépit de son niveau de développement peu élevé, elle s'identifiera tout au long du débat aux thèses soutenues par l'U.R.S.S. et les pays les plus développés. Kaser explique ce comportement de la façon suivante:

Bulgaria might be thought to share this disquiet, but its record in Comecon matters seems to have been with the developed group. Political factors--the traditional alliance with Russia--have joined themselves with advantageous economic terms for any integration.⁷⁵

Examinons maintenant les derniers événements qui ont marqué la fin de cette période.

En avril 1964, le Comité central du Parti communiste publiait un texte dans lequel les dirigeants du Parti affirmaient, sans équivoque et de façon définitive, la souveraineté de la Roumanie tout en y incluant leur vision de l'évolution des rapports intra-socialistes. L'on y dira notamment:

Cooperation within CMEA is achieved on the basis of the principles of fully equal rights, of observance of national sovereignty and interest, of mutual advantage and comradesly assistance. (...)

Our party has very clearly expressed its point of view, declaring that, since the essence of the projected measures lies in shifting some functions of economic management from the competence of the restrictive state to that of super-state bodies or organisms, these measures are not in keeping with the principles that underlie the relations among the socialist countries. (...) The planned management of the national economy is one of the fundamental, essential, and inalienable attributes of the sovereignty of the socialist state.⁷⁶

Il est très important de souligner que l'opposition de la Roumanie, face aux initiatives d'intégration à l'intérieur de la communauté socialiste, ne se limitait pas à la contestation des nouvelles orientations du C.A.E.M..

A titre d'exemple, il suffit de mentionner que sous la gouverne notamment de Georghui Dej, puis de Ceausescu, la Roumanie refusera d'adhérer à la volonté des soviétiques qui cherchaient à les intégrer au niveau militaire par le biais des manoeuvres du Pacte de Varsovie.⁷⁷

Face à une Roumanie aussi déterminée qui, à la fois, respectait jalousement les fondements du modèle soviétique, jouissait d'une situation internationale qui lui était favorable et menaçait la cohésion au sein du bloc, les dirigeants soviétiques acceptèrent d'abandonner leurs initiatives visant à instaurer un organe supranational dans le C.A.E.M.. En effet, la série de controverses soulevées entre 1956 et 1964, qui, de près ou de loin, touchait les questions relatives à la supranationalité, se terminera par l'abandon du projet de Khrouchtchev de 1962 et par la mise en veilleuse de Principes de bases de la D.I.S.T..⁷⁸ L'U.R.S.S. reconnaîtra finalement qu'il peut exister des situations où, les intérêts nationaux divergent des intérêts internationaux. Les soviétiques accepteront en conséquence le principe voulant qu'un pays puisse se retirer librement d'un projet collectif si celui-ci ne correspond pas aux orientations prioritaires d'un membre. Cette concession des soviétiques représentait une véritable victoire pour la Roumanie car elle justifiait théoriquement le développement du nationalisme roumain. A cet effet, Fejtö dira:

Elle traduisait leur volonté de développer une politique d'intérêt national à l'intérieur du camp socialiste, en partant de l'hypothèse de travail que l'objectif de faire de la Roumanie un membre puissant du bloc communiste ne contredisait pas en rien l'internationalisme prolétarien.⁷⁹

En termes de conclusion à ce chapitre, revoyons de façon abrégée la logique de notre problème telle qu'énoncée dans la proposition initiale, à savoir que l'intérêt actuel manifesté par les démocraties populaires membres du C.A.E.M. à l'égard de l'intégration socialiste résulte, en partie, du type de structures économiques et politiques qu'elles ont développées suite aux activités hégémoniques de l'U.R.S.S. visant à la consolidation et à l'unification idéologique et politique du 'bloc' socialiste.

La première période, soit celle de 1949-1954, est caractérisée par la volonté hégémonique de l'U.R.S.S. d'harmoniser les conditions de développement au sein des démocraties populaires. A cette fin, Staline impose aux pays de la région le modèle de développement soviétique basé sur l'expérience de ce pays depuis 1917. Cette transposition presque intégrale activera au sein des démocraties populaires la création de barrières structurelles aux niveaux politique et économique qui ultérieurement seront déterminants dans l'orientation du processus d'intégration.

Dans la seconde section du chapitre traitant de la période de 1955 à 1964, nous avons reconnu que, suite à une

série d'évènements, dont la mort de Staline et le mouvement qui s'en suivit, et face à différents problèmes relatifs à la croissance des échanges et au rendement économique, certaines démocraties populaires soutenues par l'U.R.S.S. ont plaidées en faveur d'un renforcement institutionnel du C.A.E.M. par l'instauration d'un organe de planification supranational. Cette initiative s'est butée directement à l'opposition ouverte de la Roumanie et à celle plus discrète d'autres partenaires. Cette opposition provoquait finalement en 1964 l'abandon du projet de Khrouchtchev et la mise en veilleuse des Principes de base de la D.L.S.T.. Or, l'abandon du projet d'intégration, tel que formulé en 1962, n'a pas permis de répondre aux attentes que les démocraties populaires et l'U.R.S.S. plaçaient en celui-ci. Les problèmes économiques et les intentions politiques qui étaient à la base de son édification demeurent inchangées. Ces revendications seront reformulées de façon plus précise dans un contexte où une diversité accrue entre les pays du C.A.E.M. permettra d'en connaître les raffinements. Malgré une situation de diversité, il s'en dégagera certaines similitudes qui, en raison d'une harmonisation des conditions, constitueront les prémisses d'un éventuel consensus.

En définitive, contrairement à son but escompté à l'origine, le mouvement visant à l'uniformisation idéologique, politique et économique engagé sous le règne de Staline,

a procuré les bases nécessaires au phénomène de l'émergence des nations. A ce niveau, l'exemple de la Roumanie est significative et déterminera ultérieurement les conditions nécessaires à l'établissement d'une relative unanimité entre les partenaires du C.A.E.M. face aux besoins d'approfondir et de perfectionner le processus d'intégration. A ce niveau, les revendications de la R.D.A., de la Tchécoslovaquie, et de la Pologne, au cours du débat sur la supranationalité, sont également révélatrices.

Pour terminer ce chapitre, voici une phrase de Lévesque qui exprime avec justesse ce paradoxe:

Il est plaisant de constater que Staline qui avait tant fait pour soumettre le plus totalement possible les démocraties populaires au contrôle de l'U.R.S.S. ait donné, à certaines d'entre elles, en leur imposant le modèle soviétique qu'il valorisait peut-être jusqu'à l'aveuglement, des bases économiques qui leur permirent d'affirmer plus tard leur indépendance politique face à Moscou.⁸⁰

REFERENCES

1. H. Carrère D'Encausse, Les réalités contre l'idéologie, dans Revue française de science politique, vol. XIX, n° 1, février 1969, p. 19.
2. Ibid., p. 20.
3. J. Lévesque, L'U.R.S.S. et sa politique internationale de 1917 à nos jours, Armand Colin, collection U, Paris, 1980, pp. 127-135.
4. F. Fejtö, Histoire des démocraties populaires, l'ère de Staline, 1945-1952, Editions du Seuil, tome 1, Paris, 1952, p. 183.
5. H. Carrère D'Encausse, op.cit., p. 27.
6. J. Lévesque, op.cit., p. 134.
7. Le conflit soviéto-yougoslave mettait aux prises Staline et Tito. Il entraîne l'expulsion de la Yougoslavie du Kominform. Il avait pour souci principal le refus par les yougoslaves de l'uniformisation. A cet effet, voir F. Fejtö, op.cit., pp. 222-241.
8. M. Lavigne, Le Comecon, le programme du Comecon et l'intégration socialiste, Editions Cujas, Paris, 1973, p. 16.
9. M. Lavigne, Les économies socialistes soviétiques et européennes, 3^e édition, Armand Colin, Paris, 1979, p. 345.
10. F. Fejtö, op.cit., vol. 1, p. 297.
11. M. Bornstein, Economic reform in Eastern Europe, dans East European Economies post-Helsinki, compendium of papers submitted to the Joint Economic Committee, Congress of the United States, U.S. Government, 1977, pp. 103-104.
12. A. Antchichkine, Théorie de la croissance de l'économie socialiste, Editions du Progrès, Moscou, 1979, p. 89.
13. Voir annexe, tableaux I et II.
14. Voir annexe, tableaux I, II, et III.
15. C. Séranne, Les situations d'inégalité au sein du conseil d'assistance économique européenne (COMECON), dans Etudes internationales, vol. 11, n° 2, juin 1971, p. 272.

16. En ce qui a trait à l'orientation des investissements, voir annexe, tableau I. En ce qui concerne l'importance du secteur A, voir annexe, tableau III.
17. Voir annexe, tableau IV.
18. Voir annexe, tableau V.
19. Voir annexe, tableaux VI, VII et VIII.
20. F. Fallenbuchl, L'intégration économique en Europe de l'Est, dans Revue d'études comparatives Est-Ouest, vol. 8, n° 2, juin 1977, pp. 10-15.
21. C. Séranne, Les situations..., op.cit., p. 257. La source soviétique est: Mirovaga Socialisticeskaja Sistema hozjajstava, tome 2, Moscou, 1967, p. 305.
22. Voir annexe, tableau VI.
23. Y. Chialaev et A. Sokolov, Les relations d'affaires Est-Ouest: Potentialités et réalités, dans La vie internationale, n° 2 (194), février, Moscou, 1977, p. 44.
24. A ce propos, voir l'article de J. Marcezwiski, "La convertibilité des monnaies du CAEM," dans Revue d'études comparatives Est-Ouest, Revue de l'Est, Éditions du centre national de la recherche soviétique, vol. X, n° 4, décembre 1979, pp. 125-194.

L'auteur dira notamment: "Une monnaie est convertible lorsqu'elle peut être échangée librement, à tout instant, contre tout autres monnaies B, C, D, etc., également convertible," p. 185.
25. F. Fallenbuchl, L'intégration...., op.cit., p. 12. Il faut noter que la Roumanie (pétrole) et la Pologne (charbon) étaient relativement avantagées par rapport aux autres démocraties populaires en raison de leurs richesses sur le plan des ressources naturelles. D'ailleurs, contrairement à ses partenaires du bloc, cette position avantageuse est l'un des facteurs qui a permis à cette époque, à la Roumanie, de se dégager progressivement de l'attraction du pôle soviétique.
26. Voir annexe, tableau IX.

27. M. Lavigne, Les économies..., op.cit., p. 358. Voir annexe, tableau X. J'aimerais souligner que nous analyserons avec plus d'attention les caractéristiques de la répartition géographique des échanges dans le C.A.E.M., notamment dans le 3^e chapitre de l'ouvrage.
28. M. Lavigne, Les économies..., op.cit., p. 357.
29. Nous entendons ici par "évolution du processus d'intégration socialiste" l'intention manifeste de certains pays visant à mettre en oeuvre des mesures qui favoriseraient l'établissement d'une complémentarité accrue entre les structures économiques nationales au sein de la région.
30. Texte intégral du rapport secret de N. Khrouchtchev, Bochet/Chastel, Paris, 1956. Texte publié par le département d'Etat à Washington, transmis et traduit par l'agence United Press.
31. F. Fejtö, op.cit., vol. 1, p. 365:
32. A cet effet, voir F. Fejtö, Histoires des démocraties populaires, après Staline 1953-1975, Editions du Seuil, vol. 2, 1969.
33. Voir J. Lévesque, op.cit., p. 178. Il dira entre autre: "Conformément au modèle soviétique qui devait être appliqué, l'effort d'investissement portait sur l'industrie lourde, et les conditions de logement des nouveaux dans les villes étaient des plus mauvaises. D'autre part, la collectivisation forcée de l'agriculture... mécontentait l'ensemble de la paysannerie."
34. Malgré certains efforts de multilatéralisation des décisions militaires au sein du Pacte de Varsovie créé en 1955, l'intervention en Hongrie fût décidée unilatéralement par les soviétiques. A cet effet, voir l'ouvrage de R.A. Remington, The Warsaw Pact, case studies on the communist conflict revolution, The MIT Press, 1971.
35. Voici comment dans l'un des passages du rapport présenté par Khrouchtchev celui-ci condamne d'une part le culte de la personnalité et d'autre part conserve certaines réserves quant à la sincérité de Staline: "Camarades: Afin de ne pas répéter les erreurs du passé, le Comité central s'est déclaré résolument contre le culte de la personnalité. Nous considérons que Staline a été encensé à l'excès. Mais dans le passé, Staline a incontestablement rendu de grands services au Parti, à la classe ouvrière et au mouvement international, ouvrier, (...) Il était convaincu que

cela était nécessaire dans l'intérêt du Parti, des masses laborieuses pour défendre les conquêtes de la révolution. C'est là que réside la tragédie." dans Texte intégral...., op.cit., p. 90.

36. M. Lavigne, Les économies...., op.cit., p. 347.
37. H. Carrère D'Encausse, op.cit., p. 31.
38. "Les commissions sont les véritables organes de travail du comécon; elles préparent les propositions concrètes touchant les actions communes de spécialisation et de coopération, leur efficacité tient à leur composition: les pays y sont représentés par les ministres ou chefs des administrations sectorielles correspondantes." M. Lavigne, Les économies...., op.cit., p. 349.
39. C. Seranne et F. Lemoine, L'intégration économique à l'Est; le CAEM, dans Notes et études documentaires, n° 4268-4269-4270, 8 mars 1976, p. 6.
40. H. Carrère D'Encausse, op.cit., p. 29.
41. M. Kaser, Comecon, Integration problems of the planned economies, Second Edition, Oxford University Press, 1967, p. 250.
42. Voici comment à l'intérieur des Principes de base l'on définit la spécialisation: "la concentration de la production d'un type de produit dans un ou plusieurs pays socialistes pour la satisfaction des besoins des pays intéressés qui conduit à l'amélioration du niveau technologique et de l'organisation de la production et à l'établissement de liens économiques stables et d'une coopération dans la production entre les pays." C. Seranne et F. Lemoine, op.cit., p. 58.
43. M. Lavigne, Le Comecom, op.cit., pp. 104-111.
44. J. Marczewski, Crise de la planification socialiste, Economie d'aujourd'hui, P.U.F., 1973, p. 186.
45. C. Seranne et F. Lemoine, op.cit., p. 58.
46. L. Brejnev, Pour le renforcement de la cohésion des communistes, pour un nouvel essor de la lutte anti-impérialiste. Intervention de L. Brejnev, Secrétaire général du C.C. du PCUS, chef de la délégation du PCUS à la conférence internationale des Partis communistes

et ouvriers à Moscou, le 7 juin 1969, dans La vie internationale, n° 3, 7 juillet 1969, Moscou, p. 8.

47. Ibid., p. 8.
48. Afin d'illustrer l'emploi restrictif de l'expression "socialisme international" voici une citation de I. Doudinski qui pose les paramètres de son utilisation:
 "L'exemple de pareilles coopération est donné par l'interaction des pays frères dans le cadre du Traité de Varsovie et du Conseil d'assistance économique mutuelle, basée sur les principes Léninistes de la solidarité internationale...." I. Doudinski, L'internationalisme socialiste en action, dans La vie internationale, n° 230, p. 2.
49. - M. Kaser, op.cit., p. 249.
 - Il est intéressant de remarquer que N. Khrouchtchev, qui a parrainé le mouvement de déstalinisation, n'a pas nié ses effets centrifuges. Il dira notamment, en 1962, ce qui suit:
 "Dans les pays socialistes, il reste encore des classes qui sont toutefois des classes amies: les particularités nationales se maintiendrait encore longtemps, cela veut dire qu'il subsiste encore des intérêts et des différences propres à chaque nation et dans une certaine mesure aux diverses classes...."
 Tiré de J.P. Saltiel, l'attitude de la Roumanie vis-à-vis d'une planification supranationale, dans Cahiers de l'I.S.E.A., section Economie, planification, n° 168, décembre 1969, p. 15.
50. M. Lavigne, Le Comecon..., op.cit., p. 35.
51. M. Kaser, op.cit., p. 251.
52. C. Seranne, op.cit., p. 261.
53. M. Lavigne, Le Comecon..., op.cit., p. 34.
54. N. Khrouchtchev, Problèmes actuels du système socialiste mondial, dans Nouvelle revue internationale, n° 9, 1962.
55. C. Seranne, op.cit., p. 283.
56. J.M. Montias, Economic Development in Communist Rumania, MIT Press, 1967, p. 190.
57. A ce sujet, voir M. Kaser, op.cit.

58. Plusieurs auteurs suggèrent cette corrélation dont: C. Seranne et F. Lemoine, op.cit., p. 53, et J.M. Montias, op.cit., p. 190.
59. C. Seranne, op.cit., p. 273.
60. A cet effet, J.M. Montias, op.cit., p. 188 dira: "Investments were scaled down, or they failed to rise as they had in former years. In the less developed countries of the region, including Rumania, exports of foodstuffs and other primary commodities were cut back to increase domestic consumption. Imports of machinery and equipment fell drastically...."
61. J.M. Montias, ibid., p. 193. Il serait bon de préciser que la synthèse de Montias de la position tchécoslovaque s'inspire en grande partie des textes publiés par les auteurs tchécoslovaques V. Kaigl et J. Tauchman.
62. J.M. Montias, ibid., p. 226.
63. J.P. Saltiel, op.cit., p. 27. Il faut souligner que dans cette citation il est sous-entendu que la tendance à concevoir comme prioritaire la collaboration économique est soutenue par l'ensemble des pays du C.A.E.M., à l'exception de la Roumanie qui s'inspire de la seconde.
64. J.M. Montias, op.cit., p. 193.
65. J.P. Saltiel, op.cit., p. 29. Dans ce passage Saltiel cite les textes des auteurs roumains I. Rachmuth et B. Zaharescu.
66. Cette question des crédits fera l'objet d'une controverse entre la Roumanie et l'U.R.S.S. qui résultera, au niveau pratique, dans le refus des soviétiques d'accorder l'aide financière et matériel nécessaire à la mise en oeuvre du projet roumain "Galati Stil Mill." Voir: J.M. Montias, op.cit., pp. 203-205.
67. Ibid., pp. 94 et 95.
68. Ibid., p. 188.
69. Ibid., p. 194.
70. C. Seranne, op.cit., p. 283.
71. J. Lévesque, op.cit., pp. 217-228.
72. J.M. Montias, op.cit., p. 225.

73. C. Seranne, op.cit., pp. 283-284.
74. Nous verrons se développer, au cours de la prochaine période, d'autres alternatives susceptibles de répondre aux exigences du développement économique. Les différents mouvements de réformes en constitueront des exemples probants.
75. M. Kaser, op.cit., p. 105.
76. J.M. Montias, op.cit., p. 217.
77. Voir à ce sujet le volume de Remington, op.cit.
78. C. Seranne, op.cit., p. 285, nous expose brièvement l'un des principaux points tournants ayant marqué la fin des controverses: "Le sommet de la crise est atteint avec la suggestion d'Alampiev de transformer graduellement la division internationale socialiste du travail en division inter-arrondissement dans le cadre d'une économie socialiste unique. Cette idée a trouvé son expression la plus achevée dans le rapport de Valev suggérant la création d'un complexe interétatique danubien comprenant la Roumanie, la Bulgarie et l'U.R.S.S."
79. F. Fejtö, op.cit., vol. 2, p. 178.
80. J. Lévesque, op.cit., p. 222.

DEUXIEME PARTIE

(1965-1973)

Introduction

C'est à l'occasion de la XXV^e session du C.A.E.M. tenue à Bucarest au mois de juillet 1971 que les pays membres de l'organisation adoptèrent le Programme complexe (P.C.).¹ Nous considérons le P.C. comme une manifestation directe d'un intérêt accru des pays membres, par rapport à la période précédente, pour l'approfondissement et le perfectionnement de l'intégration socialiste. Il représente, à notre avis, la réalisation d'un compromis entre les différentes thèses de l'intégration énoncées par les pays concernés au cours des années 1965 à 1971. En dépit du nombre restreint d'informations sur les débats ayant précédés l'adoption du P.C., nous pouvons observer--principalement entre 1965 et 1971--à partir de l'examen de certaines publications, l'existence d'importantes divergences dans le type d'intégration proposé. Les négociations qui ont précédé l'adoption du P.C. débutèrent, semble-t-il, à Berlin lors de la XXII^e session du C.A.E.M. en janvier 1969. Mais, officiellement, son élaboration fut entreprise au cours des XXIII^e et XXIV^e session du C.A.E.M. tenues respectivement en avril 1969 à Moscou et en mai 1970 à Varsovie.² C'est au cours de ces sessions--il faut le supposer--que furent soulevés les principaux éléments d'opposition et de confrontation entre les participants. Nous nous proposons d'exposer certains de ces options divergentes dans les sections du chapitre III consacrée à l'étude des débats; l'important, à ce stade-ci du

travail, c'est de reconnaître que l'interprétation de l'évolution du processus d'intégration, à l'instar des années 1954 à 1964, ne faisait pas l'unanimité entre les représentants du pays du C.A.E.M.

Les buts que nous poursuivons dans cette deuxième partie peuvent être synthétisés de la façon suivante:

1. Identifier les conditions qui ont incité les dirigeants du C.A.E.M. à modifier leur modèle traditionnel de développement et à établir à cette fin une stratégie globale axée sur un accroissement de leur participation dans le D.I.T., la mise en oeuvre de réformes économiques et l'approfondissement, et le perfectionnement de la D.I.S.T.
2. Etudier les composantes de cette stratégie en insistant sur les questions relatives à l'intégration.
3. Confirmer et expliquer l'existence de perspectives divergentes sur le type et les modalités d'intégration à promouvoir.
4. Exposer et expliquer les facteurs ayant favorisé l'établissement d'un compromis sur la notion d'intégration; compromis qui fut institutionnellement confirmé par l'adoption du P.C.

Avant d'entreprendre cette étude, nous aimerions souligner le fait que, d'un point de vue pratique, les éléments que

nous venons d'exposer dans cette synthèse de nos objectifs sont étroitement reliés et même parfois interdépendant dans leur complémentarité et contradiction. Ainsi, nous nous devons, dans notre schéma théorique, de respecter cette réalité pratique sachant que l'articulation de ces éléments constitue une partie intégrante du processus dialectique du développement de ces pays.

Cette deuxième partie se divisera en deux chapitres; le premier sera consacré à l'étude des conditions générales de développement des pays du C.A.E.M. et de l'engagement du processus de restructuration des économies soviétiques et est-européennes, alors que le second sera axé presque exclusivement sur l'étude du processus d'intégration.

CHAPITRE II

L'internationalisation des économies soviétiques et est-européennes

Section I: Les conditions générales de développement

A) Internationales

Comme nous l'avons mentionné au cours du chapitre précédent, la prise du pouvoir par Khrouchtchev en 1953 a correspondu, au niveau de la conception soviétique des rapports internationaux, à l'affirmation du principe de coexistence pacifique.¹ Or, Khrouchtchev sera évincé du pouvoir en octobre 1964. Ses successeurs seront: au poste de secrétaire-général du P.C.U.S., Leonid Brejnev, et à celui de chef de gouvernement, Alexi Kossiguine. En dépit de la raison officielle évoquée dans la Pravda du 16 octobre 1964,² pour justifier cette "passation" des pouvoirs (raison de santé) il est permis de croire que celle-ci fut orchestrée par certains groupes de dirigeants soviétiques invités notamment par la gestion des affaires extérieures de Khrouchtchev. Les situations précaires dans lesquelles ce dernier avait impliqué l'U.R.S.S.--échec de son modèle d'intégration, impuissance face à une Roumanie rebelle, les crises hongroises et polonaises de 1956, et la crise des missiles de Cuba en 1962--constituent certes des éléments qui nous permettent d'expliquer plus adéquatement les motifs de

son "éviction." Ses successeurs continueront néanmoins, sur le plan de la pratique internationale, à promouvoir la notion de coexistence pacifique. Ainsi, les décennies soixante et soixante-dix seront caractérisées par une consolidation de cette politique qui, du moins jusqu'à la fin de 1979, (année de l'intervention soviétique en Afghanistan), se traduira sur la scène internationale par l'instauration d'un climat de détente. La transposition à un niveau latent et idéologique des contradictions entre pays à régimes sociaux économiques différentes qui résultait dans une capacité accrue de régulariser celles-ci s'est accompagnée d'une réduction graduelle du respect de la politique d'embargo particulièrement chère aux Etats-Unis.

Caplan, dans son ouvrage intitulé Les échanges et la coopération économique avec les pays de l'Europe de l'Est, dira à ce sujet:

Progressivement d'ailleurs, la liste des produits sous embargo s'est réduite à partir de 1954, à telle enseigne qu'en 1964 les listes du Co-Com ne couvraient plus que dix pour cent des articles entrant dans les échanges internationaux.

Au cours de la période de consolidation de la détente, l'on assiste principalement, à partir de 1965, à un accroissement rapide des relations économiques Est-Ouest.⁶ Il suffit de mentionner qu'en 1965 les échanges Est-Ouest totalisaient environ 6,2 milliards de dollars sous une forme d'importation-exportation, et que, cinq ans plus tard, soit en 1970, on évaluait ces échanges à 14,5 milliards, en 1977 à 58,9 milliards, et en 1979 à plus de 74 milliards.⁷ Lavigne résume l'évolution

des échanges Est-Ouest de la façon suivante:

...croissance rapide entre 1965 et 1970;
accélération se traduisant par un rythme
annuel moyen multiplié par près de 2,5
fois entre 1971 et 1975, culminant en 1973;
décélération en 1976 et 1977; reprise en
1978.⁸

Il est évident que les poussées inflationnistes qu'a connu l'économie mondiale lors de la décennie 70 minent en partie la valeur de ces chiffres. Toutefois, le tableau XI (voir annexe), parce qu'il met en relief les indices de valeur et de volume des échanges Est-Ouest entre 1965 et 1978, nous permet de vérifier avec plus d'exactitude le phénomène de l'accroissement des relations Est-Ouest entre 1965 et 1976.⁹

Il est important de souligner qu'à notre avis cet accroissement des relations ne constitue pas en lui-même l'unique facteur nous permettant de reconnaître dans le processus de développement des pays de l'Est une période de réouverture. Des modifications qualitatives dans l'organisation de ces échanges; une participation accrue de chacun des partenaires dans le processus productif de l'autre et la volonté manifeste de certains participants de poursuivre et d'accroître la coopération, sont autant de phénomènes qui déterminent la nature de cette période.

Par exemple, il s'est développé, au cours de cette période, une coopération industrielle Est-Ouest (C.I.E.O.) dite "complexe" sur la base d'une organisation et d'une coopération

s'opérant à tous les niveaux de l'activité économique, que ce soit dans celui de la sphère de la production ou de l'échange.

La C.I.E.O. est, semble-t-il, une véritable manifestation du phénomène de l'internationalisation de l'activité économique. L'un des principaux objectifs poursuivis par les dirigeants des pays de l'Est dans le développement de la C.I.E.O. est de surmonter la présence des obstacles à l'expansion des relations commerciales traditionnelles, notamment sur les plans de l'organisation des méthodes de règlements commerciaux, d'accès aux marchés occidentaux et d'accessibilité au crédit international. Cette expansion de la C.I.E.O. est le résultat d'une réorganisation des relations commerciales traditionnelles sous une forme de coopération qualitativement supérieure basée sur la pratique d'un "troc complexe." Parmi les principales formes de la C.I.E.O. nous pouvons identifier, entre autres, la sous-traitance, "la vente d'usines clé en main avec éventuellement paiement en produits," la coproduction, et les sociétés à capital mixte.¹⁰ Ces deux dernières formes sont indéniablement les plus innovatrices sur le plan de la participation d'une économie au processus productif du partenaire. D'ailleurs, au cours de la période étudiée (1965-1973), seul deux pays de l'Est possédaient une législation permettant la création de combinats à capital mixte, soit la Roumanie et la Hongrie.

Il est nécessaire de rappeler que dans le cadre de ce travail nous n'avons pas l'intention d'étudier, de façon

particulière, ces nouvelles formes de coopération. En effet, nous insisterons presque essentiellement sur les questions relatives à la volonté des dirigeants des pays de l'Est à intensifier leur participation à l'économie mondiale. En définitive, nous reconnaissons, à l'instar de Lavigne, que "l'ouverture des pays de l'Est sur l'extérieur est un fait acquis." ¹¹

La concordance chronologique entre la consolidation de la détente politique et la période de réouverture constitue, en terme analytique, un sujet fertile aux polémiques entre les spécialistes en cette matière. La question à savoir si la "détente politique" est à l'origine et demeure une condition nécessaire à l'expansion de la coopération économique entre les deux blocs ou, si inversement, ce sont des considérations d'ordre économique qui ont favorisé l'instauration de la détente, est l'une des formulations les plus fréquemment employées dans les analyses ayant pour objet d'étude cette période. Indirectement, par cette formulation l'on soulève les questions se rapportant au caractère de durabilité des relations Est-Ouest et des prérogatives à leur développement. Nous pouvons insinuer que généralement les conclusions sur le caractère de durabilité du processus de réouverture varient en fonction de l'identification des éléments responsables de son évolution. Compte tenu des limites pratiques que nous nous sommes imposées dans cette recherche, nous ne nous attarderons pas aux questions

ayant trait aux intérêts des pays de l'Ouest dans l'intensification de la coopération.¹² Mentionnons uniquement qu'à notre avis, la période de réouverture s'inscrit à l'intérieur d'un processus global--tant à l'Ouest qu'à l'Est--d'internationalisation des forces productives. A ce sujet Capian a dit:

Avec la coopération, les relations économiques s'étendent au niveau de la recherche, de la technologie et de la production elle-même. Il s'agit donc là, sous une forme particulière (tenant à l'existence de systèmes économiques différents) d'un nouveau développement de l'internationalisation de la production dans lequel chaque bloc se trouve engagé au travers de l'internationalisation du capital pour l'Ouest, et de l'intégration économique à l'Est.¹³

Il ajoutera:

A partir de ce point de vue, nous pourrions considérer que la coopération économique entre l'Est et l'Ouest est la forme historique que revêtent les relations économiques à notre époque par le caractère de plus en plus international des forces productives.¹⁴

Nous devons compléter ces dernières observations en mentionnant que, selon nous, une recherche ayant pour objet l'étude du processus de réouverture, devrait considérer les différences entre les politiques américaine et ouest-européenne notamment en raison du fait que la première demeure plus sensible aux notions d'opposition et de confrontation idéologique. Reconnaisant ce phénomène, Capian affirmera:

Si dans les années 1950, les Etats-Unis réussissent plus ou moins à maintenir la politique de discrimination sur les principes formels, dans les années 1960 les exceptions aux principes se multiplient.... Tant et si bien qu'il y eut, à partir du début des années 1960 une véritable course entre pays

capitalistes développés (à l'exception des Etats-Unis) pour pénétrer sur les marchés des pays socialistes.¹⁵

Voici qui termine cette brève discussion sur le climat international à l'intérieur duquel se concevra et s'inscrira l'établissement d'une stratégie globale de développement dans les pays de l'Est. Passons maintenant à l'étude des conditions régionales et nationales qui, à notre avis, seront déterminantes dans l'établissement de cette stratégie.

B) Régionales

Comme sur le plan de la politique internationale, le remplacement de Khrouchtchev à la direction du pays par Brejnev n'a pas entraîné de bouleversements radicaux dans les rapports intra-C.A.E.M.. Toutefois, tel que le mentionne Fejtö, une attitude plus souple et permissive de la direction Brejnev a favorisé, au cours des années 1964-1966, une continuité, sinon un approfondissement par rapport à la période précédente du mouvement d'affirmation de certains caractères nationaux créant ainsi une relation de relative diversité au sein de la région.

Voici ce que respectivement Fejtö et Carrère D'Encausse diront à ce sujet:

Le nouveau style affecté entre 1964 et 1966 par Brejnev Kossyguine--"moins de mots, plus d'actes," --leur réalisme prudent et sobre pour ne pas dire timoré (surtout au début) favorisaient cette tendance à l'émancipation, à la concentration sur les problèmes nationaux.¹⁶

Devant ces forces clairement centrifuges et qui toutes nient le dogme unitaire en mettant en question le centre de décision unique et le modèle soviétique, l'U.R.S.S. semble s'incliner en 1965. (...) Une situation de fait semble se créer et progressivement la diversité du camp socialiste apparaît et semble s'imposer.¹⁷

Dans ses aspects politiques et idéologiques, le mouvement de diversification connaîtra son apogée--compte tenu des limites qui lui ont été imposées--en 1968, lors des événements de Tchécoslovaquie. Sur le plan économique, la diversification se manifestera par une affirmation de certaines spécificités nationales dans le cadre du mouvement des réformes économiques et dans la recherche d'un type d'intégration à promouvoir. Concrètement, cela signifiait que les dirigeants des pays de l'Est reconnaissaient qu'une éventuelle restructuration de leur économie--que ce soit par le biais des réformes ou par celui de l'intégration--devait être adaptée aux conditions de développement de ce pays. Voici ce que l'économiste soviétique Ilya Doudinski dira à l'intérieur de son discours sur le Renforcement de l'interaction internationale des Etats socialistes à propos du respect des spécificités nationales dans le processus d'égalisation des niveaux de développement:

Egaliser les niveaux économiques des pays pris à part ne signifie nullement identifier d'une façon mécanique leurs structures économiques nationales. Bien au contraire, ce processus implique le maintien et le perfectionnement des caractères économiques spécifiques qui répondent aux intérêts de la communauté socialiste et aux besoins de la division internationale du travail.¹⁸

Il est fort important de préciser que le mouvement de différenciation ne nient aucunement celui de l'harmonisation des conditions de développement puisque la diversification doit être interprétée en terme de latitude accrue permettant l'affirmation de certaines particularités nationales. Or, cette condition de permissivité accrue ne signifie pas nécessairement qu'il ne peut s'opérer dans un même temps un processus d'harmonisation dans les conditions objectives de développement entre les Etats de la région. C'est pourquoi il nous est possible d'identifier, dans le cadre d'une même période, l'existence de cette double tendance à la diversité et à l'harmonisation. Nous devons également ajouter une précision, soit que cette latitude accrue qui favorisait une affirmation des caractères économiques nationaux devait respecter les obligations et devoirs générés par les principes de l'internationalisme prolétarien. Parmi ces principes l'on notera principalement ceux relatifs à :

- La "subordination des intérêts nationaux aux intérêts internationaux des ouvriers du monde entier";
- "une très importante exigence de l'internationalisme prolétarien est la coopération fraternelle des peuples par l'édification socialiste à partir de l'aide et l'assistance mutuelle";
- au "renforcement de l'unité et de la cohésion du système socialiste mondial";

- celui de "l'unité de la volonté et des actions des partis communistes et ouvriers...."¹⁹

D'un point de vue pratique, cela signifie qu'en aucun temps la diversification devait permettre la renaissance ou le développement d'éléments hostiles au régime et à sa nature. Ainsi, le processus de diversification sera soumis aux limites politiques imposées principalement par les dirigeants soviétiques et à un degré variable dépendamment de l'époque, par ceux des démocraties populaires en raison de leur filiation bureaucratique.²⁰

Malgré les limites qui lui seront imposées, le mouvement de diversification conservera son originalité par rapport à la période précédente par le fait qu'il facilitera l'expansion d'un certain nationalisme économique et la croissance des forces centrifuges au sein du C.A.E.M.. Ainsi, c'est dans un climat de relative diversité que s'amorcera et se développera principalement entre les années 1965 et 1969, le processus de restructuration des économies soviétiques et est-européennes.

Section II: Le Processus de restructuration des économies soviétiques et est-européennes: la stratégie globale de développement

Dans un premier temps nous nous poserons la question, à savoir, quels sont les principaux facteurs ayant incité les dirigeants des pays du C.A.E.M. à s'engager dans un effort de restructuration économique. Dans un second temps, nous examinerons

les moyens élaborés par ces derniers afin de réaliser leur objectif.

Avant d'entreprendre cette étude, mentionnons que la plupart des facteurs et conditions auxquels nous ferons référence prévalent encore aujourd'hui, ce qui démontre à la fois les limites et difficultés qu'ont les dirigeants des pays de l'Est à opérationnaliser les méthodes de restructuration. C'est pourquoi il nous sera possible d'utiliser, à l'occasion, des sources qui, chronologiquement, déborderont les cadres de la période étudiée dans cette partie du travail, soit 1965-1973.

A) Les facteurs incitatifs

Dans notre premier chapitre, nous avons déjà abordé --notamment lorsque nous traitons du phénomène d'égalisation des niveaux de développement--certaines questions relatives à l'évolution des taux de croissance industrielle. Nous avons reconnu qu'il y avait une corrélation entre le niveau de développement d'un pays et son taux de croissance économique. Ainsi, constatons-nous, que les pays les plus développés, comme le R.D.A. et la Tchécoslovaquie, possédaient des taux de croissance industrielle plus faibles que ceux enregistrés par leurs partenaires et, à l'inverse, le pays le moins industrialisé, soit la Roumanie, était celui ayant le plus haut taux de croissance industrielle.²¹ Or, il semblerait que l'imposition du modèle de développement soviétique dans les

pays les plus industrialisés, ne correspondait pas, en terme de structure, à leurs niveaux de développement. Ainsi, les priorités accordées aux facteurs de croissance extensifs qui caractérisaient le modèle traditionnel soviétique étaient, à l'origine, impropres aux économies les plus développées à l'intérieur desquelles ces facteurs avaient déjà atteint un point de saturation. A ce sujet Lavigne dira:

En R.D.A. et en Tchécoslovaquie, par exemple, étant donné le quasi-inexistence de main-d'oeuvre libre dans l'agriculture que l'on aurait pu transférer à l'industrie, l'"extensivité" de la croissance a surtout consisté... à laisser en l'état, sans modernisation ni même renouvellement, les branches traditionnelles--industries légères et alimentaires surtout--et à développer des industries lourdes.²²

Or, progressivement, à l'intérieur des autres pays du C.A.E.M. (à l'exception jusqu'aux années soixante-dix de la Roumanie), il se manifestera un phénomène similaire de saturation des facteurs de croissance de type extensif. Par exemple le hongrois Csikos Nagy affirmera:

Néanmoins dès la seconde moitié des années soixante, il fallait tenir compte du fait que les réserves pour un développement de type extensif de l'économie étaient en voie d'épuisement; le passage à un développement de type intensif, la recherche plus systématique de l'efficacité devinrent des nécessités objectives.²³

Tel que le laisse sous-entendre cette dernière citation, les dirigeants des pays du C.A.E.M. devaient, à partir des années soixante, faire face à des difficultés de croissance

économique. Exception faite de la Roumanie, celles-ci se traduisaient, notamment au cours du quinquennat 1961-1965, par une baisse des taux annuels de croissance du revenu national.²⁴ Voici comment Lavigne décrit, de façon succincte, l'évolution des taux de croissance:

La croissance des économies socialistes européens est toujours restée supérieure à celle des pays capitalistes industrialisés le Japon excepté (taux moyens annuels 1950-1970 de croissance du P.N.B.: 3,9% aux Etats-Unis, 4,8% en France, 5,5% en Allemagne fédérale, 10,9% au Japon; 1970-78: 3,0, 4,0, 2,6, 5,5, respectivement, avec une croissance négative en 1975 partout sauf au Japon). Mais à long terme les taux de croissance déclinent. Un premier fléchissement a lieu en 1961-1965, que l'on peut croire jugulé par les réformes. La seconde décélération en revanche, à partir de 1975, est plus inquiétante et on peut se demander, à considérer le déclin des taux en 1976-78 par rapport aux précisions quinquennales si elle n'est pas durable.²⁵

A notre avis, de la même façon qu'elles furent déterminantes dans le comportement adopté par la R.D.A., la Tchécoslovaquie, et en partie la Pologne, lors de la dernière tentative--au cours de la période précédente--qui visait à restructurer le développement économique des pays du C.A.E.M. par la voie d'une intégration régionale accrue, les baisses enregistrées dans les taux de croissance et les conditions économiques auxquelles on les attribue, constitueront des facteurs qui exhorteront les dirigeants de ces pays à modifier leur stratégie de développement. Toutefois, comme le précise Senin dans son volume Socialist Integration, la baisse des taux de croissance ne constitue pas en elle-même un facteur incitatif

mais plutôt un indice permettant de reconnaître que, compte tenu du niveau de développement des forces productives, les pays socialistes ont atteint un stade de développement qui nécessite des modifications qualitatives dans l'organisation du travail.²⁶ Ainsi, l'accroissement de l'efficacité économique des facteurs de production, c'est-à-dire du rendement des fonds de production, de la productivité du travail et de l'utilisation plus rationnelle des biens naturels dans le processus global de production, deviendra, dans l'optique des dirigeants soviétiques et est-européens, une nécessité répondant aux lois objectives du développement des forces productives.²⁷

Parallèlement à la reconnaissance de ces nécessités, par les dirigeants et spécialistes soviétiques et est-européens, le discours général de ces derniers sur les tâches du développement et d'orientation globale des investissements, accordera --particulièrement à partir du milieu des années soixante-- une priorité au développement de type intensif à l'intérieur du processus de croissance économique:

L'évolution de l'efficacité de la production sociale est aujourd'hui le problème clé de la politique économique du Parti communiste. La croissance de l'économie soviétique dépend de la solution heureuse de ce problème crucial car elle doit s'effectuer de plus en plus par l'élévation de la productivité du travail, l'accélération du progrès scientifique et technique.²⁸

Nous pouvons identifier quatre facteurs principaux ayant incités les dirigeants des pays de l'Est à modifier le

modèle traditionnel de croissance et à adopter une nouvelle stratégie de développement. Il s'agit:

(1) de l'épuisement des "masses de ressources productives" nécessaire à une croissance de type extensive. L'auteur soviétique Kostine résumera brièvement l'importance de ce facteur dans la perception des dirigeants de son pays. Il dira:

La nécessité d'accélérer les rythmes de croissance de la productivité du travail s'explique par le fait que les facteurs extensifs de l'essor de l'économie soviétique se sont épuisés dans une mesure considérable et que leur rôle, particulièrement l'augmentation des effectifs des travailleurs dans le sphère de la production matérielle, se réduit de plus en plus.³⁰

(2) d'importantes déficiences économiques attribuables à l'inefficacité de la planification et à la subsistance d'obstacles à la rationalisation du travail se traduisant, par exemple, dans une proportion trop élevée de travaux inachevés ou encore de gaspillage des ressources naturelles. Voici deux citations dont la première est de Tikhonov et la seconde de Sanakoev qui font état de ces difficultés:

La raison la plus importante des difficultés et des insuffisances des "goulots d'étranglement" dans l'économie nationale...est que l'on a pas encore totalement surmonté la force de l'inertie des traditions, des habitudes acquises à une période où l'aspect quantitatif des choses prévalait sur leur aspect qualitatif.³¹

De plus, lors de l'établissement des plans économiques, des erreurs furent commises, on adapta une attitude volontariste irréfléchie à l'égard des divers problèmes économiques, ce qui entraîna un certain

déséquilibre entre les diverses branches de l'économie et au sein même de ces branches...au cours de ces dernières années, une discordance s'est créée entre l'ampleur grandement accrue de la production et les méthodes de planification et de gestion économique....³²

(3) d'une sous exploitation par les pays de l'Est des avantages de la D.I.T. tant au niveau de l'activité commerciale qu'à celui de la coopération industrielle et technique. A ce propos, lorsqu'il traitera des conséquences de la guerre froide sur le développement économique des pays et régions impliqués, l'auteur polonais Popkiewicz dira:

Il est difficile aujourd'hui d'évaluer les fortes pertes subies par les deux parties en raison des barrières commerciales et discriminatoires imposées par l'Occident pendant ces années Il est évident désormais que la part de 9% des pays du C.A.E.M. dans les importations et exportations mondiales est disproportionnée à leur potentiel économique réel de même qu'à leurs véritables besoins et possibilités.³³

(4) des contradictions, limites et insuffisances de la D.I.S.T. Seranne, dans son article Les situations d'inégalité au sein du C.A.E.M., résumera la situation entre 1967 et 1970 de la façon suivante:

La persistance du bilatéralisme, l'absence de critère de spécialisation et par là même l'inefficacité de la coordination des plans de production et d'investissements...amènent ceux-ci (pays socialistes) à souhaiter des changements institutionnels dans le C.A.E.M..³⁴

Dans la même perspective, Kormov et Diakine diront en parlant notamment de l'intégration: "Sur cette voie se

forme des structures économiques efficaces qui suppriment le parallélisme injustifié dans la production..."³⁵

Avant de terminer cette section sur les facteurs incitatifs, nous devons souligner que ce quatrième facteur relève substantiellement des mêmes revendications économiques dont l'abandon du modèle supranational d'intégration n'a pas permis la réalisation.³⁶ A des fins de clarification, rappelons quelques unes des conditions qui, à la base, ont inspiré ces revendications.

Outre la persistance d'une forme de désintégration économique responsable du parallélisme structurel, les pays revendicateurs avaient évoqué, entre autre, les questions relatives à la baisse des taux de croissance du commerce extérieur pour les pays les plus industrialisés; à une baisse dans la disponibilité de certaines matières premières affectant directement les pays importateurs; à la nécessité pour quelques pays de stabiliser leurs marchés; à l'obligation d'accroître la participation financière et matérielle bi et multilatérale afin de réaliser quelques projets d'envergure.

Parallèlement à une égalisation croissante des niveaux de développement, et par le fait même à une harmonisation accrue des conditions d'évolution, il se manifestera, au sein de la communauté socialiste, la double tendance à une exacerbation des conditions incitatives premières et à une généralisation du mouvement des revendications. En d'autres termes, les

limites du modèle traditionnel de développement soviétique se généralisaient et s'exacerbaient graduellement avec le développement économique de ces pays. Toutefois, compte tenu d'une part de la persistance des inégalités dans les stades de développement et, d'autre part, des spécificités politico-sociales de chacune des entités nationales du C.A.E.M., le mouvement de restructuration ne se fera pas unilatéralement mais dans des temps différents.

Par ailleurs, il est paradoxal de constater qu'en dépit d'une certaine harmonisation régionale des conditions de développement, les divergences dans le type de solution envisagé par les dirigeants des pays du C.A.E.M., constitueront une expression particulière du caractère de diversité que l'on a attribué à cette période. Les prochaines sections de ce chapitre nous permettront de préciser le sens de ce paradoxe. Passons maintenant à l'étude des moyens mis en oeuvre par les pays du C.A.E.M. en vue de résoudre les difficultés et exigences auxquelles ils furent confrontés.

B) La stratégie globale de développement

Nous connaissons déjà les trois principaux éléments qui composent la stratégie globale de développement, soit la mise en oeuvre d'un mouvement de réformes économiques, l'accroissement de la coopération Est-Ouest et l'approfondissement du processus d'intégration régionale. Compte tenu des

restrictions pratiques que nous nous sommes imposées dans le cadre de cette recherche, rappelons que nous devons négliger certaines spécificités relatives aux deux premières composantes. En fait, l'étude de celles-ci aura comme but principal de faire ressortir les liens, soit de compatibilité ou encore de discordance qui prédominent dans l'orientation et le développement de ces trois éléments. Par contre, à l'exception des considérations d'ordre général que nous ferons dans ce chapitre sur l'intégration, les questions ayant trait à son évolution seront reprises et approfondies dans le troisième chapitre de cette recherche.

Dans la présente section de l'ouvrage, nous examinerons notamment la proposition à savoir qu'au niveau de leurs objectifs, les trois composantes de la stratégie de développement sont compatibles et complémentaires, alors qu'à celui de leur application pratique, il est possible dans certaines circonstances d'y discerner quelques discordances.

(1) Le mouvement de réformes

C'est à partir de 1963 (R.D.A.), et principalement au cours des années 1965 à 1968, que sera mis en oeuvre différentes réformes au sein des pays membres du C.A.E.M.³⁷ Dans leur aspect économique, ces réformes poursuivaient sensiblement, et ce, à l'échelle du bloc, les mêmes objectifs qui consistaient à restructurer et à intensifier les processus de développement

nationaux par une rationalisation du travail et de sa planification. En ce sens, elles tentent de solutionner, en premier lieu, les exigences et problèmes rattachés aux deux premiers facteurs incitatifs qui sont, rappelons-le, la saturation des facteurs extensifs de croissance et d'importantes déficiences économiques attribuables; selon les auteurs est-européens, à l'inefficacité de la planification et à la subsistance d'obstacles à la rationalisation du travail. Voici comment certains auteurs soviétiques résument les objectifs du mouvement:

Le but de ces réformes était l'amélioration de la gestion de l'économie grâce au perfectionnement et à la stimulation économique de la production, l'extension de l'initiative et l'autonomie économique des entreprises, un plus grand intérêt matériel des travailleurs aux résultats de leur travail.³⁸

Malgré que l'on assiste encore aujourd'hui à diverses tentatives réformatrices de même nature, nous constatons que, sous sa forme économique, ce mouvement est demeuré plutôt conservateur en ce sens qu'il n'a pas--peut-être à l'exception de la Hongrie--suscité ou engendré de véritables innovations. Lavigne, dans son volume Le Comecon, résume l'essentiel du mouvement de la façon suivante:

...la Roumanie a maintenu un système de gestion autoritaire et centralisé; en U.R.S.S., malgré une réforme relativement libérale dans sa lettre, ... l'application complète du nouveau régime a été compromise par les empiètements de l'administration et par une concentration insuffisante des entreprises,

les laissant désarmées face à leurs organes de direction; dans les autres pays socialistes, l'équilibre entre la directive centrale et l'autonomie de gestion, entre le caractère impératif du plan et l'assouplissement de ses moyens d'exécution a été réalisé au niveau des unions d'entreprises, intermédiaires entre les organes centraux d'administration et l'unité productrice de base; enfin en Hongrie les mécanismes de marché ont obtenu le champ d'action le plus vaste, le plan ne conservant que des fonctions de régulation et de contrôle.³⁹

Parce qu'elles tendent à accroître l'efficacité économique et le caractère qualitatif de la production, par une amélioration de la planification et par une rationalisation du travail, les réformes économiques dans leur finalité seront compatibles et complémentaires avec un approfondissement de l'intégration régionale et un accroissement de la coopération Est-Ouest. A ce sujet, Senin dira:

...the positive results of the change in the methods and systems of economic management are particularly important to the solution of the most cardinal problem in the economic relations between the socialist countries--the problem of the division of labour, the specialization and co-operation in science and production.⁴⁰

En ce qui concerne les relations entre la coopération Est-Ouest et les réformes économiques, mentionnons uniquement que parce qu'elles favorisent le passage du mode de développement extensif à intensif, ces réformes facilitent le dépassement de certaines incapacités structurelles qu'éprouvent les pays de l'Est à s'adapter aux conditions du marché mondial. Par exemple, dans leur conceptualisation théorique, elles

devaient accroître le caractère compétitif des produits Est-européens et soviétiques pour ainsi en favoriser l'exportation.

Mais ces réformes qui nécessitaient une relative décentralisation de l'activité économique, allant même dans certains pays jusqu'à une réintroduction de quelques mécanismes de marché, seront passablement limitées en raison de leur opposition avec le caractère centralisé des économies planifiées. Ce raisonnement plutôt tautologique nous amène à considérer les aspects politiques et les limites pratiques dans le développement de ce mouvement.

Comme nous le fait remarquer Lavigne, à l'intérieur même du Programme complexe d'intégration, en dépit du fait qu'il y est spécifié que "l'intégration...ne touche pas les questions de planification, d'activité financière et gestionnaire (Al.6 de l'article 2)" l'on y stipule que: "la décentralisation des activités économiques, le recours au mécanisme de marché, ne doivent pas atteindre un degré tel que le caractère socialiste de l'économie en soit compromis."⁴¹

Les auteurs soviétiques Kormnov et Diakine, dans leur article Problème de l'intégration des pays du Conseil d'entraide économique publié en 1971, corroborent les observations de Lavigne en y précisant le rôle prépondérant des tâches reliées à l'intégration régionale sur celles du mouvement des réformes. Ils diront:

Le succès de la spécialisation internationale, celui de l'intégration socialiste dépend pour beaucoup de l'harmonisation des systèmes nationaux de planification, de gestion et de la stimulation économique.... Des distinctions existent comme on sait dans les pays de la communauté socialiste en matière de planification, de gestion et de stimulation économique, des liens entre l'industrie et le commerce extérieur, ce qui influence le développement de la spécialisation internationale. Les pays frères souverains sont libres dans le choix des formes et méthodes de perfectionnement de la planification.... L'orientation générale des réformes est néanmoins liées aux tâches de l'intégration et lui est subordonnées.⁴²

Cette dernière citation renferme plusieurs éléments qui, dans notre analyse, s'avèrent très importants. Tout d'abord, les auteurs de ce passage reconnaissent implicitement que dans certaines circonstances il peut se manifester des discordances entre l'orientation des réformes et l'intégration socialiste. En effet, si au moment de l'élaboration et de la mise en oeuvre des réformes, les dirigeants font abstraction du contexte dans lequel ils évoluent, alors ils favoriseront possiblement le développement de rapports et de structures qui seront en contradiction avec les intérêts de la communauté socialiste et avec les conditions nécessaires à l'approfondissement du processus d'intégration économique.

Afin de parfaire notre compréhension des phénomènes relatifs aux limites des réformes et à la prépondérance de l'intégration sur ces dernières, précisons la double nature de ces contradictions. La première qui, en terme de rapport est antagonique, se concrétise par une extension des réformes

économiques dans une déviation de type politique (opportunisme de gauche ou de droite, progressiste ou autre), qui par son opposition au maintien des rapports sociaux existants, menace les bases du pouvoir.

La seconde, qui est non antagonique, résulte des asymétries non pas dans la nature mais dans les modalités et les divers degrés de mise en oeuvre des politiques réformistes face aux exigences de cohésion et d'harmonisation qui, principalement dans la conception soviétique de l'intégration, semble nécessaire. En pratique, cela se traduira, d'une part, par une condition d'interdépendance--en dépit d'une latitude évidente à ce niveau--entre les pays du C.A.E.M. face aux types et degrés de réformes effectuées chez ses partenaires et d'autre part, sensiblement pour les mêmes motifs, par une certaine dépendance des démocraties populaires face aux rythmes des réformes soviétiques, compte tenu de l'importance et de la puissance économique de l'U.R.S.S. dans la région. Par exemple, tel que nous le mentionne Kormnov et Diakine, une diversification excessive dans les mécanismes du commerce extérieur entre les partenaires pourrait compromettre les tentatives communes afin de favoriser le développement de la spécialisation au sein de la région. De même, en considérant que la coopération Est-Ouest est également limitée, une restructuration économique véritable qui permettrait la réalisation d'un des objectifs poursuivis par les réformes, soit le passage d'un modèle de

type extensif à intensif, devient presque impossible pour un seul pays socialiste sans une modification importante des structures productives chez ses partenaires, et plus spécialement en U.R.S.S. Encore une fois observons-nous un élément de complémentarité entre le développement des réformes économiques et l'approfondissement du processus d'intégration. Nous étudierons plus attentivement ce type de limites lorsque nous traiterons de l'influence des réformes économiques sur le type d'intégration que les pays favoriseront..

Réexaminons maintenant la première des contradictions que nous avons identifiée et qualifiée d'antagonique. Historiquement, celle-ci s'est manifestée dans une tentative visant à la pratique d'un "socialisme à visage humain"; tentative amorcée par quelques intellectuels et dirigeants tchécoslovaques, au cours principalement des années 1966-1968, qui s'est graduellement transformé en un véritable mouvement de masse populaire au cours de l'été 1968. Ces initiatives se sont soldées--comme on le sait--par l'invasion de la Tchécoslovaquie en coût de cette même année par les forces du Pacte de Varsovie, à l'exception du contingent roumain.⁴³ Cette intervention militaire de la Tchécoslovaquie posait à nouveau les limites politiques acceptables dans le développement du processus d'affirmation des particularités nationales. Afin de préciser le sens de cette dernière affirmation, rappelons la conclusion de Carrère D'Encausse:

...la liberté d'un pays socialiste s'exerce à l'intérieur du camp, c'est-à-dire dans les limites des intérêts collectifs dont la définition se fait à Moscou à partir d'une mesure qui est encore soviétique.⁴⁴

Ces tentatives de réformes politiques qui, paradoxalement, furent amorcées par une fraction déviante de la bureaucratie régionale, ont été jugées inacceptables par les représentants de l'orthodoxie bureaucratique en raison de leur nature antagonique aux bases de pouvoir de cette caste régionale.⁴⁵ A ce sujet Seranne et Lemoine diront:

Mais les prolongements socio-politiques de la réforme économique tchécoslovaque aboutissent à la crise d'août 1968 qui marque à la fois un coup de frein aux réformes dans certains pays et l'abandon d'une conception fondamentalement nouvelle du C.A.E.M.. Comme après 1956 la crise met en évidence la nécessité d'une relance de l'intégration régionale.⁴⁶

Comme le souligne ces auteurs, aux yeux des dirigeants soviétiques et est-européens, la crise tchécoslovaque commandait un renforcement de la cohésion politique au sein du bloc de l'Est. Or, l'intégration--on le constate principalement dans la littérature soviétique--possède indubitablement, d'une part, en vertu des principes de l'internationalisme prolétarien, une prépondérance sur les intérêts de type nationaux, et, d'autre part, cette propriété ou ce pouvoir de solidifier la cohésion régionale. C'est pourquoi Senin affirmera:

...the solution of integration problems has turned out to be essential not only for economic reasons, but also to promote the political and ideological cohesion of the socialist states, to help them overcome and resolve the difficulties and contradictions that have emerged and keep emerging in these fields.⁴⁷

Comme nous l'avons déjà indiqué, compte tenu des priorités analytiques que nous nous sommes fixées antérieurement nous ne nous engagerons pas davantage dans l'étude de la crise tchécoslovaque et des mouvements de contestations ultérieures, dont le foyer principal sera en Pologne. Il faut retenir de ces dernières observations que dans le cas de la Tchécoslovaquie (1968) et de la Pologne (1970), dans l'optique des dirigeants soviétiques et est-européens, les transgressions idéologiques qui s'y fomentaient, allaient à l'encontre de leurs intérêts internationaux et nécessitaient par là un renforcement de la cohésion politique au sein de la région. En ce sens, ces crises constituèrent un des facteurs décisifs dans l'acceptation et l'établissement d'un éventuel compromis (Programme complexe 1971) entre les pays du C.A.E.M. en ce qui a trait au type d'intégration à promouvoir.

L'on doit également envisager, à la lumière de ces observations, que les limites politiques et économiques qui ont été imposées au mouvement des réformes, va consolider la position de l'intégration dans la stratégie globale de développement mais cette fois au niveau de sa fonction palliative. En effet, les objectifs poursuivis dans la mise en oeuvre des réformes

économiques étant réalisés que partiellement, certains pays du C.A.E.M., dont la Pologne, espèrent qu'une intégration économique régionale accrue permettra de pallier aux échecs subis. Par exemple, Seranne et Lemoine diront:

Pour la Pologne, l'intégration représentait en grande partie comme un substitut à des réformes internes maintes fois avortées dans la mesure où elle pouvait, en instaurant une plus stricte division internationale du travail, ouvrir des débouchés protégés à l'industrie polonaise puissante mais peu compétitive.

Voici qui termine nos constatations sur le mouvement des réformes. Nous croyons avoir montré, dans cette partie de la recherche, en quoi celles-ci peuvent--dépendamment de leur nature et de leur degré d'intensification--s'avérer soit compatibles et complémentaires ou encore en contradiction avec les autres composantes de la stratégie globale du développement, et principalement avec l'intégration socialiste. Passons maintenant à l'exposé d'une autre de ces composantes: l'accroissement de la coopération Est-Ouest. Mentionnons auparavant que nous retrouverons dans celui-ci certains éléments qui se rattachent au mouvement des réformes telles les questions ayant trait aux changements d'attitude des pays du C.A.E.M. à l'égard du rôle attribué au commerce extérieur dans leur processus de développement.

(2) La réouverture

Nous avons déjà examiné quelques phénomènes qui ont caractérisé la période dite de "réouverture." Nous avons notamment décrit brièvement les principales fluctuations qu'a

connu le développement des échanges Est-Ouest entre 1965-1973. De même, nous avons reconnu que la réouverture ne devait pas être associée exclusivement au mouvement d'accroissement des échanges, mais aussi et surtout aux importantes modifications qui se sont opérées--tant à l'Ouest qu'à l'Est--dans la conception et l'organisation de ces rapports; modifications qui donnèrent naissance à de nouvelles formes de coopération économique. Une utilisation absolue de l'indicateur "échange" nous amènerait possiblement à stipuler qu'une participation accrue des pays de l'Est dans l'économie mondiale et dans l'échange international entraînerait une désintégration économique au sein du C.A.E.M. et, inversement, qu'une intensification du processus d'intégration socialiste irait à l'encontre d'une politique de réouverture. Or, dans cette section de la recherche et celles subséquentes, nous avons l'intention de démontrer qu'au contraire, il existe une compatibilité entre les processus de réouverture et d'intégration économique régionale.

Au niveau idéologique, la compatibilité est admise par les idéologies soviétiques. Pitchoughine, par exemple, nous expose la perception des dirigeants de ce pays envers le rôle de la coopération internationale:

Les pays socialistes préconisent l'extension de la coopération avec l'Occident, parce qu'ils considèrent qu'il est objectivement nécessaire, pour tous les Etats indépendamment de leur ordre social et du niveau de leur développement économique, de profiter des avantages de la division internationale du travail. Cette nécessité est

mise en évidence alors que se produit actuellement la révolution scientifique et technique et que se développe le processus d'internationalisation de la production.⁴⁹

Dans ce passage, l'auteur souligne plusieurs aspects qui caractérisent la conception qu'ont les pays de l'Est des rapports économiques internationaux. L'on retiendra notamment le fait que, selon eux, la différence de nature entre les régimes sociaux ne représente pas en soi un obstacle à la coopération. Par contre, nous croyons que l'affirmation d'ordre tout à fait général--"indépendamment de leur ordre social et du niveau de leur développement économique"--ne traduit et n'explique pas avec acuité le dynamique de l'évolution de la coopération économique Est-Ouest. En effet, elle ne permet pas de reconnaître que les conditions ayant prévalu dans les pays de l'Est et les attitudes des dirigeants de ces pays, se sont largement^m modifiées, ce qui a permis d'amorcer et d'envisager le développement d'un mouvement de réinsertion de leur économie dans l'économie mondiale.

Le passage à un stade intensif de développement a non seulement rendu plus évident l'importance du commerce extérieur dans le schéma d'évolution des pays de l'Est, mais encore il fut la condition majeure qui a incité les dirigeants de ces pays à modifier leur comportement qui, pour diverses raisons, était taxé d'autarcique.

L'analyse de l'économiste hongrois Koves tend à confirmer cette dernière proposition:

The conditions of East-West trade changed profoundly in the 1970's. In the first half of the decade the turnover became extremely dynamic. The dynamizing factor was the import of C.M.E.A. countries. The rapid growth of imports had several reasons closely associated with the new stage of economic growth in the C.M.E.A. countries. In the stage of intensive development, when the limits to the volume of investments and the increasing employment are clearly discernible in every European C.M.E.A. country, the rate of technological progress, of higher productivity, of modernizing the economic structure and along with these, of Western imports for the purpose of modernization, increase among the sources of growth.⁵⁰

Compte tenu de l'originalité du modèle hongrois, il serait peut-être délicat de généraliser cette conception à l'ensemble des pays du C.A.E.M.. C'est pourquoi il nous apparaît utile de citer une source soviétique qui, sans contre-dit, accorde une importance plus déterminante à la variable "niveau de développement" que Pitchoughine l'avait fait précédemment:

Le progrès impétueux (révolution scientifique et technique), entraîne une augmentation énorme des besoins et des exigences des hommes et rend nécessaire une division internationale du travail plus poussé, l'extension du commerce, des liens économiques, scientifiques, techniques et culturels entre les pays.⁵¹

A ce stade-ci de l'ouvrage, nous devons rappeler que, conformément à nos affirmations précédentes, la variable "niveau de développement," ne constitue pas pour les pays de l'Est, l'unique facteur responsable de la mise en oeuvre des

politiques de la réouverture. Nous avons souligné antérieurement d'autres facteurs incitatifs qui ont attisé le dynamisme des rapports et conditions de développement économique et politique aux niveaux international, régional, et national. La réouverture--en tant que composante d'une stratégie globale de développement--résulte donc d'une modification dans la conception qu'avaient les dirigeants soviétiques et est-européens du rôle du commerce extérieur dans le développement de leurs économies. En effet, d'un rôle passif alors qu'il visait et servait prioritairement à combler les déficiences et insuffisances de la production nationale, le commerce extérieur sera progressivement conçu comme un élément actif et essentiel à la croissance et au progrès de ces économies.⁵²

Bognar, dans son article Les options nouvelles de la politique économique extérieure de la Hongrie, nous fait part de ses observations sur les reconsidérations pour ce pays des facteurs de l'économie extérieure:

Dans les pays socialistes, on a réduit l'influence de l'économie extérieure.... D'une part, parce que, après toute révolution de société, il faut prioritairement satisfaire les intérêts et les besoins de la couche de la société auparavant exploitée. C'est pour cela que contrairement aux principes classiques de la répartition du travail, le marché intérieur est le problème capital du développement. (...). D'autre part, à l'époque, on ne voulait pas subordonner la croissance économique aux exigences du marché extérieur à cause de la guerre froide, des différentes interventions, de l'embargo.... Ces deux circonstances, qui ont fait que l'économie socialiste s'est repliée sur elle-même, ont changé. De nos jours, la meilleure satisfaction des besoins intérieurs n'est plus gênée par

les activités économiques extérieures; bien au contraire, celles-ci sont des conditions préalables.⁵³

Pour reprendre l'expression de Bogнар, "la reconsidération des facteurs de l'économie extérieure"⁵⁴ suscitera au cours des années 1970 la mise en oeuvre de réformes visant à réaménager les mécanismes, tant au niveau de l'organisation de la coopération Est-Ouest qu'à celui des rapports Est-Est. Par conséquent, il est important de réaliser que cette reconsidération influera à la fois sur le processus d'intégration au sein du C.A.E.M. et sur celui de la réinsertion des pays de cette région dans l'économie mondiale. De plus, cette transformation conceptuelle permettra--à tout le moins au niveau hypothétique--d'affirmer la compatibilité entre les trois composantes de la stratégie globale de développement. Ainsi, Bogнар pourra dire:

A l'intérieur de l'intégration socialiste, nous devrions arriver à des formes plus modernes, plus efficaces et plus actives de la division du travail. Les divers moyens de l'économie politique, ainsi que l'orientation vers les exportations devront jouer un rôle plus important, ce qui permettra d'obtenir des résultats sur des marchés tiers.⁵⁵

Tel que nous l'avons souligné précédemment, la période de réouverture s'inscrit à l'intérieur d'une dynamique économique et politique dont l'une des principales caractéristiques est le développement du processus d'internationalisation des forces productives des pays de l'Est; internationalisation qui

se conjugue avec diverses tentatives visant à une intensification des facteurs des croissances économiques.⁵⁶

D'une manière peut-être plus ostensible, le polonais Popkiewicz synthétise les motivations et préoccupations immédiates des pays du C.A.E.M. dans le développement de la coopération internationale de la façon suivante:

1) Importer la technologie moderne et améliorer la gestion; 2) Obtenir des crédits ou d'autres formes d'aide financière; 3) Déraciner les préjugés des acheteurs et des consommateurs occidentaux.⁵⁷

Il ajoutera d'autres motivations qu'il qualifiera de sous-jacentes dont celles ayant trait à une éventuelle et nécessaire stabilisation des relations extérieures de leur pays; d'une diversification des marchés qui s'accompagnerait d'une augmentation des capacités d'achats et de ventes sur ces derniers; et finalement, d'une spécialisation internationale accrue dans le secteur de la production.⁵⁸

A l'intérieur des mécanismes de coopération économique et du processus de réouverture, l'importation de technologie occidentale occupera constamment une place de premier ordre.⁵⁹ Se basant sur les données recueillies dans les documents des Nations-Unies sur les échanges Est-Ouest, Zaleski nous fait remarquer à propos de l'échange des produits à forte densité technologique que:

...la part de ces produits a représenté 48% des importations est-européennes en provenance des pays industrialisés entre 1965 et 1969, elle a été de 46% entre 1973 et 1977 (dont 49% en 1976

et 1977). Dans les exportations des pays du C.A.E.M., cette part n'a été que de 9% en 1965-1969 et de 12% en 1973-1977.⁶⁰

Nous devons noter que l'importance des politiques d'importation de technologie variera sensiblement en fonction du pays auquel nous nous référons. Par exemple, à l'encontre de ses partenaires hongrois et polonais, pour la Bulgarie, ce secteur d'importation avec l'Occident ne revêtira pas un caractère aussi impératif en terme de facteur de croissance, compte tenu de ses conditions et priorités politiques et économiques de développement caractérisé notamment par sa forte imbrication et alliance avec l'U.R.S.S..⁶¹

En dépit de ces variations, l'importation de technologie demeurera, pour l'ensemble des pays du C.A.E.M., l'un des secteurs les plus dynamiques dans l'évolution de la coopération Est-Ouest. Par exemple, voici ce que Le Gall observe en ce qui concerne la mise en oeuvre progressive de la politique d'importation de technologie dans le cas soviétique:

Au cours du huitième plan quinquennal, (1966-1970) les autorités soviétiques avaient adopté un changement d'attitude, vis-à-vis de l'importation de technologie occidentale. Il devait se concrétiser rapidement par la signature de contrats, parfois spectaculaires, dont l'accord avec Fiat est le meilleur exemple.

La stratégie sélective d'importation devait être élargie au cours du neuvième plan (1971-1975).... Ce plan faisait apparaître de façon explicite la volonté d'accroître l'importation de technologie de haut niveau.⁶²

Ce même auteur nous fait également remarquer que la stratégie de développement de l'U.R.S.S. qui visait notamment le passage d'une économie de type extensive à intensive, était non seulement animée par une volonté d'accroître les importations de technologie occidentale, mais également par celle de favoriser la création et l'essor d'une technologie proprement soviétique tout en y développant les réseaux nécessaires à sa diffusion. Il expliquera ces deux options de la façon suivante:

La première consiste à importer massivement de la technologie étrangère, dans les domaines où celle-ci dépasse le plus la technologie produite sur le plan interne. La seconde, au contraire, repose sur la stimulation de la création interne de technologie, et sur sa diffusion. Ces deux approches ont été adoptées conjointement par l'U.R.S.S.. Mais la seconde approche est d'une importance capitale, dans la mesure où elle conditionne l'efficacité de la première.⁶³

Comme nous le verrons dans le prochain chapitre, certaines mesures et politiques adoptées dans le cadre du Programme complexe d'intégration auront justement pour objectifs de promouvoir le développement et la diffusion de cette technologie. C'est, à notre avis, une autre manifestation du rapport de compatibilité entre les processus de réouverture et d'intégration régionale.

Nous n'insisterons pas davantage sur l'étude des objectifs et moyens visant à l'approfondissement du processus de réouverture. Retenons simplement que ces objectifs--internationaliser les économies nationales du C.A.E.M., faciliter leur

transition d'un mode de développement extensif à intensif, améliorer les méthodes de gestion, favoriser une spécialisation internationale accrue, etc.--demeurent, quand ils ne sont pas les mêmes, étroitement liés sinon complémentaires avec ceux poursuivis dans le perfectionnement du processus d'intégration régionale. La troisième composante de la stratégie globale, soit l'intégration socialiste, étant l'objet véritable de notre recherche, sera maintenant traitée dans un chapitre particulier.

REFERENCES

1. M. Lavigne dans son volume intitulé Le COMECON..., op.cit., pp. 318 à 371 nous procure une traduction française du texte du Programme complexe.
2. Ibid., pp. 38 à 40.
3. Ch. Sanakoev et N. Kaptchenko dans leur volume, Théorie et pratique de la politique extérieure du socialisme, Editions du Progrès, Moscou, 1975, p. 102, précise le sens de la notion de coexistence pacifique de la façon suivante: "Le principe de la coexistence pacifique, appelé à réguler les relations entre Etats à régimes sociaux différents est au fond un des principes de classe; en effet, les Etats socialistes, dans leurs relations avec les pays capitalistes, mettent au premier plan la consolidation de socialisme, l'approfondissement du processus révolutionnaire mondial, le renforcement de la paix et la sécurité internationale."
4. F. Fejtö, op.cit., vol. 2, p. 215.
5. A. Capian, Les échanges de la coopération économique avec les pays de l'Europe de l'Est, notes et études documentaires, La documentation française, 8 octobre 1974, n° 4116-4117, p. 7.
6. Voir tableau XI.
7. F. Geze, J. Cheval, P. Gutman et J. Finkelstein, Les rôles des pays de l'Est dans la D.I.T., Bureau d'information et de prévision économique, Etude réalisée pour le compte de la D.G.R.S.T., avril 1979. Ecole des Hautes études en sciences sociales, p. 17. Le montant de 1979 est pris dans l'étude de A. Tirapolsky, Le commerce est-ouest au premier semestre 1980, dans Le courrier des pays de l'Est, n° 247, janvier 1981, p. 40.
8. M. Lavigne, Les relations économiques..., op.cit., p. 31.
9. Voici comment Lavigne analyse le graphique de notre tableau no. XI: "Le graphique... permet d'affiner cette analyse en distinguant, pour les importations et exportations des pays de l'Est, entre accroissement en volume et en valeur. Jusqu'en 1970, les prix des échanges Est-Ouest demeurent à peu près constants, de sorte que le taux d'accroissement en valeur coïncide presque avec celui de l'accroissement en volume. En revanche, dès 1971, et surtout après 1973, la flambée des prix mondiaux conduit à une distorsion très forte entre les

indices en valeur et en volume. L'écart se réduit à partir de 1976 en raison tant de la modération de l'inflation que de la décélération des échanges," *ibid.*, p. 31.

10. Voir Raepenbush, *op.cit.*, pp. 33-39.
11. *Ibid.*, p. 263.
12. Voir à ce sujet l'analyse de A. Capian, Les échanges..., *op.cit.*, pp. 40-43.
13. *Ibid.*, p. 17.
14. *Ibid.*, p. 43.
15. *Ibid.*, p. 8.
16. F. Fejtö, *op.cit.*, p. 218.
17. A. Carrère D'Encausse, *op.cit.*, p. 35. Il faut préciser que l'auteur entend ici par "forces centrifuges," l'affirmation du nationalisme roumain, et les crises de Pologne et Hongrie de 1956.
18. I. Doudinski, Renforcement de l'interaction internationale des états socialistes, dans Problèmes économiques du socialisme développé, Problèmes du monde contemporain, Académie des sciences de l'U.R.S.S., Rédaction sciences aujourd'hui, Moscou, p. 255.
19. Ces principes sont tirés du Collectif, Théorie et pratique de l'internationalisme prolétarien, Editions du Progrès, Moscou, 1975. Vous les retrouverez dans l'ordre, aux pages suivantes: 49, 56, 57.
20. Nous examinerons plus attentivement ces questions de limites politiques lorsque nous traiterons de l'influence de la crise tchécoslovaque (1968) sur le processus d'intégration.
21. Voir annexe, tableau V.
22. M. Lavigne, Les économies socialistes..., *op.cit.*, p. 188.
23. B. Csikos Nagy, Le nouveau mécanisme économique hongrois, dans Régulation et division internationale du travail, l'expérience hongroise, organisé par F. Renversez et M. Lavigne, Université de Paris 1, Economica, 1979, p. 6.

24. Voir annexe, tableau XII.
25. M. Lavigne, Les économies socialistes..., op.cit., p. 175.
26. M. Senin, Socialist integration, Editions du Progrès, Moscou, 1973, p. 187.
27. - En ce qui a trait à la conception soviétique des lois objectives du développement des forces productives dans la communauté socialiste, voir Senin, *ibid.*, pp. 7-138.
- Voir aussi, en ce qui concerne les définitions et l'articulation des concepts économiques utilisés dans ce passage, Antchichkine, op.cit., pp. 3-109.
28. L. Kostine, Productivité du travail et progrès soviétique et technique, dans Problèmes économiques du socialisme développé, Coll. Problèmes du monde contemporain, Académie des sciences de l'U.R.S.S., Rédaction sciences sociales aujourd'hui, Moscou, 1975, p. 58.
29. M. Lavigne, Les économies socialistes..., op.cit., p. 188. Pour de plus amples renseignements à ce sujet vous consulterez chez le même auteur le chapitre 4, pp. 175-232.
30. L. Kostine, op.cit., p. 60.
31. N.A. Tikhonov, Les grandes options du développement économique et social de l'U.R.S.S. pour 1981-1985 et pour la période allant jusqu'en 1990, Editions de l'Agence de presse Novosti, Moscou, 1981, p. 12.
32. Ch. Sanakoev, Le système socialiste mondial, principaux problèmes et étapes de développement, Editions du Progrès, Moscou, 1971, p. 247.
33. J. Popkiewicz, Les raisons de développer la coopération économique Est-Ouest, dans Revue d'études comparatives Est-Ouest, vol. 10, n° 4, décembre 1979, pp. 133 et 134.
34. C. Seranne, op.cit., p. 266.
35. Y. Kormov et B. Diakine, Problèmes de l'intégration des pays du Conseil d'entraide économique, dans La vie internationale, n° 9 (129), septembre 1971, Moscou, p. 13.
36. Voir à cet effet le chapitre 1, section Internationalisme vis nationalisme.

37. Pour de plus amples renseignements sur le mouvement de réformes voir: M. Lavigne, Les économies..., op.cit., pp. 76-140, et M. Bornstein, Economic Reforms..., op.cit. pp. 102-132.
38. Collectif, Histoire de la politique extérieure de l'U.R.S.S. 1945-1970, sous la direction de B. Ponomarev, A. Gromyko et V. Khvostov, Editions du Progrès, Moscou, 1974, p. 538.
39. M. Lavigne, Le Comecon..., op.cit., p. 33.
40. M. Senin, op.cit., p. 224.
41. M. Lavigne, Le Comecon..., op.cit., p. 32.
42. Y. Kormnov et B. Diakine, op.cit., pp. 14 et 15.
43. Au sujet des événements de Tchécoslovaque et de l'invasion militaire vous pourrez consulter: F. Fejtö, op.cit., vol. 2, pp. 215-332, et R.A. Remington, The Warsaw Pact, case studies in the communist conflict revolution, the MIT Press, 1971.
44. H. Carrère D'Encausse, op.cit., p. 31.
45. F. Fejtö, op.cit., vol: 2, dira en ce qui concerne, d'une part, les forces sociales en présence dans ce conflit, et d'autre part, la nature de l'intervention, ce qui suit: "...on percevra les profits des intérêts et des ambitions de deux entités sociales (je ne veux pas dire classe): l'intelligentsia technique et le prestige ici--l'appareil du parti (l'establishment), la nouvelle classe communiste là. Et, dans l'arrière plan, une classe ouvrière nouvelle, inconnue, amorphe, dépolitisée, longtemps vulnérable aux manipulations, mais qui, le cas échéant...peut se réveiller soit, comme force d'appoint du mouvement national et réformiste, soit comme force autonome se battant pour ses intérêts économiques et sociaux." pp. 220-221. Il ajoutera: "Or, ce caractère, apparemment plus "international" de l'intervention s'explique par le fait qu'en l'occurrence, l'hégémonisme néo-stalinien des dirigeants de l'U.R.S.S., exaspéré par les défis chinois et roumains, a pu s'appuyer en R.D.A., en Pologne et en Bulgarie sur des groupes dirigeants pour lesquels l'élimination du foyer de contagion libéral et pro-occidental, que représentait la Tchécoslovaquie, apparaissait comme une question de vie ou de mort." p. 223.

46. C. Seranne et F. Lemoine, op.cit., p. 8.
47. M. Senin, op.cit., p. 255.
48. C. Seranne et F. Lemoine, op.cit., p. 66.
49. B. Pitchoughine, Les liens économiques est-ouest, dans La vie internationale, vol. 8 (176), août 1975, Moscou, p. 63.
50. A. Koves, Socialist Economy and the World Economy, dans Acta Economica, vol. 21 (4), 1978, p. 301.
51. L. Brejnev, Pravda, 25, IX, 1974, pris dans Kostine, op.cit., p. 66.
52. A. Capian, op.cit., p. 11.
53. J. Bognar, Les options nouvelles de la politique extérieure de la Hongrie, dans Régulation et division internationale du travail, l'expérience hongroise, travaux du colloque franco-hongrois organisé par F. Renversez et M. Lavigne, Paris, Economica, 1979, p. 26.
54. Ibid., p. 26.
55. Ibid., p. 27.
56. A ce propos, J. Popkiewicz, op.cit., p. 134 dira:
 "L'objectif le plus général et le plus global de l'activité économique, l'échange des marchandises y compris, est l'accroissement de la productivité du travail. Ni l'Est ni l'Ouest ne sont capables d'atteindre pleinement cet objectif dans le cadre d'une économie autarcique car il est étroitement lié à l'introduction de technologies nouvelles...."
57. Ibid., p. 136.
58. Ibid., p. 136.
59. A. LeGall dans son article intitulé, La stratégie de croissance de l'U.R.S.S. et l'importation de technologie occidentale, définit la technologie et son transfert de la façon suivante:
 "Nous pouvons définir la technologie par les connaissances et les techniques qui, dans un pays, permettent d'élever le niveau technique des processus de production et des biens produits. Il y aura alors un transfert international de technologie, lorsque la production d'un pays pourra bénéficier de connaissances et de techniques qui, jusqu'alors n'étaient

disponibles qu'à l'étranger." dans Stratégies des pays socialistes dans l'échange international, Etudes coordonnées par M. Lavigne, Université de Paris I, Economica 1980, p. 160.

60. E. Zakeski, Transferts de technologie, endettement et perspectives du commerce Est-Ouest, dans Revue d'études comparatives Est-Ouest, vol. 10, n° 4, 1979, p. 63.
61. Comme nous le verrons ultérieurement, cette particularité influera également sur la conception des dirigeants Bulgares de l'intégration régionale.
62. A. LeGall, op.cit., p. 159.
63. Ibid., p. 155.

CHAPITRE III

L'approfondissement du processus d'intégration socialiste: débat et compromis

Ce troisième chapitre se divisera en trois sections. Dans la première, nous aurons pour tâche d'identifier et d'expliquer les principaux éléments de divergences soulevés lors des débats qui ont précédé l'adoption du Programme complexe (P.C.); divergences et oppositions qui ne sont pas nécessairement disparues après 1971.

Cette étude nous apparaît nécessaire car elle nous permettra de mieux apprécier la proposition, à savoir que l'adoption du P.C. résulte d'un compromis entre diverses conceptions de l'intégration véhiculées par un ou des groupes de dirigeants nationaux.

La seconde partie sera, pour sa part, consacrée à l'étude du P.C., de sa nature et des principales méthodes qu'il préconise. Nous tenterons, dans un même temps, de synthétiser les principaux facteurs qui en ont favorisé l'établissement (facteurs de compromis). Or, l'examen de l'un de ces facteurs, soit celui relatif au renforcement de l'intégration en tant que palliatif, fera l'objet de la troisième section de ce chapitre.

Section I: Les débats

La diversité dans les conditions de développement entre les Etats du C.A.E.M. dont l'expression constituait le corps de la période de diversité est à l'origine des divergences qui opposèrent ces Etats dans le cadre des négociations ayant précédé l'adoption du P.C. sur les questions relatives aux modalités et mécanismes d'intégration à promouvoir. Tel que nous l'avons remarqué principalement dans les parties consacrées à l'étude du projet khrouchtchévien de 1962 et du mouvement des réformes, certaines de ces divergences peuvent s'avérer irréconciliables dépendamment de leur nature et de leurs voies d'expression.

Comme ce fut le cas lors des débats ayant entouré la proposition de Khrouchtchev en 1962, et la mise en oeuvre des Principes de base de la D.I.S.T., les spécificités économiques et politiques des formations nationales du C.A.E.M. seront à l'origine des oppositions entre les conceptions de l'intégration. Par le fait même, celles-ci expliquent l'inexistence d'une "théorie opérationnelle" du processus d'intégration dans le système socialiste mondial. A ce sujet, dans leur exposé sur les freins de l'intégration, Lemoine et Seranne notent que:

Au nombre des freins à l'intégration, il faut aussi mentionner l'absence, dans la doctrine économique des pays d'une conception opérationnelle des relations économiques entre pays socialistes. Si les principes fondamentaux

des rapports entre pays frères sont bien connus et souvent réaffirmés, ils ne suffisent pas à fonder une conception commune des mécanismes concrets de l'intégration économique.¹

La disparité dans les conditions de développement ont des incidences directes et évidentes sur les exigences et priorités économiques et politiques des différents pays du C.A.E.M.. A titre d'exemple, dans la mise en oeuvre de la stratégie globale de développement, la Hongrie, passablement dépendante des échanges Est-Ouest, privilégiera la composante réouverture alors que la Bulgarie, dont les dirigeants partagent une solidarité idéologique particulière avec l'U.R.S.S., favorisera en premier lieu l'approfondissement du processus d'intégration.

Or, parmi les disparités auxquelles nous faisons référence, l'on peut distinguer notamment les aspects relatifs à l'inégale distribution des ressources naturelles et humaines au sein de la région; aux degrés variables de sensibilité auxquelles les pays sont sujets face aux variations et changements qui s'opèrent dans la D.I.T.; aux spécificités nationales en terme de traditions politiques et culturelles; aux différences dans l'organisation de la vie économique nationale; et surtout à la persistance des inégalités dans les niveaux de développement.² Nous pouvons remarquer que ces éléments sont pour la plupart sensiblement les mêmes que ceux précédemment identifiés dans le premier chapitre de la recherche, particulièrement lorsque nous traitons des

discordances au niveau de la conception de l'intégration. Nous avons ajouté, d'une part, celui se rapportant à l'organisation économique en raison de son rôle prépondérant dans le cadre d'une période dite de diversité, et, d'autre part, celui concernant l'influence de la D.I.T. puisqu'il revêt lui aussi une importance accrue et non négligable dans un contexte de réouverture et de diversité. Mentionnons que nous nous proposons d'examiner plus attentivement ces deux facteurs au cours des prochaines sections du travail.

D'une façon générale, les auteurs soviétiques et Est-européens reconnaissent que les disparités mentionnées ci-haut représentent la source des oppositions et réticences de certains Etats face à une intensification et à la mise en oeuvre du processus d'intégration. Par exemple, les auteurs Kormnov et Diakine disent au sujet des oppositions:

Elles résultent des particularités du développement économique du pays, des différences dans le niveau de développement et aussi de la place que les rapports du commerce extérieur occupe dans l'économie nationale.³

Par contre, certains auteurs soviétiques, dont Senin, ont tendance à imputer à la variable "niveaux de développement" l'entière responsabilité de ces conceptions conflictuelles et logiquement à supposer qu'une égalisation de ces niveaux permettrait d'unifier le comportement des dirigeants communistes à l'égard des politiques intégrationnistes. Il est très intéressant d'examiner l'interprétation de Senin à ce

sujet. Fondamentalement, dit-il, les attitudes négatives de certains pays face à l'intégration, ne constitue pas une négation du caractère universel de ce processus; caractère qui répond aux lois objectives qui dominent l'évolution du système socialiste mondial.⁴ Voici ce qu'il affirmera au sujet de cette forme de dissidence:

...first, the rejection for political and ideological reasons of integration does not mean that those countries do not need it objectively, and therefore the contradiction between the objective requirement and the political line will inevitably be resolved ...;

...second...that degree of interest is not immutable but, on the contrary, will in the general aspect inevitably rise as soon as the main restraining reasons are done away with, as the productive forces develop and the economic development of countries evens out;

...third, even if some states in the world socialist system...for political and ideological reasons adapt a negative attitude to socialist integration, we observe also...a "negation of the negation," that is the struggle of progressive forces, who understand the universal character of the intergration process.⁵

Suite à nos observations, il est permis de croire qu'une égalisation des niveaux de développement ne signifierait pas pour autant la résolution complète des oppositions entre les pays membres du C.A.E.M.. Par exemple, il serait peu probable qu'advenant une telle égalisation, l'on assisterait à la mise sur pied d'un organisme à vocation supranationale au sein de l'organisation. En effet, comme

l'histoire nous l'a confirmé, il existe une forme d'opposition qui est de nature politique et qui répond à des considérations de type nationaliste. Or, il faut supposer qu'éventuellement il s'élèverait des protestations contre l'ingérence que suppose un tel organisme dans les domaines de juridiction nationale. C'est à notre avis dans cette perspective que l'on doit considérer les propos émis par le hongrois Kiss:

...the conception of joint planning proved to be unrealistic, not only because of the technical and methodological difficulties but also because of its economic and, last but not least, its political implications.⁶

« En définitive, à notre avis, l'inégal développement au sein de la région--en dépit de son importance fondamentale--ne constitue pas l'unique facteur nous permettant d'expliquer les nombreuses divergences qui entourent l'élaboration d'une conception opérationnelle et unifiée de l'intégration. Toutefois, il est essentiel de spécifier que nos observations précédentes ne contredisent en rien le fait qu'une harmonisation accrue dans les conditions globales de développement, que ce soit sur les plans économique ou politique, favorise l'atténuation de certaines divergences et peut créer le substrat d'un éventuel compromis.

Nous espérons que la présentation de quelques propositions qui ont été avancées dans le cadre des négociations qui ont précédé l'adoption du P.C. nous permettra de

confirmer la validité de ces dernières observations. Il faut noter que dans cette présentation, nous retiendrons plus particulièrement les propositions qui, par leur nature, portaient à la contreverse. En revanche, l'étude du P.C. et des facteurs de compromis dont il est issu, nous donnera la possibilité d'examiner les notions plus communément reconnues.

A) L'Union soviétique

A des fins de classification, Lavigne, dans son volume Le Comecon, utilise les concepts d'intégration totale et d'intégration sélective. Elle associe au premier nommément les perceptions soviétiques et bulgares de l'intégration et elle estime que la notion d'"intégration sélective" s'applique aux conceptions hongroise, polonaise, tchécoslovaque, allemande, et roumaine de l'intégration. Le sens du concept de l'"intégration sélective" est explicité dans son étude d'un article du hongrois Vajda:

L'économiste hongrois Imre Vajda, pour qui l'intégration doit certes embrasser toute l'activité économique...estime cependant qu'elle peut avoir une intensité variable, selon ses points d'application et ses participants...elle doit être sélective, avec un choix des branches sur lesquelles porterait l'effort commun, qui n'engloberait pas la totalité des économies nationales.⁷

Nous pouvons constater qu'en dépit des dispositions plus modérées qui apparaissent dans le P.C.--l'on y fait

mention tout au plus des tendances au rapprochement des économies et de leurs niveaux de développement⁸--en raison des oppositions entre les tenants de l'intégration totale et ceux de l'intégration sélective, les soviétiques n'ont pas pour autant modifié leur conception de ce processus. Par exemple, en 1973 Senin qui, on s'en rappellera, nous avait exposé la perception des dirigeants du P.C.U.S. au sujet de la disparition progressive des discordances relatives aux politiques intégrationnistes (voir p.125.) nous précise quelle forme prendra l'intégration dans un stade ultérieur de son développement:

...the resultant, that is the result of the development of interstate economic relations --the emerging and developing elements of the future world communist economy, which will eventually be regulated according to a single plan.⁹

L'une des caractéristiques de la conception de l'intégration chez les soviétiques est de considérer celle-ci comme un processus irréversible qui suppose--en raison des lois objectives du développement du système socialiste mondial--une symbiose progressive entre les Etats de la communauté; symbiose qui conduit invariablement à une fusion totale des structures organiques économique-politiques nationales dont il submergera une forme d'organisation à caractère fondamentalement international conditionnel à l'unicité socialiste. L'idéologue soviétique, Sorokin,

dans son article intitulé Les problèmes d'intégration économique des pays socialistes, réitère d'ailleurs de façon précise la dynamique de ce processus qui marque la conception soviétique de l'intégration. Il affirmera:

...dans le cours de l'édification du socialisme et du communisme, dans le processus de concentration de la production, d'approfondissement de la division internationale du travail et d'extension des liens économiques entre les pays socialistes, il apparaît de plus en plus nécessaire de concerter mutuellement le développement de la structure des économies nationales, de former peu à peu une structure unique de l'économie socialiste mondiale, d'entrelacer et de greffer les unes sur les autres les économies nationales.¹⁰

C'est "l'intégration totale," conséquence d'une volonté générale conditionnée par les données objectives d'une internationalisation totale du mode de production socialiste. Nous insistons sur le terme de volonté car dans la conception soviétique, l'intégration totale qui signifie ni plus ni moins la "disparition du pouvoir national," est le résultat d'une politique librement et volontairement mise en oeuvre par les dirigeants nationaux devant une harmonisation intégrale des intérêts nationaux et internationaux.

Encore une fois, l'on constate, suite à ces dernières observations, que l'une des fins de l'intégration pour les soviétiques est la supranationalité. Nous devons souligner également que ces derniers estiment que l'approfondissement de ce processus doit s'opérer à tous les stades de son développement par les mécanismes de l'économie centralement.

planifiée. Ainsi, à l'image de son comportement dans la mise en oeuvre de leurs réformes économiques, l'U.R.S.S. demeure très conservatrice en matière de décentralisation et de réintroduction--même limitée--de certains mécanismes de marché.

Pour les dirigeants de l'U.R.S.S., il y a aussi une étroite relation entre les concepts de cohésion socio-économique et d'intégration régionale; cette corrélation s'incorpore d'ailleurs à la thèse de la compétition inter-système:

...the solution of integration problems has turned out to be essential not only for economic reasons, but also to promote the political and ideological cohesion of the socialist states, to help them overcome and resolve the difficulties and contradictions that have emerged and keep emerging in these fields.¹¹

Cette corrélation entre les concepts (cohésion et intégration) suppose que dans une situation de désagrégation politique au sein de la région, l'intégration pourrait être envisagée comme un moyen qui permettrait de mettre un terme aux activités "subversives." Si l'on considère cette propriété attribuée à l'intégration, il fût plausible et logique de considérer la crise tchécoslovaque de 1968 comme un événement ayant incité les autorités des pays du C.A.E.M. à accepter différents compromis dans le but de mettre sur pieds un programme d'intégration régional qui favoriserait le renforcement de la cohésion politique et idéologique.¹²

Nous devons, à présent, nous poser la question, à savoir, quelle position ou quel rôle l'Union soviétique a-t-elle occupé à l'intérieur des débats ayant précédé l'adoption du P.C.? Seranne, dans son article intitulé Les situations d'inégalités au sein de Conseil d'assistance économique européennes (COMECON), nous fournit plusieurs informations à ce sujet. L'auteur aborde celui-ci en nous spécifiant que les années 1967-1971 représentent une période où s'est exprimée et où furent réellement confrontées diverses interprétations et conceptions de l'intégration. Elle divise cette période en deux grandes parties délimitées temporellement par la crise tchécoslovaque. Ainsi, parlera-t-elle d'avant et d'après août 1968.

Elle nous indiquera qu'avant août 1968, les dirigeants soviétiques demeuraient dans les faits passablement conservateurs face aux nombreuses propositions qui émanaient principalement des économistes hongrois et qui visaient à modifier, de façon passablement radicale, l'organisation des relations et rapports économiques à l'intérieur du C.A.E.M.¹³ A ce niveau, comme nous l'avons déjà fait remarqué, il est certes permis d'établir un parallèle entre cette attitude des soviétiques sur la scène régionale et celle qui prévalait dans leur pays vis-à-vis le mouvement des réformes. Ainsi, conformément à leur conception de l'intégration et à la mise en oeuvre de leurs réformes nationales, ils soutiendront les mesures qui permettront de renforcer le

caractère centralement planifié de leur économie. Par le fait même, ils manifesteront peu d'enthousiasme face aux propositions qui supposaient une réutilisation de certains mécanismes de marché dans les rapports commerciaux intra-C.A.E.M..

Seranne poursuit son analyse de la période des débats en divisant la seconde partie (août 1968 à avril 1969) en trois sections, soit, premièrement, d'août 1968 à décembre 1968 qu'elle caractérise par le retour du supranationalisme; deuxièmement, de janvier 1969 à avril 1969 qu'elle intitule "Vers le sommet"; et, finalement, la troisième qui correspond à la tenue du sommet du C.A.E.M. entre le 23 et le 26 avril 1969 à Moscou.

Ainsi, malgré l'échec encore récent du projet de Khrouchtchev en 1962, il semblerait, selon Seranne, que l'U.R.S.S., à l'instar de la Pologne, de la R.D.A. et de la Bulgarie, plaidait en faveur de l'instauration d'un organisme à vocation supranationale. Mais, précise-t-elle, ces propositions étaient exprimées avec beaucoup de retenues, ces dernières ne voulant pas éveiller l'appréhension de certains états vis-à-vis les éventuelles implications en terme d'ingérence internationale que suppose ce modèle.¹⁴ Cette crainte se manifestait notamment par la réaffirmation du principe de "participation volontaire." Cet acquis des années 1963 et 1964 ne sera jamais contesté ouvertement par les pays pro-supranationalistes.

En ce qui concerne les attitudes soviétiques à l'intérieur des deux autres étapes qui ont précédé l'adoption du P.C., Seranne nous affirmera que, malgré le fait que ces derniers favorisaient indéniablement un approfondissement réel du processus d'intégration, ils jouèrent un rôle plutôt pondérateur en présence des diverses tendances qui se manifestaient au sein du C.A.E.M. à cette étape. Elle dira:

De même que pour toutes les démocraties populaires les propositions de l'U.R.S.S. traduisent ses intérêts propres qui sont bien entendu le maintien de l'Europe de l'Est sous sa tutelle. Néanmoins, pendant ces débats, l'U.R.S.S. a plus joué le rôle d'arbitre que celui de souverain.¹⁵

Ainsi, considérant les conditions de développement économique et politique des pays du C.A.E.M., dont notamment celles relatives à la nécessité d'intensifier la croissance économique et de renforcer la cohésion politique, l'U.R.S.S. soutiendra et tentera de faciliter l'établissement d'un compromis entre les divers partis en acceptant, entre autre, de réadapter elle-même certaines de ses positions.¹⁶ Par exemple, sans renoncer à l'intégration totale, cette conception sera définitivement interprétée comme l'expression d'un type de rapport qui est particulier à une phase donnée du développement du système socialiste mondial. Cela signifie qu'au stade actuel du développement des rapports intra-socialistes, compte tenu des spécificités nationales et

surtout des inégalités dans les stades de développement entre les pays de la région, l'on accepte dorénavant l'idée d'une intégration sélective sur la base de la domination de certaines particularités nationales. En d'autres termes, l'U.R.S.S. accepte de remettre--à ce stade-ci du développement de la communauté socialiste--l'idée du supranationalisme.

En résumé, malgré que le P.C. ne correspond pas totalement à la conception de l'U.R.S.S. de l'intégration, nous pouvons reconnaître que son adoption, parce qu'elle réaffirme, suite à la crise tchécoslovaque, l'existence d'une cohésion politique et économique dans le camp socialiste, représente aux yeux du pouvoir soviétique une véritable réussite politique.¹⁷

Ainsi, consciente de son incapacité à imposer unilatéralement un type d'intégration, l'U.R.S.S. profitera des conditions politiques et économiques qui à cette époque étaient de plus en plus propices à l'établissement d'une politique commune de développement en raison d'une harmonisation relative de celles-ci à l'échelle du bloc, pour faire pression sur ses partenaires en vue d'établir un compromis sur les méthodes et mécanismes visant à approfondir et perfectionner le processus d'intégration au sein du C.A.E.M.. C'est en ce sens que nous croyons devoir interpréter le prochain passage tiré du texte de Seranne:

En réalité, l'un des pires malentendus est de présenter le C.A.E.M. simplement comme une extension du pouvoir soviétique. Assez frustes pendant les premières années, les moyens de pression de l'U.R.S.S. deviennent plus subtils. (...) Comme le fait remarquer Wiles, le paradoxe est que le C.A.E.M. sous Staline avait le pouvoir non le désir d'imposer une unité économique...alors que sous Khrouchtchev et par la suite le C.A.E.M. a le désir mais non le pouvoir d'imposer cette unité.¹⁸

B) La Bulgarie

Sensiblement pour les mêmes motifs que lors des débats de 1956-1964, les thèses développées par les bulgares sur l'intégration demeureront fortement assimilables à celles soutenues par l'U.R.S.S.¹⁹ Pour les dirigeants de ce pays, l'intégration régionale, et plus particulièrement leur rapprochement avec l'U.R.S.S., constituent l'instrument le plus important dans la mise en oeuvre de leur stratégie globale de développement. L'auteur bulgare Bachev résume, en quelques lignes, l'essentiel de la position des dirigeants de son pays à l'égard de l'intégration:

Au Plénum de juillet il fut souligné que la croissance de l'économie bulgare doit s'effectuer avant tout sur la base d'une corrélation et d'un rapprochement grandissant avec l'économie soviétique au moyen de la spécialisation et de la coopération de la production. (...) L'approfondissement de l'intégration économique avec ces pays et surtout avec l'U.R.S.S. est la tâche primordiale de notre politique économique et commerciale pour les années à venir.²⁰

C) La Hongrie

La Hongrie est certes l'un des pays les plus engagés dans la tentative visant à réaménager les liens et rapports économiques dans le cadre du C.A.E.M.. Le type d'intégration que préconisaient les économistes hongrois était directement influencé par les orientations économiques générales du pays. En effet, leur perception des relations extérieures et les exigences rattachées à celle-ci constituent, avec la politique de réforme de la gestion nationale, les principaux facteurs qui ont déterminés leur action et leur position sur la scène régionale.

Les hongrois favorisaient une intégration axée principalement sur une réintroduction de certains mécanismes de marché, notamment par une libéralisation des contraintes à la libre circulation des marchandises. Parmi les principales modifications suggérées l'on notera principalement celles relatives à la libéralisation du commerce extérieur par une implication directe plus importante des entreprises et par la création d'entreprises communes; à la révision du mode de fixation des prix qui devaient dorénavant tenir compte des conditions du marché (offre-demande) principalement dans les secteurs clés du commerce; à l'introduction des caractères de convertibilité de la monnaie; à l'établissement de critères de spécialisation et à un approfondissement de la D.I.S.T. qui permettraient d'accroître les capacités d'exportations

des pays de l'Est tant sur les marchés du C.A.E.M. que mondiaux: et finalement à la suppression des limites et quotas d'importations et d'exportations sur certains produits en vigueur dans le commerce est-ouest.²¹

A l'exemple du cas soviétique, l'adoption du P.C. n'a pas signifié pour autant l'abandon chez les hongrois de leurs revendications pré-programmes. Par exemple, voici comment Kiss, en 1975, dans son article intitulé International Cooperation in Planning within COMECON, résume l'orientation que devrait prendre les politiques de coordination des plans au sein du C.A.E.M.:

The integral model of international plan coordination can be applied only if the collective currency and national currencies become convertible, if realistic rates of exchange are established, if the surpluses and deficits emerging in the realistic multilateral clearing system can be turned into commodity purchases, and if the international prices become more flexible and better reflect demand and supply.²²

A la lumière de ces dernières observations de Kiss, il semble que les mesures préconisées par les hongrois--en dépit que ces derniers aient obtenu certaines concessions de la part de ses partenaires, notamment dans le P.C.--viennent à l'encontre des intérêts des pays où le mouvement des réformes fut orienté dans une perspective plus traditionnelle. En effet, il est évident que les transformations envisagées par les hongrois dans le réaménagement des rapports économiques intra-C.A.E.M., supposent plusieurs

modifications à la fois au niveau des structures d'échanges à l'échelle de la région et au sein même de l'organisation économique interne de chaque partenaire. Compte tenu de ces exigences, il n'est pas surprenant que les propositions relatives à ce modèle d'intégration se soient heurtés aux réticences et objections des pays considérés au sein du C.A.E.M. comme étant moins 'progressistes'.²³

Comme nous l'indique Lavigne, d'autres auteurs hongrois, tel Ausch, estiment que l'intégration des marchés doit se faire dans le cadre d'un processus qui--toujours par l'entremise des unités économiques de base comme l'entreprise--s'insère dans un processus plus global d'intégration des procès de circulation des marchandises, du capital et de la production. Mais, précise-t-elle, l'insistance sur le rôle central qu'occupe l'entreprise dans l'évolution du processus s'oppose à la conception de quelques pays du C.A.E.M. dont l'U.R.S.S. pour qui la logique du développement de l'intégration passe avant tout et presque essentiellement par les mécanismes de l'économie centralement planifiée.²⁴

En citant Ausch, Lavigne nous fait mention d'un autre élément de discordance--cette fois au niveau des fins du processus--entre la conception hongroise de l'intégration et celle de quelques-uns de ses partenaires:

...la division internationale du travail et l'intégration économique constituent une unité dialectique des producteurs individuels et de

l'économie nationale, ou (à un stade ultérieur de développement) des nations individuelles et de l'économie mondiale, comprenant la communauté d'intérêts partiels et généraux en même temps que les conflits de ces intérêts. Tout ceci pré-suppose nécessairement la spécialisation (sur la base des valeurs individuelles et nationales et des rapports d'intérêts qui en dérivent), et qui plus est, en interdépendance étroite une intégration économique comme l'union organisée d'unités économiques à un niveau encore plus élevé.²⁵

Comme on peut le constater même à un stade très développé du processus, l'auteur hongrois considère comme fondamentales et inébranlables les valeurs et intérêts nationaux puisque c'est dans leurs rapports dialectiques avec les valeurs de l'économie mondiale que se développe la dynamique de l'intégration. Ainsi, s'oppose-t-il au caractère irréversible de la fusion des intérêts nationaux et internationaux à l'intérieur d'une intégration totale. Dans un même temps, écarte-t-il--à tout le moins au niveau du processus d'intégration--la notion de prédominance de ce processus sur l'orientation des réformes telle que stipulé par les auteurs soviétiques Kormnov et Diakine.²⁶

D) La Pologne

La Pologne est certainement avec la Hongrie l'un des pays qui s'est le plus impliqué dans le mouvement visant à réaménager les rapports économiques au sein de la région du C.A.E.M., et ce, tant sur le plan structurel qu'organisationnel. Il est d'ailleurs possible de relever des similarités entre quelques revendications hongroises et polonaises

bien que, dans certains cas, celles-ci divergent au niveau de leurs modalités d'application. Par exemple, à l'instar des hongrois, les polonais ont préconisé dès 1966, et surtout entre 1968 et 1969, une refonte des mécanismes financiers au sein du C.A.E.M. dont la pierre angulaire était la convertibilité de la monnaie.²⁷

S'il existe des points communs entre quelques revendications, l'on dénote également certaines propositions qui, par leurs implications demeurent antinomiques. Par exemple, si les polonais étaient favorables à une intégration accrue au niveau des marchés, ils percevaient en revanche celle-ci à l'intérieur d'un processus dont la dynamique était déterminée à priori par le biais de l'économie centralement planifiée. En d'autres termes, à l'encontre des hongrois et à l'image des notions soviétique, est-allemande et bulgare, les dirigeants polonais n'acceptaient pas un degré de décentralisation aussi élevé que dans le modèle hongrois où l'entreprise devenait l'élément moteur du processus.

Avant de terminer ce bref exposé de la conception polonaise de l'intégration au cours de ces années de débats, mentionnons uniquement que ces derniers ont plaidé en faveur de l'instauration d'un organe de planification commune oeuvrant principalement au niveau des activités de production à l'intérieur des secteurs clés de l'économie. Seranne et Lemoine diront à ce propos:

La forme essentielle que devait prendre le processus d'intégration serait la planification commune forme intermédiaire entre la coordination des plans qui existe actuellement et un plan unique régional....²⁶

Cette adhésion des dirigeants polonais à l'idée de la planification commune est conforme à leur principe concernant la préséance de l'intégration sur les intérêts nationaux.²⁹

E) La Tchécoslovaquie et la R.D.A.

A cause de l'intervention militaire dont elle fut l'objet, la disponibilité des renseignements sur la position de la Tchécoslovaquie au cours des années de débats est très limitée, ce qui restreint considérablement nos possibilités d'investigations à ce sujet. Comte tenu de cette restriction, nous nous référons presque exclusivement au texte de Lavigne qui, pour sa part, utilise l'ouvrage d'un auteur de ce pays, soit Pavlat. A la lumière de ce texte, il semblerait que certains dirigeants tchécoslovaques favorisaient une intégration du type sélective qui s'accompagnait de la création d'un organisme "de prévision et contrôle, représentatif car multi-latéral, mais non supranational, n'ayant donc que des fonctions consultatives."³⁰ Lavigne résumera la thèse de Pavlat de la façon suivante:

Il propose: "...un modèle 'décentralisé' avec des politiques conjonctuelles harmonisées mais une coordination générale des plans à long terme

seulement, et une définition des opérations prioritaires, requérant un financement commun;....³¹

Pour sa part, la R.D.A. semblait préconiser une intégration axée principalement au niveau du processus productif. Toutefois, elle n'écarte pas une certaine intégration au niveau des structures du marché, bien qu'elle n'y soit guère impliquée. L'auteur est-allemand, Proft, dans son article intitulé Experiences from the Five-Year Plan Coordination of the C.A.E.M. Countries, insiste notamment sur les questions relatives à l'intégration des systèmes de production:

The third stage, finally, began in the early '70's and persists to this day. It is marked by increasing supplementary activity, comprehensive cooperation, and the leveling out of differences between the economies of the C.M.E.A. member countries, as well as the gradual emergence of an integrated research of production system.³²

...the increased orientation toward specialisation and cooperation in the production of machinery and equipment, for which there was a great need in the C.M.E.A. countries;....³³

Il ne faudrait pas s'étonner que la R.D.A., en raison de sa situation politique particulière et de ses conditions économiques qui, sur plusieurs aspects, diffèrent de celles rencontrées chez ses partenaires du C.A.E.M., d'une part n'insiste guère sur la nécessité de promouvoir le multilatéralisme dans les échanges, et, d'autre part, prône en faveur de la création d'un organisme supranational.³⁴ Parmi ces particularités l'on notera, entre autre, sur le plan politique, une certaine marginalisation de la R.D.A. à

l'intérieur de la zone soviétique et sur la scène internationale; marginalisation qui s'explique notamment par le fait qu'elle a représenté un point névralgique dans l'évolution des rapports de détente Est-Ouest et dans la politique extérieure soviétique. Sur le plan économique, elle se distingue de ses partenaires principalement en raison de l'importance de ses relations bilatérales avec la R.F.A. et l'U.R.S.S..

dans nos efforts de généralisation, il faudra conserver en mémoire l'influence de ces particularités sur l'attitude de la R.F.A. à l'égard de l'intégration, ce qui signifie en rien qu'elle doit en être exclue.

F) La Roumanie

L'attitude de la Roumanie en ce qui regarde l'intégration régionale ne s'est guère modifiée jusqu'à la fin des années soixante. Sa stratégie de développement était axée à priori sur l'accroissement de sa participation à l'économie mondiale. Elle limitait, dans la mesure du possible, pour des motifs d'ordre politique et économique, sa participation au niveau régional. Rappelons brièvement à ce sujet que la Roumanie s'opposait farouchement à toute gérance de nature supranationale ainsi qu'aux types et critères de spécialisation préconisés par ses partenaires du C.A.E.M.. Aux dires de ses dirigeants, cette spécialisation par produits

aurait perpétué une D.I.T. traditionnelle qui aurait voué la Roumanie au rang de pays agricole.

Ce n'est qu'à la fin de la décennie soixante et au début des années soixante-dix que la Roumanie modifiera sa stratégie de développement. La signature du traité d'amitié soviéto-roumain en 1970, et la "coopération sélective" de ce dernier pays aux mesures intégrationnistes du P.C., concrétiseront et confirmeront ce changement d'attitudes.³⁵ Laux, dans son article La Roumanie et les multinationales nous expose les principaux facteurs qui ont exhorté les dirigeants roumains à modifier leur stratégie:

Le déficit croissant du commerce des matières premières industrielles (et l'épuisement progressif des réserves nationales de pétrole) ont nécessité la recherche de sources stables d'approvisionnement. La diminution des réserves de main d'oeuvre a montré les limites du modèle extensif de croissance et le besoin d'augmenter la productivité en combinant une discipline accrue du travail et une technologie améliorée au niveau du processus de production et des produits. Le déficit en devises--atteignant un milliard de dollars en 1970--a particulièrement suscité la préoccupation.³⁶

Ayant exposé les conceptions divergentes et les prises de position des sept pays face à l'intégration régionale, nous pouvons maintenant mieux apprécier la signification des négociations aboutissant à l'adoption du P.C.

Section II: Le Programme complexe d'intégration régionale

L'adoption en 1971 du Programme complexe institutionnalisait le processus et les mécanismes d'intégration et du même coup renforçait le rôle du C.A.E.M. dans l'organisation de la communauté régionale.³⁷ Le P.C. est un recueil de pratiques et mesures visant à perfectionner et approfondir le développement du processus d'intégration. Malheureusement, son apport théorique sur les questions relatives à la dynamique de ce processus dans le cadre de ce que les auteurs soviétiques appellent "le système socialiste mondial"³⁸ est très limité. D'ailleurs, l'absence d'une définition globale de l'intégration est un reflet de son caractère éminemment pratique.

Compte tenu des problèmes encourus suite à l'adoption des Principes de base de la D.I.S.T. en 1962, et parce qu'elle exprime une volonté positive des dirigeants à cet égard, rappelons que dans notre perspective, la seule adoption du P.C. constitue en soi une relance de l'intégration en ce sens qu'elle favorise indéniablement le perfectionnement et le développement de structures productives complémentaires au sein de la région.

Dans cette section, nous nous proposons d'identifier les principaux facteurs qui ont stimulé les dirigeants du C.A.E.M. à édifier les bases d'un compromis en atténuant

partiellement les effets perturbateurs de leurs oppositions au profit de certaines priorités. Comme nous l'avons déjà indiqué dans l'introduction de cet ouvrage, nous pouvons regrouper ces facteurs sous trois grands chapitres qui correspondent aux principales fonctions que l'on a attribué à l'intégration, soit, premièrement, de répondre aux tendances objectives du développement des forces productives (internationalisation, spécialisation et concentration de la production, et intensification des facteurs de croissance économiques); deuxièmement, d'être un instrument de cohésion politique; et troisièmement, de permettre de pallier aux échecs et répercussions dans la mise en oeuvre des autres éléments qui composent la stratégie globale de développement, soit l'accroissement de la coopération est-ouest et l'application des réformes économiques. Nous nous concentrerons principalement sur l'étude de la première fonction puisque la troisième fera l'objet d'une section distincte, et parce que la seconde fut déjà discutée lorsque nous avons abordé le rôle de la notion de cohésion politique dans la résolution de la crise tchécoslovaque. En effet, il a été admis que cette crise a eu un impact qui a favorisé l'établissement du compromis qui a précédé l'adoption du P.C.

Avant de procéder à l'analyse de la première fonction, nous nous arrêterons à préciser les objectifs du P.C. à souligner certaines de ses particularités, à signaler les principaux moyens qu'il préconise, à exposer brièvement des exemples

de réalisations qui ont suivi son adoption et à identifier quelques conditions qui en limitent la mise en oeuvre.³⁹

L'intégration: élément particulier d'une stratégie globale de développement

L'approfondissement et le perfectionnement de la coopération économique scientifique et technique et le développement de l'intégration socialiste des pays membres du Conseil d'entraide économique constituent un processus orienté de façon consciente et rationnelle par les partis communistes et ouvriers et les gouvernements des pays membres ...tendant à développer la division internationale socialiste du travail, à rapprocher leurs économies et à constituer dans ces pays une structure économique moderne et hautement efficace, à rapprocher et à égaliser leur développement économique, à créer des liens solides et durables dans les branches clés de l'économie, de la science et de la technique, à élargir et à consolider le marché international de ces pays, à perfectionner leurs rapports marchands et monétaires.⁴⁰

Il est intéressant de remarquer que ce passage tiré du P.C. réunit dans un seul paragraphe plusieurs conceptions de l'intégration qui, entre 1965-1971, étaient au centre des controverses. Cette juxtaposition plus ou moins paradoxale exprime et reflète le caractère de compromis du Programme.

A ce propos, Lavigne fait l'observation suivante:

On y trouve tout: l'intégration des marchés (la 'consolidation du marché internationale'), celle de la production ('constituer une structure moderne'), la sélectivité ('des biens... dans les branches clés de l'économie'), la totalité politique ('orienté de façon consciente').⁴¹

Dans la même veine, il est possible d'isoler certains passages du P.C. et de les associer aux revendications d'un ou plusieurs pays. Par exemple, il est certes permis d'attribuer aux pressions exercées notamment par les dirigeants hongrois, la référence à une plus large utilisation des rapports marchands et monétaires:

...le système de coopération...des pays membres est fondé sur les lois générales de l'édification socialiste et les principes fondamentaux de la direction de l'économie socialiste sur la combinaison organique de la coopération des plans comme méthode essentielle d'organisation de la coopération, avec une plus large utilisation des rapports marchands et monétaires.⁴²

De même, nous pouvons également imputer principalement à la Roumanie et à la Hongrie--parce qu'elles ont manifesté depuis les années soixantes une appréhension évidente à l'égard de la supranationalité--les passages à l'intérieur desquels d'une part l'on rejette formellement le principe de la supranationalité et d'autre part l'on réitère celui de la reconnaissance du droit à la participation facultative:

L'intégration économique socialiste s'effectue sur la base du libre consentement et ne s'accompagne de la création d'aucun organe supranational, elle ne touche pas les questions de planification, d'activités gestionnaires et financières internes.⁴³

Il faut remarquer que cette négation explicite du supranationalisme est l'une des originalités du P.C. par rapport aux plans d'intégration précédents.

Si nous examinons différents passages tirés du P.C. à l'intérieur desquels l'on nous précise quelques uns de ces objectifs, nous pourrions remarquer que ceux-ci correspondent, en partie, aux mêmes préoccupations et motivations que celles qui ont suscité la mise sur pied de la stratégie globale de développement.⁴⁴

Développer plus rapidement les forces productives dans tous les pays membres..., obtenir le niveau scientifique et technique le plus élevé, accroître au maximum l'efficacité économique de la production sociale, ainsi, qu'augmenter le plus possible la productivité du travail social;

- perfectionner la structure et accroître à l'échelle de la production avec une élévation systématique du niveau de l'équipement technique des différentes branches et l'introduction d'une technologie avancée

...;

- satisfaire dans le long terme les besoins croissants de l'économie des pays en combustibles, énergie, matières premières, équipements modernes, produits agricoles ...grâce à la production propre et à l'utilisation rationnelle des ressources des pays membres...;

- ...; augmenter la capacité d'absorption et la stabilité du marché socialiste mondial;

- renforcer la position des pays membres...dans l'économie mondiale;....⁴⁵

Tel que spécifié dans le P.C., les principaux moyens d'intégration privilégiés par les pays de la région sont relatifs à l'accroissement et au perfectionnement des politiques en matière de coordination des plans; de coopération et de spécialisation économique; de planification bi et multilatérale; de l'extension des consultations et relations entre les organes de direction et d'exécution des politiques communes

(exemple: entre ministères ou encore entre centres de recherche, etc.); de création et d'amélioration des organisations économiques internationales; "des fondements juridiques de la coopération économique" principalement en ce qui a trait à la notion de "responsabilité matérielle" dans la réalisation des accords, projets et mesures bi et multilatérales; d'organisation des échanges commerciaux "sur la base du monopole d'Etat, le développement des liens commerciaux mutuels en connexion avec le perfectionnement des rapports financiers et monétaires et du système des prix du commerce intérieur."⁴⁶

Conformément aux objectifs du Programme, les secteurs les plus affectés par ces mesures sont ceux de l'exploitation des ressources naturelles, de la recherche et de la diffusion de ses résultats, et finalement des machines et matériels de transport.

Dépendant des auteurs, les opinions quant aux progrès (ampleur, nombre, efficacité, etc.) réalisés en matière d'intégration suite à l'adoption du P.C. demeurent partagées. Les estimations des chercheurs soviétiques et est-européens semblent généralement plus positives à cet égard que celles de leurs confrères d'origine occidentale, ce qui ne signifie pas qu'il reigné dans chacun des deux camps l'unanimité.

Par exemple, voici ce que nous rapporterons respectivement les auteurs soviétiques Kovaltsev et Chabaline au

sujet de l'importance des réalisations concrètes:

Le fait suivant témoigne de l'ampleur de la coopération des pays du CAEM; depuis l'adoption du Programme complexe d'intégration les pays du CAEM ont conclu plus de 100 accords économiques multilatéraux dont 42 se rapportent à la coopération scientifique et technique avec la participation de plus de 1000 établissements de recherche, d'études et de projets. Les pays du CAEM ont créé 38 centres scientifiques et technique de coordination, des unions économiques scientifiques et de production en vue d'aider à résoudre les tâches concrètes.⁴⁷

...les pays du CAEM avaient élaboré pour 1971 à 1975 un plan de coordination de recherche scientifique (260 problèmes traités sur une base multilatérale et 2400 sur une base bilatérale).⁴⁸

Sans nier l'existence de ces réalisations, les auteurs occidentaux, dont Seranne et Lemoine, demeurent plus réservés quant à l'ampleur et à l'efficacité des mesures et réalisations par rapport à la nature des objectifs visés et à l'orientation de certains moyens qui y sont proposés. En effet, en dépit de ses objectifs tout de même ambitieux et d'une volonté manifeste des pays membres du C.A.E.M. en vue de réaménager l'organisation des rapports économiques régionaux, le Programme n'a pas suscité, à court terme (jusqu'en 1973), des modifications que l'on pourrait qualifier de radicales. Cette situation ne signifie pas pour autant que l'on n'a pas effectué quelques réaménagements néanmoins significatifs suite à la mise sur pieds et au perfectionnement de certaines mesures qui indéniablement favorisent le développement de structures complémentaires entre les pays du C.A.E.M.

L'attitude plus prudente, et même à l'occasion négative, de certains auteurs occidentaux en ce qui concerne leur estimation des progrès réalisés coïncide généralement avec le fait qu'il dénonce le caractère conservateur du P.C. en ce sens que son application s'effectue à l'intérieur des schèmes organisationnels et structureaux traditionnels négligeant par conséquent la mise en oeuvre de certaines mesures qui y sont préconisées; négligence qui s'explique soit en raison des modifications qualitatives qu'elles nécessitent, ou encore des trop nombreux changements dans l'organisation des économies nationales et régionales auxquels leur exécution est subordonnée. Par exemple, malgré que l'on fait référence dans le Programme à une utilisation accrue des mécanismes monétaires et financiers dans l'organisation du commerce intra-C.A.E.M.--outre une extension relative du rouble transférable dans les échanges régionaux en tant que "mesure de valeur" et "d'instrument de paiement"⁴⁹--le P.C. ne propose pas de mesures concrètes visant à l'introduction, et encore moins à la généralisation, de ces mécanismes. A ce propos, Seranne et Lemoine diront:

En fait, le rôle des mécanismes monétaires reste dans l'optique d'intégration adoptée en juillet 1971 très secondaire. On n'envisage pas de toute évidence, de leur attribuer un rôle de stimulant des échanges. La causalité est inverse puisque c'est l'organisation planifiée des relations économiques mutuelles qui doit permettre le renforcement du rouble transférable et que la multilatéralisation des échanges et règlements devra découler de la coordination des plans et de la coopération.

En ce qui concerne les relations commerciales, comme la fixation des prix du commerce mutuel, les mécanismes traditionnels sont reconduits.⁵⁰

Examinons maintenant brièvement quelques aspects relatifs à la coordination des plans.

Lavigne, dans son volume Les économies socialistes dresse un bilan de la coordination des plans. Elle synthétisera ses observations de la façon suivante; premièrement, la coordination s'effectue sur des planifications qui s'échelonnent à moyen (plan quinquennaux) et long terme (10-20 ans), le court terme étant réservé exclusivement aux organes nationaux pour des considérations d'ordre politique; deuxièmement, elle s'opère presque essentiellement dans le cadre du développement des relations de type bilatérale, malgré une certaine volonté de multilatéralisation manifestée dans le P.C.; et finalement, elle a pour objet premier les secteurs les plus importants de l'économie dont notamment dans les domaines de la construction mécanique et du développement des ressources énergétiques.⁵¹ Il faut remarquer que le commerce extérieur est l'un des domaines les plus propices aux politiques de coordination des plans malgré la persistance d'une diversification dans les conceptions et rôles attribués à ce secteur de l'économie entre les pays du C.A.E.M.⁵²

Lavigne poursuit son analyse de la coordination des plans en examinant les trois principaux instruments

utilisés par les pays du C.A.E.M. à cette fin, soit: la spécialisation, la coopération technique, et les investissements communs.

Nous savons que la spécialisation économique fût à l'origine de plusieurs démêlés entre les pays de la région. Certains membres, dont principalement la Roumanie, refusent systématiquement la généralisation d'une spécialisation par produit à partir des critères d'efficacité retenus par les pays industrialisés du C.A.E.M. dans l'affectation des tâches et domaines de spécialisation. Les pays contestataires affirmaient que ces critères favorisaient le maintien d'une division internationale du travail traditionnelle, et, par le fait même, s'avéraient un obstacle aux politiques de croissance industrielle de ces pays. Le principe de la libre adhésion étant reconnue, ce type de spécialisation a connu néanmoins un certain essor. Kovaltsev dira à ce sujet:

Une nouvelle impulsion a été donnée dans les pays du CAEM à un certain nombre de productions spécialisées: constructions navales et ferroviaires en RDA et en Pologne; production d'autobus en Hongrie, d'autocars électriques en Bulgarie, de locomotives électriques, de matériels énergétiques et de laminerie en Tchécoslovaquie.⁵³

Nous pouvons ajouter à ces quelques exemples que la Roumanie s'est graduellement spécialisée dans les équipements de raffinage et de forage du pétrole, alors que l'U.R.S.S. se spécialisait dans la fabrication de "grues mobiles géantes."⁵⁴ En ce qui regarde l'attitude de l'Union soviétique dans le

développement de la spécialisation, elle ne semble pas ressentir la nécessité de se spécialiser dans une large mesure notamment en raison de son immense potentiel industriel qui est combiné à un vaste marché largement sous-exploité, compte tenu de ses capacités d'absorption.⁵⁵

Dès 1967, suite à la signature d'un accord entre les pays du C.A.E.M. sur la spécialisation et la coopération industrielle, l'on décida d'accorder une priorité au développement d'une spécialisation de type intra-sectorielle.⁵⁶ Chabaline souligne, dans son article intitulé Le Programme complexe d'intégration, les avantages encourus par l'utilisation de ce type de spécialisation:

Le développement de la production...exige, avant tout, une spécialisation intrasectorielle. C'est actuellement le seul moyen de donner des dimensions optimales à la production.... La spécialisation intrasectorielle internationale est le moyen d'améliorer la structure de la production sociale dans chaque pays, elle permet d'utiliser d'une manière plus efficace l'appareil chargé de la recherche scientifique, de l'établissement des projets...ainsi que les ressources matérielles.⁵⁷

Le secteur de l'automobile constitue sans contredit le domaine le plus spécialisé sur le plan intrasectoriel.

Par exemple:

Pour le développement de l'usine (Togliatti en URSS)...dont la capacité annuelle est de 660,000 véhicules (à partir de 1972) les pays socialistes (Bulgarie, Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie et Yougoslavie) fourniront 300,000 ensembles de pièces par an....⁵⁸

En dépit d'une progression de ce type de spécialisation son développement demeure néanmoins laborieux. Avant d'identifier quelques facteurs qui en perturbent l'expansion, examinons les questions ayant trait aux deux formes d'accords de spécialisation, soit bi et multilatérale.⁵⁹

A l'exemple de la coordination des plans, la spécialisation s'est développée presque essentiellement dans le cadre d'accords bilatéraux. Toutefois, comme nous l'indique Seranne et Lemoine, depuis 1971 et 1972 les dirigeants des pays de l'Est intensifient leurs efforts afin d'instaurer et de développer une spécialisation axée davantage sur le plan multilatéral. Elles préciseront que:

Le premier accord multilatéral de spécialisation a été signé le 1er janvier 1972 entre tous les pays membres du CAEM... et concerne la production de machines-outils à commande numérique pour la métallurgie. Il a été suivi de 17 accords multilatéraux de coopération et de spécialisation.⁶⁰

Ces derniers auteurs ont identifié plusieurs facteurs qui, selon eux, ont perturbé le développement de la spécialisation économique.⁶¹ En ce qui nous concerne, nous retiendrons principalement ceux relatifs:

- premièrement à la persistance d'une hétérogénéité dans les standards et normes de production entre les pays du C.A.E.M. Il est important de préciser que le P.C. réserve une section complète aux politiques et mesures visant à l'harmonisation des normes et standards dans la production;⁶²

- deuxièmement, à la subsistance de divergences entre les pays du C.A.E.M. quant à l'établissement de critères d'efficacité unifiés ce qui rend difficile une estimation véritable des avantages de la spécialisation;

- troisièmement, au mode et mécanismes de règlements des échanges (exemple: opérations de clearing, volonté de conserver un équilibre dans les échanges) qui incitent les pays à ne pas se départir des secteurs où ils produisent des biens dit convertibles;

- quatrièmement, au mode de fixation des prix en vigueur dans le commerce intra-C.A.E.M.. L'on se rappellera que ceux-ci sont fixés, au niveau national, en accord avec les priorités du plan alors qu'au niveau régional, ils sont généralement déterminés en fonction d'un système de références aux prix mondiaux.⁶³ Or, dans le cas de la spécialisation industrielle, Lavigne remarque que "la référence aux prix mondiaux, déjà difficile pour les produits finis, est pratiquement impossible pour les pièces et composants, dont les caractéristiques et conditions de production sont très variables...";⁶⁴

- cinquièmement, au maintien des différences dans les niveaux de développement industriel, ce qui a pour conséquence que les prix internationaux peuvent représenter une valeur inégale entre les partenaires impliqués si l'on prend

en considération les variations dans les niveaux de productivité du travail social entre les pays. En d'autres termes, compte tenu du mode de fixation des prix en vigueur dans le commerce intra-C.A.E.M., les disparités dans les niveaux de développement au sein de la région peuvent s'avérer --si elles ne sont pas comblés par des accords bilatéraux de compensation--une source d'inégalité dans les échanges. La combinaison de ces facteurs restreint indéniablement l'expansion de la spécialisation et de la coopération particulièrement sur le plan intrasectoriel. Rappelons toutefois qu'il existe une tendance à une égalisation progressive dans les niveaux de développement que l'on peut expliquer d'une part en raison d'un ralentissement dans la croissance des pays industrialisés, et, d'autre part, à cause de la mise en oeuvre de politiques d'aide au développement dont la Mongolie reste l'une des principales bénéficiaires;⁶⁵

- sixièmement, à la prédominance de l'U.R.S.S. qui, par sa puissance industrielle et son poids économique peut influencer directement sur le développement de la spécialisation régionale par une simple modification dans ses politiques et priorités industrielles nationales; ce qui oblige les démocraties populaires à faire preuve de prudence dans leurs choix d'investissements

- septièmement, à la faiblesse des fondements juridiques dans l'exécution des projets et mesures communes; faiblesse

qui se manifeste par l'inexistence d'un organe possédant des pouvoirs coercitifs au cas d'un non respect des accords.

Il est important de remarquer que les différents facteurs limitatifs identifiés ci-haut s'appliquent généralement aux autres moyens de coordination des plans.

Il est très intéressant, et même paradoxale, de constater que les facteurs auxquels certains auteurs, dont Seranne, Lemoine et Lavigne, attribuent la responsabilité des difficultés rencontrées dans le développement du processus d'intégration, et plus particulièrement aux niveaux de la coordination des plans et de la coopération industrielle, font l'objet et constituent le substrat de plusieurs sections du Programme. Par exemple, comme nous le savons, l'un des moyens préconisés par le P.C. afin de faciliter la réalisation de ses objectifs consiste à favoriser le renforcement et le perfectionnement des fondements juridiques de coopération, alors que l'un des obstacles identifiés précédemment est justement relié aux faiblesses de ces fondements. C'est donc dire que les dirigeants soviétiques et est-européens sont conscients des lacunes à ce niveau. Les observations de Seranne et Lemoine, quant aux facteurs de perturbations, consistent en réalité non pas en une critique du contenu du Programme ou de ses modalités, mais plutôt de son incapacité à mettre en oeuvre les politiques qu'il a lui-même préconisé.

Nous croyons qu'une telle approche tend à négliger, sinon à faire abstraction--en dépit du fait que les observations et conclusions qui en résultent demeurent en soi fondées et très pertinentes--des circonstances qui ont entouré l'adoption du P.C.. Tel que nous l'avons déjà démontré, le P.C. est formé à partir d'une juxtaposition de diverses conceptions de l'intégration, or, il est possible d'associer aux facteurs perturbateurs énumérés ci-haut un type d'intégration qui relève de revendications dont le P.C. est en partie composé. Cela signifie en fait que les auteurs qui ont procédé à l'identification des facteurs ont opté en faveur de ce même type d'intégration. Par exemple, si l'on affirme que la non-convertibilité des monnaies est un obstacle à l'accroissement du commerce intra-C.A.E.M., et qu'il se trouve un pays (en l'occurrence la Hongrie) pour revendiquer l'introduction éventuelle des critères de convertibilité, l'on considère logiquement la mise en oeuvre de cette revendication comme étant favorable à l'approfondissement du processus d'intégration. Or, si dans un avenir raisonnable la convertibilité monétaire n'a toujours pas été établie, cela signifiera en réalité que l'on n'a pas identifié le véritable facteur perturbateur, celui-ci étant relatif aux causes de la non-application de la revendication.

C'est pourquoi nous croyons que l'analyse des obstacles à l'intégration--en dépit du fait qu'au niveau pratique

certaines conclusions soient similaires--doit être abordée dans une perspective plus générale qui tient compte des facteurs qui animent la dynamique des rapports entre les pays du C.A.E.M..

Nous avons déjà étudié quelques-uns des principaux éléments de cette analyse, notamment dans les sections à l'intérieur desquelles l'on a traité des questions relatives d'une part aux articulations entre les intérêts nationaux et internationaux et, d'autre part, aux nécessités et limites (limites aux réformes, etc.) engendrées par les exigences de la cohésion bureaucratique régionale.

Avant de passer aux conclusions de cette section du chapitre, précisons que nous n'avons pas l'intention dans cette recherche d'étudier en détail les autres moyens de coordination des plans.⁶⁶ Examinons uniquement quelques-unes des réalisations effectuées notamment dans les domaines de l'investissement communs et des entreprises communes.

La promotion d'organisations économiques internationales (OEI) est l'un des aspects les plus importants du P.C.. Depuis 1971 il s'est développé au sein du C.A.E.M. un nouveau type d'OEI, soit les organisations internationales de gestion (OIG). Ces organisations peuvent être associées, dans une certaine mesure, au concept d'entreprise multinationale. Leur propriété est, dépendant des cas, bi ou multinationales. Elles opèrent entre autre dans les domaines de

la recherche de la production de pointe et du développement des ressources énergétiques.

Voici quelques exemples d'OIG créés entre 1971 et 1973: Interominstrument (1972), Interatomenergo (1973), Intertextilmach (1973), Intergomasch (1971), Interkabel (1972), Interspoutnik (1972), Freundschaft-Prayjazn (amitié 1972), etc..⁶⁷

Sur le plan de la coopération dans l'investissement c'est en 1970 que fût créé la Banque internationale d'investissement (BII) qui a pour objectif de promouvoir par l'octroi de crédits multilatéraux la réalisation de projets bi et surtout multilatéraux.⁶⁸ Il faut remarquer que la Roumanie n'adhérera à cette institution qu'en juillet 1971. Précisons que les crédits et liquidités octroyés par la BII sont généralement versés en devises convertibles obtenues en grande partie sur les marchés financiers internationaux.⁶⁹

Il est également intéressant de remarquer que la plupart des projets subventionnés par la BII dans le cadre de la coopération dans l'investissement étaient dans le secteur des ressources naturelles et énergétiques.⁷⁰ Ce phénomène est très révélateur des nouvelles conditions de développement au sein du C.A.E.M.. En effet, dès le début des années soixante-dix, les besoins croissants en matière d'énergie vont influencer directement--en raison des impératifs qu'ils représentent pour la croissance des économies

soviétiques et est-européennes--le déroulement et l'orientation des programmes d'investissements communs. Les disparités régionales dans la répartition naturelle de ces ressources feront ressortir les liens de dépendance qui unient les démocraties populaires à l'exploitation et à la diffusion des richesses du sous-sol soviétique.⁷¹

Pour mieux illustrer l'importance de ces disparités, il serait intéressant d'examiner dès maintenant la composition et la répartition par produit des échanges intra-C.A.E.M. Nous savons déjà que plus du tiers des échanges mutuels totaux de la région se transige entre l'U.R.S.S. et les démocraties populaires.⁷² De même, nous avons déjà mentionné dans le premier chapitre que c'est le secteur des machines et matériel de transport qui constitue la part la plus importante dans le commerce total au sein du C.A.E.M., soit, en 1976, près de 42%. La deuxième catégorie en importance est celle des produits manufacturés divers avec 16%. En ce qui a trait à l'U.R.S.S., 40% de ses importations totales en provenances des pays socialistes se composent de machines et matériels de transport, alors que 20% sont constituées de produits manufacturés divers. C'est donc dire que près de 60% des importations totales de l'U.R.S.S. en provenance du C.A.E.M. se composent de produits d'origine industrielle. En contre-partie, près de 45% de ses exportations totales vers la région sont formées de matières premières (18%) et combustibles (27%).⁷³

En définitive, l'U.R.S.S. est dans le C.A.E.M. le plus important fournisseur de matières premières (surtout pétrole) et un partenaire de premier plan--compte tenu notamment de son vaste marché--en ce qui a trait à l'importation de produits industriels et manufacturés. Terminons cette brève description en mentionnant qu'en 1972 l'U.R.S.S. comblait à elle seule près de 80% des besoins en pétrole des démocraties populaires.⁷⁴

Suite à ces dernières observations, reprenons notre analyse des facteurs qui ont incité les pays du C.A.E.M. à établir un compromis afin de mettre sur pied un programme d'intégration régional. Nous croyons avoir démontré dans cette section de l'ouvrage, d'une part, qu'en dépit des difficultés rencontrées dans la mise en oeuvre du P.C., le processus d'intégration s'est développé et intensifié entre 1965 et 1973; intensification qui s'est exprimée dans la réalisation de quelques mesures concrètes axées principalement sur la création et le perfectionnement des structures et politiques relatives à la coordination des plans. D'autre part, nous avons également reconnu que la volonté des dirigeants des pays de l'Est de développer le processus d'intégration résultait en partie des mêmes considérations qui ont incité ces derniers à établir une stratégie globale de développement afin de procéder à une restructuration de leurs économies; stratégie globale qui résulte elle-même d'une harmonisation relative dans les conditions de développement économique régional.

En effet, comme nous l'avons déjà indiqué, les limites du modèle traditionnel de croissance se sont graduellement généralisées affectant même les pays les moins industrialisés, tel la Roumanie. En définitive, nous pouvons affirmer que le compromis qui est à l'origine de l'adoption du P.C. découle en partie d'une harmonisation des exigences et priorités--notamment sur le plan énergétique--nécessaires au développement des forces productives à l'échelle de la région.

Section III: L'intégration en tant que palliatif

Dans cette dernière section du chapitre, nous examinerons l'intégration en tant que processus visant à pallier aux difficultés rencontrées dans la mise en oeuvre des autres composantes de la stratégie globale de développement, soit le mouvement des réformes économiques et l'accroissement de la coopération Est-Ouest.

Compte tenu du fait que nous avons déjà traité suffisamment des limites politiques et économiques imposées au développement du mouvement des réformes, nous retiendrons, dans cette section, presque essentiellement les aspects relatifs à la dernière composante.

Nous sommes persuadés, pour reprendre l'un des arguments principaux de cette thèse, que l'intérêt actuel manifesté par les démocraties populaires membres du C.A.E.M.

résulte, en partie, du type de structures politiques et économiques qu'elles ont développées suite aux activités hégémoniques de l'U.R.S.S.. Récapitulons brièvement les principaux éléments de notre argumentation afin de bien intégrer cette proposition dans notre démonstration générale: récapitulation qui en fait servira de conclusion à cette partie de la recherche.

La régionalisation du mode de développement traditionnel soviétique (type extensif) fût marquée par la création de structures économiques et politiques adaptées, dans une certaine mesure, aux conditions et au climat de la période dite d'autarcie. Suite à une saturation des facteurs de croissance qui caractérise ce type de modèle, et face aux exigences nouvelles du développement des forces productives, les dirigeants du C.A.E.M. ont opté pour une restructuration de leur économie nationale et pour un réaménagement de l'organisation économique régionale. L'un/des principaux moyens envisagés à cette fin consistait à promouvoir un mouvement de réinsertion de leur économie dans la D.I.T.. Or, en dépit d'un climat international de plus en plus favorable à l'accroissement des relations Est-Ouest, les dirigeants des pays socialistes se sont graduellement aperçus que les structures organisationnelles politiques et économiques qu'ils avaient développées dans le cadre d'une économie de type autarcique étaient impropres aux exigences de la réinsertion notamment en ce qui avait trait à leur capacité d'exportation. En

effet, l'on était confronté (ce phénomène persiste encore aujourd'hui) à diverses incapacités structurelles dont l'inconvertibilité de leurs marchandises demeurerait l'une des plus importantes. L'on peut joindre à cette incapacité notamment celles relatives, d'une part, aux inefficacités dans l'organisation de la mise en marché et des services d'après ventes et, d'autre part, aux difficultés encourues par la non conformité des mécanismes financiers et monétaires, ce qui complique largement le déroulement des opérations commerciales dont principalement en ce qui a trait aux procédures de règlements des échanges tels les modalités de paiement et de financement.⁷⁵

Si l'on prend en considération la composition par produit des échanges Est-Ouest, l'on concevra aisément que ces incapacités s'avèrent--principalement pour les pays qui ne jouissent pas de ressources naturelles (généralement source de devises) en quantité suffisante pour en promouvoir l'exportation--le véritables barrières structurelles à l'internationalisation de leur économie. Avant de poursuivre l'exposé de cette synthèse, étudions très rapidement la composition par produit des échanges Est-Ouest. Il faut remarquer que les chiffres que nous utiliserons ne se limitent pas nécessairement aux années qui correspondent à la période étudiée dans ce chapitre, soit celle de 1965-1973. Nous pouvons justifier cette dérogation en raison de la stabilité de cette composition si l'on fait exception de la croissance de la part qu'occupe le secteur des combustibles dans les exportations soviétiques

vers les pays de l'O.C.D.E.. En effet, de 33,4% qu'elle était en 1970, la part des "combustibles minéraux et produits assimilés" est passée en 1975 à 54% pour atteindre 70% en 1980.⁷⁶

Si nous demeurons dans le secteur des exportations des pays du C.A.E.M. vers ceux de l'O.C.D.E., en 1970 la catégorie des "articles manufacturés divers" représentait le domaine le plus actif, occupant une part de 26% des exportations totales. Elle était suivie des catégories "matières brutes autres que combustibles" avec 22,8% et celles des "combustibles minéraux et produits assimilés" avec 20,3%. Si nous combinons ces deux dernières catégories formées des produits associés aux ressources naturelles, l'on constate que dès 1970 elles constituaient le noyau le plus important des exportations totales du C.A.E.M. vers l'O.C.D.E. avec 43,1%, alors que la combinaison "machines et matériel de transport" et "produits manufacturés divers" donnait 33%. Cette nette domination de la première combinaison se renforcera d'ailleurs graduellement la part du secteur "combustibles minéraux et produits assimilés" passant à elle seule respectivement de 20,3% à 36,6% et 50,3% en 1970, 1975 et 1980. Or, cette domination des matières et ressources naturelles dans la composition générale des exportations ne reflète pas celle des pays du C.A.E.M. si l'on fait exception de la contribution soviétique. En effet, cette composition résulte

dans une large mesure de l'influence des exportations soviétiques qui, on l'a déjà vu, sont à priori composées de matières premières. Si l'on élimine cette contribution des soviétiques de celle des six démocraties populaires, l'on reconnaîtra que c'est la catégorie "articles manufacturés divers" qui occupe (et a occupé) une place prépondérante conservant depuis 1970 approximativement entre 33% et 36% des exportations totales.⁷⁷

En ce qui a trait aux importations du C.A.E.M. en provenance des pays de l'O.C.D.E., l'on remarquera que les pays socialistes sont dans une forte proportion des importateurs de produits manufacturés et de "machines et matériels de transport." Par exemple, en 1970 ces deux catégories constituaient 67,8% des importations, et en 1975, 69,2%.⁷⁸

Reprenons maintenant notre récapitulation et notre présentation des propositions relatives à la troisième fonction que nous attribuons au processus d'intégration régionale.

Comme nous le savons, l'une des tactiques des pays du C.A.E.M. dans leur tentative de restructuration consistait à accroître leurs importations de technologie occidentale. Cette politique d'importation devait s'accompagner d'un accroissement des exportations soviétiques et est-européennes vers les pays de l'O.C.D.E. afin de maintenir un certain

équilibre dans la balance commerciale de ces pays. Or, au cours de la période qui nous intéresse, soit de 1965 à 1973, les pays de l'Est n'ont cessé d'accroître leur déficit à ce niveau l'année 1971 faisant toutefois figure d'exception.⁷⁹ Toutefois, dès 1972, la croissance du déficit reprendra de plus belle, passant respectivement de 77,8 millions de dollars U.S. en 1971 à 1,236 et 2,128 milliards en 1972-1973.⁸⁰ Cette progression négative dans les soldes de la balance commerciale des pays du C.A.E.M. s'est accompagnée d'un endettement accru de ces derniers, face aux pays de l'O.C.D.E.; déficit qui, en 1971, atteignait la somme de 6,0 milliards de dollars U.S..⁸¹

Si nous considérons ces conditions de développement des relations économiques Est-Ouest (endettement et déficit croissant des balances commerciales), l'on conviendra que l'une des priorités dans la politique de restructuration devait consister à promouvoir et accroître les capacités d'exportation. Or, nous savons que celles-ci sont considérablement limitées par diverses barrières structurelles dont celle de l'inconvertibilité des marchandises produites. Techniquement dépassé; ne bénéficiant pas d'un service de mise en marché adéquat (entretien, fournitures des pièces de rechanges, etc.), les biens de production soviétiques et est-européens qui pour les démocraties populaires représentent le secteur le plus actif des exportations, ne rencontrent pas, dans nombres de cas, les normes et standards de qualité nécessaire à rendre

ces produits compétitifs sur les marchés mondiaux. Par exemple, à ce propos, le hongrois Csikos-Nagy dira:

...des livraisons à des cadences soit accélérées, soit lentes, le manque de qualité unifiée, les défauts des services après-ventes, les difficultés dans le remplacement des pièces de rechanges etc.. Pour toutes ces raisons, les entreprises ne peuvent entrer sur les marchés extérieurs qu'avec des prix souvent supérieurs de 20 voire 30% par rapport aux prix normaux. (...) De plus, le fait que les produits finaux soient invendables, ou qu'ils ne puissent être commercialisés qu'avec des pertes, a un effet rétroactif sur les entreprises dont le manque de responsabilité avait contribué à un tel état de choses.⁸²

Nous pouvons ajouter à ces problèmes d'ordre structureaux et organisationnels d'autres obstacles qui réduisent les marges de manoeuvre des pays du C.A.E.M., et principalement des démocraties populaires dans leurs politiques d'accroissement de leurs exportations de produits manufacturés et industrialisés. Parmi ceux-ci l'on notera particulièrement celui du maintien de certaines mesures protectionnistes pratiquées par certains pays de l'O.C.D.E..

Bien que des progrès importants aient été accomplis depuis 1964 où 90% des importations étaient contingentées, les 20% qui restent encore aujourd'hui touchent souvent les articles pour lesquels les pays socialistes sont bien placés.⁸³

Sur ce plan, la montée de la Communauté économique européenne n'a certes pas contribué à faciliter l'intrusion des produits d'origine soviétique et est-européenne sur les marchés ouest-européens.⁸⁴ Précisons dès maintenant au sujet de l'influence de la C.E.E. sur le développement des

rapports intra-C.A.E.M. que dans l'optique de cette recherche nous considérons la consolidation de cet organisme comme l'un des facteurs qui a incité les pays du C.A.E.M. à intensifier le développement de leur processus d'intégration régionale, et par le fait même, à favoriser l'adoption d'un programme d'intégration commun. Ainsi, à l'instar de Seranne et Lemoine, sommes-nous d'avis que:

...l'intégration économique ouest-européenne a eu indéniablement une forte influence--à la fois comme exemple et comme catalyseur--sur le renforcement du C.A.E.M.: (...) l'existence et les progrès de la C.E.E. ont toujours suscité à l'Est la crainte que se constitue en Europe occidentale un bloc économique fermé et ont incité les pays du C.A.E.M. à renforcer eux-mêmes leurs liens mutuels.⁸⁵

Face aux problèmes occasionnés par leur incapacité d'accroître dans une proportion satisfaisante le développement de leurs exportations et de réaliser l'internationalisation de leur production, les dirigeants des pays de l'Est--comme ce sera le cas à un certain moment au cours de la période ultérieure--pourraient envisager une réduction de leurs importations à des fins de rééquilibre de leur balance commerciale. A notre avis, cette éventualité reste peu probable à long terme, compte tenu des exigences du développement des forces productives en Europe de l'Est. Ainsi, comme l'affirme Fallenbuchl, une politique visant à réduire la croissance des importations ne pourrait se maintenir:

...prolonger cette politique aurait des conséquences défavorables pour les pays du C.A.E.M.. Ils ont besoin de développer à un taux relativement élevé leurs importations des pays industrialisés pour poursuivre le processus de modernisation et de restructuration de leurs économies...pour stimuler leur propre technique et passer à un mode intensif de développement, qui est aujourd'hui une absolue nécessité.⁸⁶

La réduction des importations allant à l'encontre des exigences du développement des pays de l'Est, les dirigeants de ces pays se voient dans l'obligation de reviser, sinon de repenser, leur stratégie de croissance.

Considérant les limites politiques et économiques à l'intérieur desquelles doivent manoeuvrer les démocraties populaires et dans une certaine mesure le pouvoir soviétique, l'intégration régionale deviendra parmi les éléments de la stratégie globale de développement l'un des moyens qui, tout en respectant les limites du cadre évolutionnel, pourra solutionner certains problèmes de croissance.⁸⁷

En effet, parce qu'il favorise une intensification des économies soviétiques et est-européennes et qu'il suppose des modifications qualitatives et structurelles importantes dans l'organisation de la production, le renforcement de l'intégration régionale pourrait éventuellement--s'il est orienté en ce sens--permettre un dépassement des incapacités structurelles et une véritable internationalisation des économies socialistes. Israëlewicz, dans son article La D.I.S.T. et la D.I.T. complémentaire(s) et/ou concurrence, estime que:

L'intégration au sein du COMECON apparaît donc comme une première étape du mouvement d'internationalisation...

(...) Par trois de ces principales finalités, l'amélioration du niveau technique de la production et son alignement sur les "standards" mondiaux les plus avancés, la diminution des coûts de production à travers les économies d'échelle qu'elle autorise, et l'élimination des situations de concurrence entre les différents pays, l'intégration au sein du COMECON est donc considérée par la plupart des auteurs est-européens comme un facteur d'insertion des pays membres dans l'économie mondiale: D.I.S.T. et D.I.T. seraient donc parfaitement complémentaires.⁸⁸

En définitive, l'accroissement de la coopération Est-Ouest, en dépit de son expansion laborieuse, demeure un élément essentiel et fondamental dans le développement du processus d'internationalisation et d'intensification des économies soviétiques et est-européennes. Mais, paradoxalement, l'une des conditions préalables à la poursuite du mouvement de réinsertion sera justement reliées au dépassement du stade extensif de croissance de ses économies. C'est pourquoi l'intégration régionale qui a pour objectif entre autre de procéder aux réaménagements organisationnels nécessaires à cette restructuration, pourra, dans un même mouvement, favoriser la réalisation de la politique de réinsertion. Ainsi, comme Izraélewicz, Capian, et plusieurs autres auteurs notamment est-européens, nous estimons que l'approfondissement de la D.I.S.T. est complémentaire et compatible avec l'accroissement de la coopération Est-Ouest. C'est en ce sens que nous

devons interpréter le passage suivant tiré du texte du

Programme complexe:

Conformément à leur politique de coexistence pacifique et dans l'intérêt du progrès social, conscient également du fait que la division internationale socialiste du travail doit tenir compte de la division mondiale du travail, les pays membres du Conseil d'entraide économique continueront à développer leurs rapports économiques scientifiques et techniques avec les autres pays indépendamment de leur régime social et étatique....⁸⁹

Nous pouvons ajouter à notre argumentation que, de plus, d'une part, non seulement l'intégration régionale peut, à long terme, favoriser un dépassement des barrières structurelles précédemment identifiées, mais elle représente également un moyen qui pourra faciliter et encourager la création et le développement des structures et conditions nécessaires afin de répondre aux besoins énergétiques croissants des démocraties populaires qui, en ce domaine, sont définitivement dépendantes de l'exploitation des ressources naturelles soviétiques. D'autre part, parce que l'un des objectifs de l'intégration vise à la stabilisation et à la rentabilisation des échanges au sein du C.A.E.M., ce processus constitue, à court et à moyen termes, une méthode susceptible de favoriser la réalisation au niveau régional des stocks et surplus de produits voués à l'exportation et qui, pour diverses raisons, ne peuvent être écoulés sur les marchés mondiaux. A notre avis, sur le plan régional, l'importance

que requiers le marché soviétique dans le processus de réalisation et d'écoulement des marchandises produites par les démocraties populaires, notamment dans les secteurs manufacturés et industriels, représente une autre condition qui lie inexorablement le développement de ces pays à celui de l'U.R.S.S.⁹⁰

En termes de conclusion à cette partie, nous croyons avoir démontré que l'intérêt manifesté par les démocraties populaires pour le développement du processus d'intégration au cours de la période 1965-1973, dont l'expression institutionnelle fut l'adoption du Programme complexe d'intégration, constitue une réponse aux tendances objectives du développement des forces productives; aux nécessités relatives au maintien de la cohésion politique régionale; et finalement, aux conditions structurelles difficiles de développement des relations Est-Ouest et de la mise en oeuvre du mouvement des réformes économiques.

REFERENCES

1. C. Seranne et F. Lemoine, op.cit., p. 88.
2. L'on pourrait ajouter à ces facteurs d'autres éléments comme les inégalités au niveau du potentiel militaire; les différences dans la structure et l'organisation de la force ouvrière, etc..
3. V. Kormnov et B. Diakine, op.cit., p. 15.
4. Parmi ces lois, M. Senin identifie notamment la loi de la D.I.S.T. qui sous-entend l'internalisation, la spécialisation et la concentration accrues de la production; la loi de l'égalisation des niveaux de développement; la loi de la planification centralisée; la loi de l'économie du temps de travail; et la loi de l'accumulation socialiste. A cet égard, voir M. Senin, op.cit., pp. 40-80.
5. Ibid., p. 29.
6. T. Kiss, International Cooperation in Planning within Comecon, dans Eastern European Economics, printemps 1976, vol. 14, n° 16, p. 19.
7. M. Lavigne, Le Comecon..., op.cit., p. 45.
8. A ce sujet, M. Lavigne, ibid., pp. 46-47, fait l'observation suivante dans son analyse du P.C.: "Ce que l'on n'y retrouve pas en revanche, c'est l'aboutissement du processus: le "rapprochement des économies" n'est pas la fusion."
9. M. Senin, op.cit., p. 9.
10. G. Sorokin, Les problèmes d'intégration économique des pays socialistes, VE, 1968, 12, pp. 77-78, cité par M. Lavigne, Le Comecon..., op.cit., p. 43.
11. M. Senin, op.cit., p. 9.
12. A ce sujet, P. Marsh dans son article, The Integrative Process in Eastern Europe 1969 to 1974, dans Journal of Common Market Studies, dira: "Although military intervention was a short term, the Soviet leadership had to find a less costly way of maintaining its dominance over Eastern Europe. The key was to construct a more efficient and more rational network of economic relationships centered on Comecon that would strengthen to common interest of its members." p. 315.

13. C. Seranne, op.cit., p. 286.
14. Ibid., p. 286.
15. Ibid., p. 289.
16. Nous verrons à préciser au cours des sections ultérieures certaines des conditions auxquelles nous faisons références de même que différents points qui furent l'objet d'un compromis.
17. Ibid., p. 288.
18. Ibid., pp. 250-251.
19. Voir à cet effet, I. Bachev, La République populaire de Bulgarie et sa politique étrangère, dans La vie internationale, n° 9 (105), septembre 1969, Moscou, pp. 3-15, dont principalement la partie intitulée "Les sources historiques et le caractère de l'amitié bulgare-soviétique."
20. Ibid., p. 6.
21. C. Seranne et F. Lemoine, op.cit., pp. 90-91.
22. T. Kiss, op.cit., p. 28.
23. C. Seranne et F. Lemoine, op.cit., diront à ce propos: "Le projet Hongrois, centrés sur la libéralisation du commerce extérieur et l'extension des mécanismes de marché dans les relations mutuelles étaient évidemment indissociables d'une réforme de la gestion économique interne des pays membres."
24. M. Lavigne, Le Comecon..., op.cit., pp. 40-41.
25. S. Ausch, Theory and Practice of CMEA Cooperation, Budapest Akademiai Kiado, 1972, p. 29, pris dans M. Lavigne, ibid., p. 41.
26. On se rappellera (voir citation n°43, p.100, chapitre II) que ces auteurs avaient affirmés que "l'orientation générale des réformes est néanmoins liées aux tâches de l'intégration et lui est subordonnée."
27. En ce qui concerne les différentes propositions et conceptions relatives à la convertibilité des monnaies au cours de cette période, voir M. Lavigne, Le Comecon, op.cit., pp. 180-205. A propos d'un des projets polonais, elle dira entre autre: "Ultérieurement à la session

d'avril 1969...les polonais présentèrent un projet différent liant cette fois la convertibilité et le mécanisme des échanges extérieures. Une partie du commerce extérieur mutuel serait décontingentée et les biens correspondants seraient obligatoirement exclus des listes bilatérales d'échange, de manière à pouvoir installer un véritable marché de ces biens, avec des prix flexibles et variables en fonction des qualités, délais et conditions de livraison--il s'agirait essentiellement de biens de consommation..." p. 199.

28. C. Seranne et F. Lemoine, op.cit., p. 91
29. C. Seranne, op.cit., p. 288."
30. M. Lavigne, Le Comecon..., op.cit., pp. 45-46.
31. Ibid., p. 45.
32. G. Proft, Experiences from) the Five-Year Plan Coordination of the C.M.E.A. Countries, dans Eastern European Economics, été 1980, vol. XVIII, n° 4, p. 56..
33. Ibid., p. 39.
34. C. Seranne, op.cit., pp. 286-288.
35. L'expression 'coopération sélective' est empruntée du texte de J.K. Laux, La Roumanie et les multinationales, dans Revue d'études comparatives est-ouest, décembre 1981, vol. 12, n° 4, p. 68. Dans son étude des phases de développement de la politique extérieure roumaine l'auteur dira notamment: "La seconde phase, déterminée par le désaccord à propos de l'intégration au sein du CAEM, s'est distinguée par un nationalisme militant, la Roumanie réduisant sa participation dans les organisations parrainées par les soviétiques et d'élevant contre l'hégémonisme. La troisième phase, marquée par la signature d'un traité d'amitié renouvelé avec l'URSS (1970), a vu s'établir une coopération sélective, la Roumanie participant au Programme complexe du CAEM." p. 68.
36. Ibid., p. 69."

37. Voir Programme complexe, chapitre I, alinéa 8.
38. Ch. Sanakoev dans son volume Le système socialiste mondial, op.cit., p. 102, définit ce système de la façon suivante: "Ce système est une communauté sociale, économique et politique des peuples libres et souverains, engagés dans l'édification du socialisme et du communisme, unis par une communauté d'intérêts et d'objectifs par les liens étroits de solidarité socialiste international. Cette communauté se fonde sur la présence, dans tous les pays socialistes d'une forme d'économie unique: la propriété sociale des moyens de production. Leur régime politique est le même. Ils se réclament d'une idéologie commune: le marxisme léninisme;...."
39. A l'intérieur de cette recherche, nous n'avons pas l'intention de procéder à une analyse détaillée du Programme complexe. Pour une telle étude voir M. Lavigne, Le Comecon..., op.cit..
40. Voir traduction de Programme complexe dans M. Lavigne, *ibid.*, pp. 319-371.
41. M. Lavigne, *ibid.*, p. 46.
42. Voir texte du Programme complexe, op.cit.; p. 320.
43. *Ibid.*
44. Voir à ce sujet la section du travail intitulée, Les facteurs incitatifs, chapitre II, page 88. L'on y identifiait notamment quatre conditions et exigences, soit: la saturation des facteurs extensifs de croissance; d'importantes déficiences économiques attribuables à l'inefficacité de la planification et à la subsistance d'obstacles à la rationalisation du travail; aux limites insuffisances et contradictions de la D.I.S.T. et finalement d'une sous exploitation par les pays de l'Est des avantages de la D.I.T..
45. Texte du Programme complexe, op.cit., p. 321.
46. *Ibid.*, pp. 321-322.
47. G. Kovalstev, L'intégration et la planification socialiste, dans La vie internationale, n° 8 (1976), août, Moscou, 1975, p. 17.

48. A. Chabaline, Le programme complexe d'intégration, dans La vie internationale, n° 4 (1972), avril 1975, Moscou, p. 16.
49. Voir à ce sujet M. Lavigne, Le Comecon..., op.cit., pp. 184-192.
50. C. Seranne et F. Lemoine, op.cit., p. 93.
51. M. Lavigne, Les économies...., op.cit., pp. 370-371.
52. C. Seranne et F. Lemoine, op.cit., p. 75.
53. G. Kovaltsev, op.cit., p. 16.
54. C. Seranne et F. Lemoine, op.cit., p. 61. Pour de plus amples renseignements et exemples en ce qui concerne les spécialisations intra-sectorielles, voir ces deux auteurs aux pages 61 et 62.
55. M. Lavigne, Les économies socialistes..., op.cit., p. 373.
56. C. Seranne et F. Lemoine diront à ce propos: "En 1969 est signé un accord sur les mesures efficaces propres à améliorer les travaux concernant la spécialisation et la coopération industrielle, en particulier les dispositions visant à élaborer, à codifier et à appliquer la spécialisation et la coopération en matière de production." op.cit., p. 58.
57. A. Chabaline, op.cit., p. 18.
58. M. Lavigne, Le Comecon..., op.cit., pp. 262-263.
59. Pour avoir une liste des principaux accords de spécialisation et de coopération, voir C. Seranne et F. Lemoine, op.cit., pp. 63-65.
60. Ibid., p. 60.
61. Ibid., pp. 61-62.
62. A ce sujet, C. Seranne et F. Lemoine citent l'auteur soviétique J.P. Kormnov qui affirme: "...au cas où nous n'arrivons pas à réaliser une large normalisation et unification internationale, le processus d'intégration par branche se heurtera à des difficultés provoquées par la non-interchangeabilité des composantes et des pièces." ibid., p. 162.

63. "Depuis (1962) et jusqu'en 1975, les prix pratiqués par les pays du Comecon ont été construits sur la base des prix mondiaux...les prix de 1958 sont demeurés en vigueur jusqu'en 1964-1965; entre 1966 et 1970, on s'est référé aux prix de 1960-1964; pour les accords commerciaux 1971-1975, les prix de 1968-1969 ont servi de base." M. Lavigne, Les économies socialistes..., op.cit., p. 364.
64. M. Lavigne, Le Comecon..., op.cit., p. 264.
65. Il existe d'ailleurs dans le P.C. une partie réservée exclusivement à l'aide accordée à la R.P.M., ibid., p. 323.
66. A ce sujet voir M. Lavigne, ibid.
67. Pour de plus amples renseignements sur quelques-unes de ces OIG, voir M. Lavigne, Les économies socialistes..., op.cit., pp. 355-356. L'auteur dira par exemple: "Intertextilmach constituée en 1973 à Moscou par les sept pays européens du COMECON a pour mission de coordonner la mise au point, la fabrication et le service après vente des machines textiles." p. 355.
68. Nous aimerions rappeler qu'il existait déjà depuis 1963 la BICE (voir à cet effet, premier chapitre, p. 44).
69. M. Lavigne, Les économies..., op.cit., p. 376.
70. M. Lavigne dira à ce sujet: "Les principaux bénéficiaires en furent l'URSS et la Pologne; les principaux créiteurs, la Tchécoslovaquie et la RDA. Cette répartition indique bien le sens de la coopération: mettre en valeur les ressources naturelles d'un pays, de manière à assurer au partenaire qui en est dépourvu des approvisionnements à long terme, se poursuivant au-delà du remboursement du crédit octroyé." Ibid., p. 375.
71. Voir à cet effet le tableau XIII.
72. M. Lavigne, Les économies..., op.cit., p. 358; voir aussi annexe, tableau X.
73. Voir annexe, tableau X.
74. Voir annexe, tableau XIII.

75. En ce qui concerne les problèmes relatifs aux mécanismes financiers et du financement, vous pouvez consulter: M. Lavigne, Les relations..., op.cit., pp. 217-263, et F. Pertuiset, Le financement et la concurrence dans les échanges est-ouest, dans Stratégie des pays socialistes dans l'échange international, op.cit., pp. 281-300.
76. Voir à cet effet le tableau XIV.
77. Voir annexe, tableau XIV.
78. Voir annexe, tableau XV.
79. Ce redressement en 1971 s'explique en raison de l'évolution de la balance commerciale soviétique: En effet, d'un solde négatif en 1970 de l'ordre de -22,8 millions de dollars U.S., suite à un accroissement rapide des exportations soviétique, celui-ci deviendra en 1971 positif (+ 267,2 millions). A cause de la part prépondérante de l'U.R.S.S. dans le commerce total de la région, ce redressement a directement influencé la balance commerciale globale de la région. Voir M. Lavigne, Les relations..., op.cit., p. 45.
80. Voir annexe, tableau XVI.
81. Voir annexe, tableau XVII.
82. B. Csikos-Nagy, Le nouveau mécanisme..., op.cit., pp. 11-12.
83. A. Capian, op.cit., p. 33.
84. P. Marsh dans son article intitulé The Integration Process in Eastern Europe 1968-1974, op.cit., p. 318, dira à ce propos: "Faced with a world in which economic and political units were becoming larger and faced particularly by the threat to external markets posed by the EEC's protectionist policies, the Eastern European's states were forced to recognize that a unified foreigneconomic policy backed up by soviet power might have certain advantages in dealings with the west."
85. C. Seranne et F. Lemoine, op.cit., p. 87.
86. Z. Fallenbuchl, Les changements récents dans la structure industrielle et leur impact sur le potentiel d'exportation des pays du C.A.E.M., dans Revue d'études comparatives est-ouest, vol. 10, n° 4, décembre 1979, p. 94.

87. A. Capián, op.cit., p. 40, dira: "Il ne semble pas aux yeux des dirigeants de ces pays qui considèrent au contraire que l'approfondissement de la spécialisation entre pays socialistes ira dans le même sens d'une amélioration de leur technologie favorable aux échanges de marchandises et de techniques avec l'Ouest. (...) En effet, la principale difficulté que rencontre les échanges est-ouest dans leur progression provient de l'insuffisance des ventes de produits manufacturés par l'Est. Une modification de la structure de la production pourrait, dans ces conditions, permettre aux exportations des pays socialistes de prendre pied sur les marchés capitalistes. Ceci entraînerait alors un accroissement du volume des échanges favorables à une augmentation des exportations de l'Ouest vers l'Est."
88. E. Israelewicz, La D.I.S.T. et la D.I.T.; complémentarité(s) et/ou concurrence, dans Stratégie des pays socialistes, op.cit., p. 22.
89. Texte du Programme complexe, op.cit., p. 320.
90. O. Bogomoloy, dans son article, Une coopération fructueuse, dans La vie internationale, 7 juillet (235), Moscou, 1980, p. 71 dira: "Les liens économiques mutuels des pays du CAEM qui s'établissent sur une base stable et planifiée, constituent un moyen sûr d'obtention d'articles d'importance vitale tels que les matières premières, le combustible, les biens d'équipement, ainsi qu'un canal d'exportation, notamment pour les produits difficiles à écouler sur le marché occidental à cause des barrières discriminatoires. (...) Leur intégration se propose, entre autres, de renforcer les positions de la communauté socialiste dans l'économie mondiale, d'accroître la compétitivité de leurs produits au marché mondial et d'intensifier ainsi leur participation au commerce international."

TROISIEME PARTIE

(1973 - 1980)

CHAPITRE IV

L'influence de la crise mondiale sur le développement du processus d'intégration au sein du C.A.E.M.

Dans ce chapitre, nous tenterons de démontrer que le déploiement de la crise économique mondiale entre 1973 et 1980 a directement influencée l'évolution du processus d'intégration au sein du C.A.E.M. En effet, nous estimons que les limites relatives à l'expansion du commerce Est-Ouest, exacerbées par les répercussions du développement de la crise mondiale, ont incité les dirigeants des pays du C.A.E.M. à consolider leur base de compromis en vue d'intensifier le processus d'intégration économique régional. Cette consolidation s'expliquera, d'une part, en raison du caractère de complémentarité entre les mouvements de réinsertion des pays du C.A.E.M. dans la D.I.T. et d'intensification de l'intégration régionale, et, d'autre part, en vertu d'une harmonisation relative des conditions de développement des démocraties populaires caractérisées par une dépendance accrue de celles-ci face à l'économie soviétique.

Le présent chapitre se divisera en deux sections. La première sera consacrée à l'étude des répercussions de la crise mondiale sur les conditions du développement des pays du C.A.E.M., alors que la seconde sera réservée plus spécifiquement à l'examen de quelques mesures (Plans concertés et

Programmes finalisés) adoptées par les dirigeants de la région sous l'impulsion de ces mêmes répercussions afin d'approfondir et de perfectionner le processus d'intégration au sein du C.A.E.M..

Section I: La crise mondiale et ses répercussions

Lorsque nous utilisons la notion de crise mondiale il est nécessaire de rappeler que nous nous référons au phénomène de stagflation (récession/inflation) qui prévaut depuis 1973 au sein de l'économie mondiale; économie qui est dominée par une division du travail du type capitaliste.¹ Le choc pétrolier causé par un embargo des pays arabes membres de l'OPEP en 1973, et par une augmentation drastique des prix de ce combustible de l'ordre de 400% entre 1973 et 1974 a marqué, de façon définitive, l'engagement de cette crise au sein de l'économie mondiale. Celle-ci sera à nouveau ébranlée par un second choc pétrolier en 1979, les hausses enregistrées se chiffrant cette fois à près de 160%.² Précisons que ces vagues inflationnistes au niveau des prix de pétrole s'insèrent dans un mouvement plus général de hausses et fluctuations des prix des matières premières sur les marchés mondiaux. Cette crise est également caractérisée, dans les pays industrialisés (OCDE), par des rythmes de croissance ralentis et par une recrudescence du chômage.³

Or, à notre avis, les pays de l'Est, principalement depuis leur implication accrue dans les mécanismes économiques internationaux, ne sont pas à l'abri des fluctuations qui affectent l'économie mondiale et surtout des conséquences qui leur sont attribuables. La réouverture a augmenté le "degré" de sensibilité des pays de l'Est, et plus particulièrement des démocraties populaires, aux variations qui s'opèrent dans le système international.⁴ Il est intéressant de remarquer que certains auteurs est-européens sont également d'avis qu'en dépit du type d'organisation économique qu'ils possèdent (monopole du commerce extérieur, mode de fixation des prix, etc.), le développement de leur système demeure vulnérable aux conditions qui prévalent dans l'économie mondiale. A ce propos Csikos-Nagy dira:

Il y a eu des avis selon lesquels l'économie planifiée permettait en soi à l'Etat d'écartier de la société socialiste des effets défavorables ayant eu leur origine sur le marché mondial. Ceci est évidemment une affirmation absurde qui témoigne de la méconnaissance des interdépendances économiques. L'économie planifiée socialiste se borne à rendre l'Etat capable de faire prévaloir les effets du marché mondial d'une manière règlementée.... Il devint également possible de retarder les effets défavorables. Cependant, il faut tenir compte de ces effets négatifs lors de l'adoption des décisions de politiques économiques.⁵

Afin de démontrer la validité de ces dernières affirmations, analysons quelques-unes des principales répercussions et perturbations relatives au déploiement de la crise mondiale qui ont directement affecté le développement des économies soviétiques et est-européennes.

A) L'accessibilité au crédit international

L'une des conséquences premières de la crise mondiale fut de faciliter l'accès des pays du C.A.E.M. aux marchés financiers internationaux. En effet, la réduction de la demande occidentale en matière de crédit--en raison notamment du climat de récession--combinée à l'introduction sur ces marchés d'importantes quantités de liquidités en provenance des pays producteurs de pétrole (OPEP) a certes favorisé, à partir de 1973, l'accès des pays socialistes aux crédits internationaux, et ce, à des conditions relativement avantageuses, principalement entre 1976 et 1977 où l'on a assisté sur le marché des Eurodevises à une diminution des taux d'intérêts.⁶ Par exemple, Zaleski nous dira que:

En 1975, les pays de l'Est ont reçu plus de 12% des nouveaux crédits à moyen terme en Eurodevises (contre moins de 4% en 1973). En 1976 et 1977 cette part s'est stabilisée autour de 8%-9% et la place des pays de l'Est sur l'ensemble du marché des Eurodevises voisinait 10% en 1977.⁷

L'octroi de ces crédits aux gouvernements des pays de l'Est et aux institutions financières régionales a certes contribué directement et indirectement à l'approfondissement du processus d'intégration régionale. Par exemple, sans être directement alloués à la réalisation de projets régionaux, certains crédits servant à financer les importations de technologie occidentale, parce qu'ils favorisent une intensification de l'activité économique, contribuent indirectement à

poser les bases et conditions nécessaires à l'internationalisation et à l'intégration de ces économies tant au niveau national qu'au niveau international. Mais il est également possible d'identifier des relations beaucoup plus étroites entre l'implication des pays du C.A.E.M. sur le marché monétaire international et le développement de l'intégration. A cet effet, il suffit de rappeler qu'une large part des crédits octroyés par la B.I.I. aux pays du C.A.E.M. pour la mise en oeuvre de projets bi et multilatéraux sont obtenus par cette institution sur les marchés internationaux. Par exemple, en juin 1977 la B.I.I. empruntait, pour une période de six ans, un montant de 500 millions de dollars pour le financement du projet Orenburg.⁸ Elle récidivait, dès décembre 1977, cette fois avec le concours de la Chase Manhattan Limited à qui elle empruntait, pour une période de sept ans, la somme de 600 millions de dollars dont la totalité des fonds obtenus devait également être affectée à la mise en chantier du gazoduc.⁹

Dans une perspective plus générale,^a nous pouvons indiquer que la dette nette des Banques du C.A.E.M. envers les pays occidentaux est passée de un demi milliard de dollars en 1971 à 2,8 milliards de dollars en 1975, pour finalement atteindre près de 5,5 milliard de dollars en 1980.¹⁰ Ces derniers exemples constituent l'une des facettes de l'argumentation de la compatibilité les plus fréquemment évoquées par les tenants de cette thèse à l'intérieur de leur démonstration. Examinons

maintenant d'autres répercussions de la crise mondiale et de la réouverture qui, au niveau de leurs relations avec l'évolution du processus d'intégration--en dépit qu'elles ne paraissent pas aussi évidentes que la précédente--demeurent néanmoins essentielles à la bonne compréhension de la dynamique qui anime le développement de ce processus.

B) Le protectionnisme

Nous connaissons déjà quelques-uns des principaux problèmes auxquels sont confrontés les pays de l'Est dans leur politique d'accroissement de leurs relations commerciales avec l'Occident. Nous avons notamment fait mention des problèmes d'endettement et de déficit au niveau de la balance commerciale envers les pays de l'OCDE. Or, au cours de la période 1973 à 1980, ces deux problèmes continueront de s'envenimer parfois à des rythmes accélérés. En effet, les conditions responsables de ces problèmes seront elles-mêmes exacerbées par les répercussions de la crise mondiale sur les incapacités structurelles auxquelles sont confrontées les pays de l'Est dans leur mouvement de réinsertion dans la D.I.T.. Afin de bien saisir le sens de ces dernières affirmations, examinons tout d'abord les principales fluctuations qui ont marqué l'évolution de l'endettement et de la balance commerciale des pays du C.A.E.M. pour ensuite identifier les facteurs responsables de cette évolution.

L'accessibilité accrue des pays de l'Est aux crédits internationaux, combinée à la fois à une certaine saturation des taux de croissance économique et aux difficultés relatives au déséquilibre de la balance commerciale, s'est traduite par un endettement croissant de ces pays face à ceux de l'OCDE. De 6 milliards de dollars qu'elle était en 1971, la dette nette des pays du C.A.E.M. passait à 28,9 milliards en 1975, 64,7 milliards en 1979, pour finalement atteindre le cap des 70 milliards de dollars en 1980.¹¹ Il faut noter que depuis le début de la décennie soixante-dix, aucune démocratie populaire n'a pu renverser cette tendance à l'endettement. Seul l'U.R.S.S., à partir de 1978, a réussi à diminuer le montant de sa dette, soit de 11,2 milliards de dollars, en 1978 à 10,2 en 1979. Nous devons également spécifier que depuis 1975, dans l'ensemble, les pays du C.A.E.M. ont toutefois réussi à freiner le rythme de leur endettement.¹²

Afin d'apprécier le niveau d'endettement des pays de l'Est envers ceux de l'Ouest, nous pouvons aussi utiliser comme indicateur le rapport du service de la dette. Ce rapport exprimé en pourcentage est jugé par les crédateurs occidentaux comme étant acceptable lorsqu'il n'excède pas les 25 à 30%. Or, en 1979, seulement trois pays de la région, soit la Roumanie (22%), la Tchécoslovaquie (22%) et l'U.R.S.S. (18%) se situaient en-dessous du seuil de 30%; les autres pays s'échelonnant entre 37% (Hongrie) et 92% (Pologne).¹³ Le

rapport du service de la dette nous permet aussi de confirmer les insuffisances des recettes en devises provenant du secteur de l'exportation, celles-ci ne pouvant couvrir les coûts des importations à crédit.¹⁴

Cet endettement des pays de l'Est se conjugue au problème d'équilibre de la balance commerciale. Rappelons, en premier lieu, que les flux commerciaux Est-Ouest se sont constamment accrus depuis 1970. La période la plus active d'accroissement des échanges se situe entre 1971 et 1975. Les années 1976 et 1977 se caractérisent par une diminution des rythmes d'accroissement, alors qu'à partir de 1978 l'on assiste à une reprise de l'activité commerciale.¹⁵ En volume, les importations des pays de l'Est, en provenance de l'Ouest, ont connu sensiblement le même cheminement, à l'exception du fait qu'entre 1976 et 1977 l'on assiste à une diminution réelle de l'échange et non pas uniquement à une baisse des rythmes d'accroissement. Toutefois le secteur des exportations vers l'Ouest a connu une évolution quelque peu différente, celles-ci augmentant rapidement entre 1971 et 1973 pour diminuer en termes réels entre 1973 et 1975, et réaugmenter à partir de cette dernière année.¹⁶ Signalons uniquement qu'à partir de 1971 le déficit de la balance commerciale de la région du C.A.E.M. avec les pays de l'OCDE n'a cessé de croître jusqu'en 1975 où il culminait à plus de 8 milliards de dollars. Il diminua entre 1976 et 1977 à près de 4,5 milliards pour augmenter à nouveau entre 1977 et 1978.

Précisons qu'entre 1978 et 1980, en valeur, les exportations du C.A.E.M. vers les pays occidentaux ont cru à un rythme annuel moyen de 29,5%, alors que celui des importations se chiffrait à 15%. Cet accroissement plus rapide des exportations s'est naturellement traduit par une diminution du déficit de la balance commerciale des pays du C.A.E.M. envers ceux de l'OCDE; déficit qui, entre 1978 et 1979, passa de 6,2 milliards de dollars à 3,6 milliards. Le solde deviendra même positif en 1980 (\$900 milliards).¹⁷

Réexaminons maintenant ces données dans une perspective plus analytique en s'efforçant d'en synthétiser les variations les plus importantes à l'intérieur d'un schéma qui nous permettra d'en expliquer les causes et les conséquences.

Nous remarquons, en premier lieu, qu'au niveau de la progression des échanges Est-Ouest, les années 1973 à 1975 s'inscrivent dans le même mouvement d'augmentation accélérée des échanges engagé au cours de la période précédente, principalement à partir de 1971. Toutefois, tel que nous l'avons déjà laissé entendre, la crise mondiale est venue exacerber les conditions déjà difficiles de réinsertion des pays du C.A.E.M. dans la D.I.T. Ainsi, parallèlement à une croissance rapide de leurs relations commerciales avec l'Ouest, les pays du C.A.E.M. ont accentué à des rythmes également accélérés leurs problèmes d'endettement et de déficit commercial.

Il est fondamental de spécifier que l'exacerbation à laquelle nous avons fait référence s'applique aux facteurs qui sont "responsables" du développement de ces deux conditions. Donc c'est sur le plan de leurs incapacités structurelles, dont celles relatives à leur capacité d'exportation et à la dépendance des démocraties populaires face au développement du secteur énergétique soviétique, que la crise mondiale a affecté le plus la mise en oeuvre de la stratégie globale de développement des pays de l'Est, et l'articulation entre deux de ses principales composantes, soit la réouverture et l'intégration régionale. Par exemple, en dépit d'une augmentation rapide de leurs importations en provenance des pays de L'OCDE nécessaire à la restructuration de leurs économies, les difficultés auxquelles doivent faire face les démocraties populaires et dans une certaine mesure l'U.R.S.S. dans leurs efforts afin d'accroître dans une proportion suffisante leurs exportations afin de maintenir à un niveau acceptable les déséquilibres de leurs balances commerciales, persistent et sont même dans certains cas amplifiées en raison notamment de la recrudescence des mesures protectionnistes pratiquées par les pays occidentaux (surtout la C.E.E.) afin de protéger les secteurs faibles de leurs économies affectés par la crise mondiale.¹⁸

Il est important de noter que les observations sur les politiques protectionnistes valent pour l'ensemble de la période étudiée (1973-1980) et non seulement pour les années 1973 à 1975. A ce propos, dans un rapport publié par le secrétariat

de la CNUCED intitulé Examen des tendances et politiques du commerce entre pays à systèmes économiques et sociaux différents, l'on y constate que:

Il n'en reste pas moins que dans certains pays, la bonne marche du commerce Est-Ouest a été gênée par des mesures de politique administrative et commerciale adoptées par certains pays développés à économie de marché. En particulier, divers obstacles de nature protectionniste imposés par les pays occidentaux, et dont certains visaient uniquement les pays socialistes d'Europe orientale, ont eu un effet spécialement préjudiciable. En 1980, on a signalé de nombreux cas où des mesures restrictives nouvelles ont été appliquées aux exportations des pays socialistes et cela plus particulièrement dans le cadre de la Communauté économique européenne. Ainsi cette année-là, la CEE a imposé de nouvelles limites quantitatives à l'importation par le Benelux de certains types de textile en provenance de la Roumanie.¹⁹

Ainsi, la mise sur pied de politiques commerciales de nature restrictive ou discriminatoire à l'égard des produits est-européens et soviétiques, notamment dans les secteurs de la production agricole et manufacturière à degré d'intensité technologique faible et moyen, dans le cadre d'une reprise des politiques protectionnistes occidentales vient-elle renforcer les incapacités structurelles précédemment identifiées. Or, si nous considérons l'influence négative de ces deux facteurs sur les politiques d'expansion des exportations des pays du C.A.E.M., et si nous y associons d'autres limites relatives à l'existence des carences ou d'inconsistances au niveau de l'offre de certains biens dont la demande sur les marchés internationaux excède l'offre,²⁰

nous comprendrons pourquoi en dépit d'une volonté manifeste des dirigeants des pays de l'Est d'accroître leurs exportations vers l'Ouest, ce secteur de l'économie est demeuré, au cours des années 1973-1980, instable et limité. D'ailleurs, tel que nous l'avons déjà remarqué, entre 1973 et 1975 le volume des exportations des pays du C.A.E.M. vers ceux de l'OCDE a diminué alors que les importations d'origines occidentales n'ont cessées de croître, ce qui s'est traduit, en 1975, par le plus important déficit de la balance commerciale jamais atteint par les pays du C.A.E.M.,²¹ sachant qu'en valeur les exportations des pays du C.A.E.M. n'ont cru que de 6,3% alors que leurs importations augmentaient de 33,2%.

C) L'inflation

Nous pouvons maintenant identifier une troisième répercussion majeure de la crise mondiale sur les conditions de développement des pays de l'Est, et en particulier sur l'évolution de la balance commerciale de ces derniers vis-à-vis l'Ouest. Il s'agit notamment de l'accroissement des prix des produits importés par les pays du C.A.E.M. qui résulte des différentes poussées inflationnistes qui ont marqué le développement des économies occidentales depuis 1973. Pour les pays exportateurs de matières premières au sein du C.A.E.M. (essentiellement l'U.R.S.S. et la Pologne, et dans une perspective et mesure différente la Roumanie),²²

l'augmentation des prix de leurs exportations a contrebalancé plus ou moins cette hausse en valeur de leurs importations. Toutefois, en dépit de cette considération, il demeure que pour la Pologne et la Roumanie il est très difficile de contrer efficacement les effets de la hausse des prix des produits importés puisque, premièrement, ils importent davantage qu'ils n'exportent, et deuxièmement, parce qu'ils ne possèdent pas les ressources qui leurs permettraient d'accroître, de façon significative sur une période relativement étendue (5 ans et plus), les produits qui bénéficient de la hausse des prix mondiaux.²³ En ce qui concerne plus spécifiquement la question polonaise, Kanet nous précisera que:

L'élément le plus visible de la vulnérabilité accrue de l'économie polonaise à l'évolution économique extérieure est l'impact inflationniste du marché mondial sur les prix d'importation polonais ainsi que sur l'économie intérieure. Par exemple, en 1973 et 1974, les prix des produits importés d'Occident ont augmenté de 28% et de 32% respectivement. ...le fait que les importations accrues en provenance de l'Occident aient dépassé de loin les exportations a provoqué une forte augmentation globale du coût des importations...vendues par l'Occident.²⁴

Cette hausse de prix à l'importation fut davantage ressentie par les autres pays du C.A.E.M. dont les exportations vers l'Ouest se composent en majorité de biens manufacturés (exception faite de la Roumanie), ceux-ci n'ayant pas connu une augmentation, en terme de prix, équivalente à celle qui a affecté les produits d'origine occidentale, ce qui a

eu pour conséquence une détérioration directe des termes de l'échange de ces pays avec ceux de l'Ouest et une propension des tendances inflationnistes au sein des économies nationales; tendances qui seront d'ailleurs renforcées suite à la hausse des prix à l'importation du combustible soviétique. Par exemple, sur le plan des termes de l'échange avec les pays non-socialistes, le hongrois Tardos estime qu'entre 1972 et 1977 son pays a vu ceux-ci se détériorer de près de 23%.²⁵

Face à la progression constante des déficits de leur balance commerciale et de leur niveau d'endettement, les dirigeants du C.A.E.M. se voyaient, à partir de 1976, de plus en plus contraints de mettre sur pied des politiques qui amélioreraient leur position à l'intérieur de leurs relations commerciales avec l'Ouest. En définitive, deux grandes options s'offraient à eux, soit de réduire leurs importations en provenance de l'Ouest ou encore de perfectionner et stimuler davantage les entreprises dont la production est vouée à l'exportation. Il va s'en dire que la combinaison de ces deux options figurent également comme une troisième alternative. Or, il se trouve que les réductions successives des déficits de la balance commerciale relevés entre 1975 et 1976 et 1976 et 1977 s'expliquent justement en raison d'une diminution importante des rythmes d'accroissement des importations. En effet, alors qu'entre 1974 et 1975 le rythme était de l'ordre de 33% il diminuait au cours des deux années suivantes respectivement

à 6% et 1%. De plus, sur le plan des exportations, les pays du C.A.E.M. enregistraient des hausses relativement importantes, soit de 19% entre 1975 et 1976 et de 10% entre 1976 et 1977, alors qu'entre 1974 et 1975 elle n'était que de 6%. Suite à ces dernières observations sur le développement des flux commerciaux au cours des années 1976 et 1977, deux précisions s'imposent:

(1) Premièrement, en ce qui concerne la hausse des exportations, elle est imputable en grande partie à l'augmentation de la part des produits énergétiques vendus par l'U.R.S.S. aux pays occidentaux et, dans une moindre mesure, aux exportations de matières premières polonaises.²⁶ Du côté soviétique, nous savons déjà que cette part est passée de 54% en 1975 à 71% en 1980, alors que pour la Pologne le schéma est passablement différent puisque cette part qui en 1970 se chiffrait à 22% s'est accrue en 1975 à 37% pour finalement diminuer jusqu'à 25% en 1980.²⁷ Parallèlement à cette dernière diminution il est intéressant de remarquer que ce pays en 1976 était déjà dépendant à plus de 42% des importations de matières premières soviétiques, et à plus de 80% en ce qui regarde le secteur énergétique, ce qui signifie qu'en dépit de sa situation privilégiée au niveau de ses richesses naturelles par rapport aux autres démocraties populaires, les prérogatives et conditions de développement de la Pologne s'assimilent à celles qui prévalent chez ses partenaires est-européens.²⁸ Il est facile de remarquer, si l'on examine son

niveau d'endettement qui est de loin le plus élevé de tous les pays du C.A.E.M. (service de la dette = à 92% en 1980), que la Pologne ressent peut-être de façon encore plus aigüe que ses partenaires est-européens--notamment en raison de son implication plus importante dans la D.I.T.--les effets de la crise mondiale et les limites que lui impose le type de structure qu'elle a développé (incapacité structurelle, dépendance envers l'U.R.S.S., etc.).²⁹

Pour sa part, il est évident que l'Union soviétique a largement bénéficié de la hausse des prix qui s'est opérée sur les marchés mondiaux depuis 1973 dans le secteur des matières premières et des combustibles, ce qui la distingue indéniablement de ses partenaires du C.A.E.M. qui, on le verra, ont subi directement les contre-coups de cette hausse. La vente du pétrole soviétique à l'Ouest a augmenté de façon impressionnante les recettes en devises convertibles de ce pays. Ce qui a rendu possible une diminution à partir de 1978 du montant de la dette soviétique et un renversement des soldes de sa balance commerciale (-4 milliards de dollars en 1975 à +3 milliards en 1980). Cette performance de l'économie soviétique au niveau de sa balance commerciale a directement influé sur celle de la région qui affichait en 1980 un surplus de 900 millions de dollars. En effet, si l'on excepte la contribution soviétique l'on remarquera que le déficit de leur balance commerciale s'est néanmoins détérioré d'environ un milliard de dollars entre 1979 et 1980.

(2) La seconde précision que nous voulons apporter sur les fluctuations commerciales enregistrées entre 1976 et 1977 concerne la politique de diminution des importations. Nous avons déjà fait état du caractère difficilement acceptable et peu viable pour les économies est-européennes et--dans une moindre mesure--soviétiques d'une éventuelle politique de diminution des importations d'origine occidentale qui s'échelonne sur une période relativement importante, et ce, principalement au niveau des biens dit technologiques et de consommation. Par exemple, en ce qui a trait à la première catégorie, ce type de politique irait directement à l'encontre des obligations nécessaires à la réalisation des objectifs de restructuration économique que se sont fixés les dirigeants du C.A.E.M. alors que sur le plan de la seconde catégorie celui-ci affecterait les intérêts immédiats de la population. L'économiste hongrois, Tardos, corrobore d'ailleurs ces dernières affirmations ainsi que celle de Fallenbuchl que nous avons précédemment citée à ce sujet. De plus, l'auteur réaffirme la volonté des pays de l'Est de poursuivre leur mouvement d'intensification et d'accroissement de leur participation dans le commerce Est-Ouest. Il dira:

...l'économie hongroise est encline à importer --même en période de hausse des prix sur le marché mondial--plus que ne le permet sa capacité d'exportation, c'est-à-dire qu'elle est prête à continuer à s'endetter.³⁰

Mais il est clair que son extension (flux commerciale) est absolument nécessaire du fait que la demande de produits que nous ne pouvons pas fabriquer avantageusement nous-mêmes et qui ne sont pas disponibles non plus sur le marché des pays socialistes, s'accroît de plus en plus. Ainsi l'augmentation de nos exportations à destination des pays capitalistes a pour but principal d'accroître nos réserves en devises qui sont absolument nécessaires pour la couverture de nos importations.³¹

Sachant que les importations d'origine occidentale représentent un élément important sinon essentiel au développement des pays de l'Est, il n'est donc point surprenant que dès 1978, après les diminutions enregistrées en 1976 et 1977, ce secteur de l'économie ait repris avec plus de vigueur l'accroissement annuel moyen des importations pour l'ensemble de la région se chiffrant entre 1977 et 1980 à près de 30%.

Compte tenu des conditions de développement du commerce Est-Ouest, il apparaît que si les démocraties populaires veulent accroître leur participation à celui-ci, tout en évitant dans la mesure du possible les conséquences d'une réinsertion dont les déséquilibres ne cesseraient de s'aggraver pour ainsi contribuer à la détérioration des secteurs vitaux de leur économie, les pays est-européens se doivent de surmonter leurs incapacités structurelles déjà exacerbées par les répercussions de la crise mondiale (protectionnisme, inflation, etc.) en procédant aux restructurations qui permettraient une participation accrue de leur production industrielle à l'économie mondiale. Ils devront notamment augmenter, de façon significative, leurs exportations de produits manufacturés dont la part

à l'intérieur des exportations totales des six démocraties populaires vers l'OCDE s'est légèrement accrue depuis 1970; 31% à 35% en 1980. Il faut remarquer qu'une telle augmentation de la part des produits manufacturés dans les exportations est-européennes vers les pays de l'OCDE permettrait aussi de stabiliser les relations économiques Est-Ouest en raison de la résistance de cette catégorie de produits à la fluctuation des prix mondiaux.

Même l'Union soviétique, qui pour des raisons évidentes est beaucoup moins vulnérable que ses partenaires du C.A.E.M. face aux fluctuations de l'économie mondiale, essaie depuis déjà quelques années de procéder à un réaménagement de ses structures productives afin de s'assurer qu'éventuellement elle puisse augmenter ses exportations de biens industriels et manufacturés. En ce sens, il ne faudrait pas oublier que les avantages dont l'Union soviétique a bénéficié suite à la hausse des prix des matières premières sur les marchés mondiaux sont relativement aléatoires et ne constituent pas en soi une base solide et permanente de développement, sachant que cette catégorie de biens est particulièrement sujette aux fluctuations du marché. Reconnaisant qu'il existe une incompatibilité entre les structures industrielles traditionnelles de l'Est et celle de l'Ouest, les auteurs soviétiques Chiriaev et Sokolov résument brièvement les intentions de l'U.R.S.S. en matière de politiques d'exportations:

Pour accroître l'efficacité et améliorer la structure et l'équilibre du commerce entre l'URSS et les pays capitalistes, le XXV^e congrès a avancé comme tâche de développer des marchandises (y compris des matières premières) qui assurent des recettes maximum en devises.... Simultanément il a préconisé d'élever sensiblement la part de la production de l'industrie de transformation dans le volume total des exportations soviétiques. Pour atteindre ce but il est prévu d'élargir la production des marchandises les plus demandées sur les marchés extérieurs et d'augmenter leur capacité concurrentielle.³²

Avant de passer aux conclusions de cette section du chapitre, examinons une dernière répercussion de la crise mondiale qui a affecté et modifié les conditions de développement des pays de l'Est et l'orientation du processus d'intégration.

D) La hausse des prix du pétrole sur les marchés intra-C.A.E.M.

La hausse des prix de matières premières sur les marchés mondiaux a entraîné une révision dans le mode de fixation des prix des marchandises échangées à l'intérieur du C.A.E.M.. Afin de permettre un rapprochement entre le prix du pétrole sur le marché mondial et celui auquel il se transige dans le C.A.E.M., sous le poids de l'U.R.S.S., les instances du C.A.E.M. ont même accepté de faire une exception à la nouvelle règle, ce qui a résulté en une hausse de prix de ce combustible vendu par l'U.R.S.S. aux démocraties populaires de l'ordre de 130% entre 1974 et 1975. Lavigne résume l'essentiel du remaniement de la façon suivante:

En janvier 1975, avec un an d'avance sur la prévision normale, non seulement les prix internationaux socialistes furent modifiés, mais encore la règle de leur détermination fût changée: désormais les prix seraient révisés tous les ans tout en restant fixés d'après la moyenne des cinq années précédentes, avec une exception pour le prix du pétrole qui pour l'année 1975 seulement devait être calculé d'après la moyenne des prix de 1972-74 et ensuite suivre la règle générale.³³

La hausse des prix des matières premières (surtout le pétrole) a eu pour effet d'exacerber les conditions déjà précaires de développement des démocraties populaires principalement sur le plan de leur approvisionnement en pétrole soviétique. Cette exacerbation a contribué d'une part à marquer de façon plus évidente les différences entre les conditions de développement de l'U.R.S.S. et celles qui prévalent au sein des démocraties populaires, et, d'autre part, à une régionalisation accrue à l'échelle des pays est-européens du C.A.E.M. de ces mêmes exigences et conditions de développement. Examinons quelques-unes des principales répercussions engendrées par la hausse des prix du pétrole soviétique. D'une façon générale, l'on assiste à un alourdissement des obligations de paiements (sous forme de monnaie ou de biens) des pays importateurs de pétrole vis-à-vis l'U.R.S.S.; alourdissement qui résulte entre autre d'une détérioration de leur terme d'échanges avec ce pays. Par exemple, Tardos rappelle que pour la Hongrie, dans ses relations avec la communauté socialiste à cause d'une hausse plus prononcée du prix de ses importations de produits énergétiques par rapport à la valeur de ses exportations:

Les termes de l'échange restés stables jusqu'en 1975 se sont détériorés de 17% jusqu'en 1977, et il semble que cette tendance se maintiendra jusqu'en 1980. La mesure de la détérioration atteindra ou même dépassera celle déjà enregistrée dans le commerce avec les pays non socialistes.³⁴

Dans un même temps cette hausse des prix, conjuguée aux pressions exercées par la hausse des prix des importations des produits occidentaux, a entraînée une accentuation des problèmes de nature inflationniste au sein des pays du C.A.E.M. Cette double hausse des prix à l'importation a obligé les gouvernements est-européens à consacrer une part accrue de leur budget à la mise sur pied de politiques (subventions ou autres) afin d'atténuer la croissance des taux d'inflation et l'impact des conséquences qui s'y rattachent.³⁵ Par exemple, en Pologne en 1975, une part de 17,5% du budget était destinée à pallier les effets de l'inflation sur l'économie nationale.³⁶ Toujours à titre d'exemple, l'auteur hongrois Csikos-Nagy estime que les subventions de l'Etat avait réussi à neutraliser en 1973 près de 30% du taux d'inflation importé, et en 1974 près de 70%.³⁷ Malgré ces succès probants, il paraît évident que l'implication croissante des fonds gouvernementaux visant à juguler les effets de l'inflation canalise des sommes qui pourraient être investies à des fins plus productives ou encore à la réalisation d'autres priorités telle l'expansion de l'industrie d'exportation.

Les hausses enregistrées dans la facture des importations de matières premières soviétiques se sont également traduites à partir de 1974 par une augmentation presque constante des soldes excédentaires de la balance commerciale de l'U.R.S.S. avec ses partenaires du C.A.E.M..³⁸ A ce niveau, il faut préciser que seule la Roumanie, qui a commencé à importer du pétrole d'origine soviétique uniquement en 1979, continue d'enregistrer des soldes commerciaux positifs avec l'U.R.S.S., bien que ceux-ci soient en diminution constante depuis 1975 (121,6 millions de roubles à 7,7 millions en 1978). La diminution de ses réserves de pétrole et les difficultés qu'elle a éprouvées à s'approvisionner sur le marché du pétrole international (principalement Iran) explique en grande partie cette nécessité d'importer du pétrole soviétique. D'ailleurs, à l'instar de ses partenaires du C.A.E.M., il est à prévoir que les besoins roumains en matière d'énergie et d'approvisionnement extérieur seront croissants, ce qui accentuera encore davantage le phénomène de la régionalisation des conditions de développement des démocraties populaires.

E) Régionalisation des conditions de développement au sein des démocraties populaires et différenciation du cas soviétique

L'une des principales conséquences de la crise mondiale sur les économies socialistes du C.A.E.M. fût d'accentuer les différences entre les conditions de développement de l'Union

soviétique et celles qui prévalent au sein des pays européens. Compte tenu de ses capacités appréciables d'exploitation de ses nombreuses ressources naturelles, la hausse des prix des matières premières (surtout combustibles) sur le marché mondial et sur celui du C.A.E.M. a directement contribué à l'amélioration des conditions de développement des rapports qu'elle entretient avec les pays capitalistes et ses partenaires socialistes. Nous devons toutefois préciser qu'en dépit de la nouvelle formule de calcul des prix retenue par les pays du C.A.E.M. et instituée en 1975, le prix du pétrole soviétique sur le marché du C.A.E.M. reste inférieur à celui pratiqué sur le marché mondial. L'écart entre ces deux prix se situerait selon diverses estimations entre 25% et 40%.³⁹ Il apparaît évident que cet écart désavantage l'Union soviétique en terme de revenu immédiat puisque théoriquement il lui serait possible d'accroître ses revenus--principalement en devises--en acheminant une part plus importante de son pétrole vers l'Ouest au détriment de ses partenaires du C.A.E.M.. C'est d'ailleurs ce qui peut expliquer que l'U.R.S.S. a démontré une certaine réticence à livrer à la Roumanie de son précieux produit lorsqu'en 1979 celle-ci en a fait la demande.⁴⁰ Dans la même perspective, et tenant compte de ses capacités d'exploitation actuelles de ses richesses naturelles, il semblerait que l'U.R.S.S. ait avisé ses partenaires que les livraisons de son pétrole se maintiendraient pour les prochaines années uniquement au niveau de celles de

1980.⁴¹ Par contre, l'U.R.S.S. n'a certes pas intérêt ni sur le plan économique ni sur le plan politique à stimuler une détérioration drastique des conditions déjà pénibles d'approvisionnements en combustible des démocraties populaires. En effet, un drainage inconditionnel des économies est-européennes par l'U.R.S.S. pourrait dégénérer dans un climat de tensions politiques et d'instabilité qui irait indéniablement à l'encontre des intérêts soviétiques. Toutefois, en dépit de la primauté des intérêts politiques, il ne faudrait pas supposer que l'U.R.S.S. agit dans ses relations avec ses partenaires socialistes sans considération économique. Par exemple, tout en proposant aux démocraties populaires des plans de développement qui répondent à leur priorité immédiate d'approvisionnement en pétrole, et ce à des coûts d'achat réduits par rapport à ceux en vigueur sur le marché mondial, elle incite celles-ci à participer directement à la mise en valeur de son propre potentiel énergétique. Le hongrois Tardos fait d'ailleurs état de cette situation lorsqu'il affirme que:

...si nous (Hongrie) voulons accroître nos importations de matières premières les plus importantes ...en provenance de la zone rouble, nous devons contribuer par une certaine participation aux investissements nécessaires, par exemple en Union soviétique, pour obtenir une augmentation de la production de ces produits.⁴²

De plus, il est possible de supposer, comme le laisse entendre Bogomolov, directeur de l'Institut de l'économie du

système socialiste mondial, que les dirigeants soviétiques exigeront en retour de leurs livraisons de pétrole une part plus importante de biens dont la qualité sera supérieure et se rapprochera davantage des standards mondiaux. Il dira notamment:

Pour compenser cette hausse (hausse des prix de pétrole sur le marché du CAEM) il est indispensable de développer les exportations et d'en accroître l'efficacité. Les pays du CAEM sont pour le moment obligés de recourir aux crédits pour payer une partie de leurs importations. L'accroissement des exportations pour compenser le coût croissant des importations d'énergie est une tâche à laquelle doivent contribuer les plans économiques nationaux à long terme et leur coordination.⁴³

Comme l'indique la dernière phase de cette citation, l'un des moyens préconisés et privilégiés par les soviétiques --notamment en raison des implications politiques qu'il nécessite-- afin d'instaurer une production qualitativement supérieure et une exploitation plus rationnelle des ressources naturelles, sera l'approfondissement et le perfectionnement du processus d'intégration régionale dont notamment au niveau du développement de la spécialisation industrielle intra-CAEM. Ainsi, la hausse des prix des matières premières influera-t-elle non seulement sur les mesures visant à pallier les perturbations immédiates engendrées par la hausse, mais également sur l'ensemble du processus dont les éléments demeurent fortement interdépendants. C'est en ce sens que nous devons interpréter l'affirmation suivante de Bogomolov:

Désormais, le problème énergétique doit être résolu non pas isolément, mais en corrélation avec d'autres secteurs, avant tout les constructions mécaniques.⁴⁴

Pouvons-nous supposer que cette conception des dirigeants soviétiques en ce qui concerne les méthodes susceptibles de résoudre les problèmes énergétiques au sein du C.A.E.M. est également partagée par les démocraties populaires ou, au contraire, comme cela s'est produit à maintes occasions par le passé, subsistent-ils des divergences fondamentales entre les diverses solutions proposées? A notre avis, la réponse à cette interrogation doit s'inscrire dans une perspective qui tient compte des récents développements (depuis 1973) qui se sont opérés dans les conditions de développement des pays du C.A.E.M.. C'est pourquoi nous croyons qu'une récapitulation des principaux éléments de l'argumentation développée dans cette section du chapitre s'impose; récapitulation qui nous permettra à la fois d'agencer à l'intérieur d'une dynamique globale chacun des éléments précédemment exposés et de présenter les conclusions de cette analyse.

Au niveau de ses relations avec les pays occidentaux, nous pouvons affirmer que les avantages dont l'U.R.S.S. a bénéficiés sont presque essentiellement de nature économique, alors qu'avec les pays socialistes ils furent déterminant à priori sur le plan politique le pouvoir décisionnel des dirigeants soviétiques dans l'organisation régionale s'étant accrue. Ainsi, contrairement aux démocraties populaires, les gains

soviétiques générés par certaines manifestations de la crise mondiale ont-ils permis d'atténuer et même de surpasser les effets perturbateurs de cette crise; effets qui pour l'U.R.S.S., en raison du fait qu'elle possède le même type de structure et d'organisation économique, demeurent sensiblement les mêmes que ceux qui ont affecté les pays est-européens.

Pour les démocraties populaires, la crise mondiale loin d'être profitable a signifié d'une part une exacerbation directe des difficultés qu'elles éprouvaient à accroître leur participation au commerce Est-Ouest et, d'autre part, une intensification des liens de dépendances qui les lient à l'économie soviétique. En effet, de plus en plus vulnérable aux fluctuations de l'économie mondiale, les démocraties populaires ont vu les obstacles à l'expansion de leurs exportations vers l'Ouest et de leurs importations d'origine occidentale, être accentuées par la montée d'un néo-protectionnisme occidental et par une hausse des prix des produits qu'elles importent de l'Ouest. De plus, au cours de la même période, suite à une augmentation rapide du prix des matières premières sur le marché du C.A.E.M. (surtout le pétrole), les démocraties populaires devaient subir une hausse importante du coût de leurs importations de matières premières en provenance des pays de la région. A ce niveau, nous avons reconnu précédemment que seul l'U.R.S.S. a véritablement bénéficié de cette hausse des prix.

Or, en dépit de cette série de difficultés qui se présentait aux économies est-européennes, et compte tenu de leurs schémas et exigences de développement, les démocraties populaires n'ont pu se résoudre à pratiquer et maintenir, sur une période relativement étendue, une politique de restriction de leurs importations. Cette situation commerciale difficile avec les pays de l'OCDE s'est d'ailleurs traduite par un accroissement de leur endettement et par la persistance des problèmes qu'elles éprouvent au niveau du déficit de leur balance commerciale avec les pays occidentaux. De surcroît, l'alourdissement des obligations de paiements envers l'U.R.S.S. sous toutes ses formes (y compris l'obligation d'une participation directe au développement du secteur énergétique de ce pays), en retour de ses livraisons de pétrole a accrue la dépendance des démocraties populaires envers l'économie soviétique. D'ailleurs, l'éventualité d'une ponction accrue par les soviétiques à l'intérieur des stocks déjà réduits des marchandises dites convertibles, n'améliore en rien les problèmes relatifs à l'expansion des exportations des démocraties populaires vers l'Ouest.

Si les répercussions de la crise mondiale sont ressenties à des degrés différents par les démocraties populaires, il n'en demeure pas moins qu'elles ont affecté l'évolution de chacune d'elle. La régionalisation des répercussions et exigences de développement a contribué à harmoniser davantage

leurs intérêts. Cette harmonisation s'est répercutée sur les solutions envisageables afin de résoudre les principales difficultés auxquelles elles font faces. Par exemple, la nécessité d'augmenter dans une proportion satisfaisante l'exportation des produits est-européens sur le marché mondial afin d'améliorer les conditions de réouverture, s'étend à des degrés variables à toutes les démocraties populaires. La solution globale à leur problème demeure ainsi liée à la réussite du mouvement de restructuration déjà engagé au cours de la période précédente. En effet, cette restructuration pourrait favoriser une intensification de leur processus productif, ce qui faciliterait indéniablement l'internationalisation de leur production.

Considérant les limites qui ont affecté les différentes composantes de la stratégie globale de développement, à notre avis, il semblerait que seule la combinaison de deux options s'offre aux pays de l'Est. Premièrement, ils doivent poursuivre leur processus de réinsertion dans l'économie mondiale en développant principalement les méthodes relativement nouvelles de coopération industrielle Est-Ouest, sachant qu'au niveau commercial ils se buttent à des incapacités structurelles difficilement surmontables. En effet, il appert que certaines formes de coopération industrielle Est-Ouest (CIEO), telle la co-production permettent de surmonter les obstacles traditionnels à l'accroissement des relations Est-Ouest.⁴⁵

A ce propos, le rapport du secrétariat de la CNUCED sur les relations commerciales entre pays à systèmes économiques et sociaux différents, mentionne que:

La coopération économique, comparée aux échanges commerciaux traditionnels, pourrait influencer davantage le secteur de la production matérielle et, en particulier, contribuer au progrès de son niveau technologique. Ces résultats positifs de la coopération économique sont dus à ce qu'un grand nombre des projets de coopération industrielle Est-Ouest se situent dans des secteurs technologiquement avancés tels que les industries mécaniques, métallurgiques, chimiques, électriques, etc.. En 1979-1980, les partenaires des deux groupes de pays ont décidé de conjuguer leurs efforts pour élaborer de nouveaux projets de grande envergure. Par exemple, une aciérie belge s'est engagée à coopérer à la construction en République démocratique allemande d'une usine de laminage et de découpage, dont le coût s'élèvera à plusieurs millions de dollars;....⁴⁶

Cette option a continué à se développer en dépit de certains ralentissements au cours de la période 1973 à 1980.⁴⁷ Par exemple, d'après le secrétariat de la CNUCED l'on pouvait compter en 1980 au delà de 1500 accords et contrats de C.I.E.O.. D'ailleurs cet organisme estime que la C.I.E.O., au cours des années 1980 à 1990, interviendra davantage dans le développement général du commerce Est-Ouest qu'au cours des années 1970 à 1980:

Il semble que l'on soit justifié à penser que le développement du commerce Est-Ouest subira dans une plus large mesure que la décennie précédente l'influence de diverses formes de coopération industrielle bilatérale et multilatérale, surtout si les négociations en cours sur un certain nombre de grands projets aboutissent à la conclusion de nouveaux accords de coopération.⁴⁸

Toutefois, en dépit de ces estimations positives, il est permis de croire que les difficultés actuelles des pays de l'Est sur le plan commercial se repercuteront sur le climat et les conditions générales dans lesquelles se développent les différentes formes de coopération Est-Ouest. Par exemple, la situation critique de certains pays au niveau de leur endettement peut éventuellement, si aucun correctif n'y est apporté, miner la crédibilité et la solvabilité de cette région dont le potentiel productif et la stabilité économique-politique représentaient un atout majeur pour les investisseurs occidentaux.

La seconde option qui semble s'offrir aux pays de l'Est, afin de surmonter les difficultés qu'ils éprouvent dans leurs tentatives visant à accroître leur participation au commerce international a pour objet l'approfondissement et le perfectionnement du processus d'intégration économique régional. Passons maintenant à la seconde section de ce chapitre qui traitera spécifiquement de cette question.

Section II: Le développement du processus d'intégration au cours de la période 1973 à 1980

Suite aux répercussions de la crise mondiale sur le processus de réouverture et au maintien des limites politiques et économiques au développement efficace du mouvement des réformes, l'intégration régionale reste parmi les trois composantes de la stratégie globale de développement celle qui,

tout en demeurant dans les paramètres politiquement favorables à l'Union soviétique, peut répondre aux priorités économiques auxquelles doivent faire face les dirigeants des démocraties populaires. En effet, pour ces dirigeants, l'approfondissement et le perfectionnement du processus d'intégration régionale apparaît de plus en plus comme étant nécessaire à leur développement, premièrement et principalement en raison du fait qu'il permet de solutionner en partie, les problèmes de production et d'approvisionnement en énergie de la région, et, deuxièmement, parce qu'il favorise la restructuration de leur économie dans le sens d'une modernisation de leur processus productif. L'accroissement de la productivité du travail généré par le progrès technologique et par la rationalisation, la spécialisation, et la régionalisation de la production représente pour les dirigeants est-européens une des seules alternatives possibles qui leurs permettraient de surmonter les incapacités structurelles qui limitent le développement des autres composantes de la stratégie globale. Dans cette perspective, nous pouvons affirmer que le développement laborieux des réformes et de la réouverture exacerbé par les répercussions de la crise mondiale ont considérablement réduit le champ d'action et les alternatives possibles qui s'offrent aux dirigeants des démocraties populaires. Il est intéressant de constater que le hongrois Bogнар, dans son article sur Les options nouvelles de la politique économique extérieure de son pays, est amené à

conclure dans le même sens. Il dira notamment:

En analysant la réponse de la nouvelle stratégie de l'économie extérieure face au changement d'ère de l'économie mondiale, je pense que la partie des décisions politico-économiques des petits pays est d'avance limitée.⁴⁹

Nous devons maintenant examiner comment ces récentes modifications dans les conditions de développement des pays du C.A.E.M. ont influé concrètement sur l'orientation des politiques d'intégration adoptées depuis 1973. A cet effet, nous concentrerons notre analyse notamment sur l'étude du Plan Concerté des Mesures Intégrationnistes Multilatérales (1975) et des Programmes finalisés (1978-1979), bien qu'il y eut d'autres mesures de coopération et d'intégration adoptées au cours de cette même période. Par exemple, selon le rapport du Secrétariat de la CNUCED de juillet 1980:

La spécialisation et la coopération dans le secteur de la production ont été favorisées par la conclusion de ce qu'il est convenu d'appeler des schémas généraux de spécialisation et de coopération en matière de production entre l'URSS et la Bulgarie, la République démocratique allemande, la Hongrie et la Tchécoslovaquie respectivement. Ces schémas qui s'appliquent jusqu'en 1990 prévoient une coopération globale dans presque tous les domaines de la production matérielle ...et seront étroitement associés à la mise en oeuvre des programmes spécifiques de coopération à long terme.⁵⁰

En ce qui a trait aux spécificités de ces schémas, il y a très peu d'information disponible. Or, puisque ceux-ci semblent "étroitement associés" aux projets de coopération

à long terme, soit les Programmes finalisés (10 à 15 ans), nous croyons que l'analyse de ces derniers, ainsi que du Plan concerté et de quelques données sur la spécialisation, répondra parfaitement aux exigences de cette recherche.⁵¹

Nous devons préciser dès maintenant que dans notre perspective, les différentes mesures communes adoptées au cours de la période 1973 à 1980, dont le Plan concerté et les Programmes finalisés sont considérées comme des instruments dont la mise en oeuvre--tout en s'inscrivant dans les schémas de réalisation des objectifs du Programme complexe--constitue une nouvelle étape dans le processus d'intensification et d'institutionnalisation de l'intégration économique régionale. Comme dans notre analyse du Programme complexe, nous estimons que la seule adoption des différentes mesures de type intégrationniste au cours de la période 1973 à 1980 représente en soi une évolution importante qui exprime un renforcement de la volonté de cohésion et d'intégration des pays du C.A.E.M.. Le hongrois Szita, dans un article à l'intérieur duquel il traite des conséquences du Plan concerté, abonde dans le même sens. Il dira:

But the most important new element in the programs is, in my opinion, that they display a more resolute effort than ever at the optimal solution by common effort of economic and production tasks facing the Comecon countries at the level of the community.⁵²

Comme nous l'avons déjà indiqué, nous ne considérons pas les déviations au niveau des échanges comme étant des indicateurs valables afin d'estimer le "degré" ou le niveau d'intégration au sein de la région. Il est évident qu'une réorientation drastique des flux d'échanges inter-zones pourrait être la manifestation d'un mouvement de désintégration, ou encore d'intégration, selon la perspective dans laquelle on se place. Mais, dans notre cas, bien que les taux de croissance annuels moyens des échanges intra-C.A.E.M. sont inférieurs à ceux enregistrés avec l'Ouest, soit entre 1970 et 1975 d'environ 10% et entre 1975 et 1980 de 1%, ces variations ne sont pas considérées comme drastiques et ne peuvent être associées à une volonté de désintégration chez les dirigeants de l'Est.⁵³ La logique d'une utilisation absolue de l'indicateur "échanges" dicte qu'une politique visant à l'approfondissement du processus d'intégration au sein du C.A.E.M. devrait être considérée dans cette éventualité comme une politique de nature autarcique. Or, contrairement à cette dernière affirmation, nous avons reconnu que la période dite d'autarcie des pays socialistes correspondait à une phase de désintégration économique alors que la période de réouverture s'associait au niveau temporel avec une intensification du processus d'intégration régionale. Ainsi, à ce propos l'observation suivante des auteurs soviétiques Chiriaev et Sokolov est selon nous pleinement justifiée. Ils diront:

Les rythmes rapides de développement des échanges des pays du CAEM avec les pays capitalistes prouvent que l'intégration socialiste n'entraîne pas l'isolement des pays socialistes, ne les empêche nullement d'établir des contacts d'affaires avec des partenaires faisant partie du système opposé. Qui plus est, au fur et à mesure que le Programme complexe visant à accroître l'efficacité et le niveau technique de la production est traduit en pratique, des conditions matérielles apparaissent pour des liens économiques plus intenses entre les pays du CAEM et les pays tiers.⁵⁴

Outre les modifications institutionnelles qui ont déterminé l'orientation du processus d'intégration, le niveau de la spécialisation combiné aux nombres imposants de mesures visant à approfondir celles-ci demeurent, à notre avis, des indices importants pour évaluer les progrès de l'intégration. Or, la part des biens produits sous les chapitres d'accords de spécialisation à l'intérieur des échanges totaux au sein du C.A.E.M. s'est constamment accrue au cours des deux derniers quinquennats. A ce sujet Israelewicz nous rapporte que:

Marginale dans les années 1966-1970, la part des échanges spécialisés dans les échanges mutuels totaux était de 10% environ au cours du quinquennat 1971-1975 et devait atteindre 20-22% en 1976-1980.⁵⁵

Dans la même perspective, selon les estimations du Secrétariat de la CNUCED, alors qu'en 1975 la part des biens mécaniques et électriques produits sous l'égide d'accords de spécialisation et de coopération était d'environ 20%, celle-ci devait atteindre en 1980 près de 50%.⁵⁶

Le Plan concerté et les
Programmes finalisés

Le Plan Concerté des Mesures Intégrationnistes Multilatérales et les Programmes finalisés représentent de nouvelles formes de coordination des plans qui reste l'un des principaux moyens d'intégration utilisé par les pays du C.A.E.M.. Mais, le Plan concerté n'a pas la fonction ni le pouvoir d'un plan à caractère supra-national. Les mesures qui y sont prévues s'insèrent à l'intérieur des plans nationaux et par le fait même sont sujettes au pouvoir de l'Etat national. Généralement, les modalités de participation sont établies dans le cadre d'accords bilatéraux entre les parties concernées. Le Plan concerté est établi pour une période de cinq ans. Dans cette recherche, nous examinerons le contenu de celui qui fut adopté en 1975 et qui couvre les années 1976 à 1980. Comme nous l'indique les auteurs Gilbert et Janowski, le contenu de ce Plan ne fût jamais publié littéralement, ce qui n'en facilite en rien l'analyse. Nous savons toutefois que celui-ci doit concentrer ses activités sur quatre grands secteurs, soit:

- " - la construction en commun d'objectifs industriels dans des secteurs déterminés;
- la spécialisation et la coopération dans des domaines choisis de la production;

- la recherche de solutions aux problèmes scientifiques et techniques...qui ont importance particulière pour les différents pays;
- enfin, des mesures multilatérales destinées à accélérer le développement économique de la Mongolie." ⁵⁷

Selon Gilbert et Janowski, sur un montant global de 9 millions de roubles transférables, près de 90% des fonds engagés dans la réalisation des différents projets qui s'intègrent à ce Plan touchent le secteur énergétique. Parmi les projets communs d'envergures dont la mise en oeuvre est liée au Plan concerté, ces deux auteurs mentionnent, entre autres, le gazoduc d'Orenburg, la ligne à haute tension de Vinnitsa, le combinat d'amiante de Kiembay et les usines de caoutchouc synthétique en Roumanie. ⁵⁸

La prépondérance du secteur énergétique à l'intérieur du Plan concerté et l'imposante participation de l'Union soviétique au financement des projets--4,5 milliards de roubles transférables--expliquent en grande partie pourquoi huit des dix projets communs dénombrés en 1979 s'effectuent sur le territoire soviétique. ⁵⁹ En ce qui a trait à la spécialisation et à la coopération intra-C.A.E.M., le Plan anticipe diverses mesures qui en favorisent le développement, notamment dans les secteurs tels l'industrie automobile, l'électronique, les

produits chimiques utilisés dans l'agriculture, et les équipements nécessaires à l'implantation de l'industrie nucléaire.

Les Programmes finalisés sont établis pour des périodes qui varient entre 10 et 15 ans. Les Programmes sont conçus de façon à procurer aux principales priorités de développement des pays du C.A.E.M. un cadre général d'opération où la spécialisation, la coopération, l'investissement commun et les Plans concertés--qui temporellement y correspondent--demeurent les méthodes d'intégration privilégiées par les dirigeants de ces pays.⁶⁰ Lugan nous rappelle que les mesures adoptées dans le cadre de ces Programmes (accords de spécialisation, etc.) ont un caractère obligatoire pour les co-signataires. Il faut supposer que, légalement, la participation de ces derniers est soumise aux bases juridiques conventionnelles qui régissent les relations intra-C.A.E.M. dont la volonté de les perfectionner fut affirmée dans le Programme complexe.

Chaque Programme oeuvre dans un domaine spécifique d'opération, bien qu'il existe des liens étroits entre certains d'entre eux. Il s'agit nommément des domaines de:

- l'énergie - combustibles et matières premières;
- les constructions mécaniques;
- l'agriculture et les produits alimentaires;
- les biens de consommation d'origine industrielle;
- le transport.⁶¹

Les auteurs Gilbert Et Janowski résumant quelques-unes des principales implications que suppose la réalisation de ces Programmes. Ils diront:

Dans le cadre de ces programmes, environ 150 accords (bi et multilatéraux) seront signés; 52 l'étaient au 1^{er} mars 1980 dont 10 pour le programme "Energie, combustibles, matières premières," 7 pour l'agriculture, 15 pour les constructions mécaniques et 16 pour les transports. Le coût de ces programmes est estimé à 66-86 milliards de roubles transférables (100-130 milliards de dollars).⁶²

En encourageant l'extension de la spécialisation et de la coopération intra-C.A.E.M., les Programmes finalisés stimulent et permettent d'enregistrer des progrès quantitatifs notables dans les diverses productions envisagées. Par exemple, le Programme consacré aux "biens de consommation" avec le concours de ceux de "l'industrie mécanique" et des "transports" essaient d'implanter des techniques de production nouvelles et des services d'après ventes qualitativement supérieures à ceux déjà existant en adoptant différentes mesures de standardisation et en investissant dans la recherche technologique et le développement des systèmes de transport. L'industrie du textile est particulièrement affectée par ces Programmes qui ont mis en oeuvre une politique visant à accélérer le renouvellement des biens d'équipements.

Ces réaménagements qualitatifs à l'intérieur de secteurs précis peuvent--s'ils sont exécutés de façon satisfaisante--permettre à la production régionale de couvrir dans une plus large mesure la demande nationale pour ces

marchandises tout en augmentant les capacités d'exportation de ces dernières sur des marchés tiers. A ce sujet, l'exemple du secteur agricole mérite également d'être souligné. Si le Programme finalisé "agricole" conjointement avec celui de "l'industrie mécanique" permet d'intensifier et d'accroître les performances de cette production par une amélioration de l'équipement et une rationalisation de l'activité agricole, l'on aura résolu, en partie, un des problèmes majeurs des économies soviétiques et est-européennes qui actuellement draine une part importante des fonds destinés à l'importation de produits occidentaux. La résolution même partielle des difficultés des pays du C.A.E.M. en cette matière pourrait engendrer, soit simplement une diminution des déficits commerciaux envers l'Occident, ou encore une relocalisation des fonds utilisés à des fins d'importation de produits agricoles vers d'autres secteurs également d'importation comme celui des biens dit technologiques.

En résumé, nous estimons que le Plan concerté et les Programmes finalisés, parce qu'ils favorisent un réaménagement des structures productives, contribuent à la résolution ou à l'atténuation de certains problèmes économiques majeurs et à poser les bases nécessaires à une participation accrue des pays du C.A.E.M. à la D.I.T.. Mais, en dépit des progrès réalisés en matière d'intégration, il n'est pas assuré que les mesures préconisées par le Plan concerté et les Programmes

finalisés permettent de résoudre efficacement l'ensemble des difficultés qu'éprouvent les économies est-européennes et soviétiques dans leur processus de développement. Cette incapacité s'explique d'une part en raison du fait que certains des problèmes sont relatifs à la nature même du régime, ce à quoi l'intégration ne s'attaque guère--au contraire; elle favorise la consolidation des rapports sociaux actuels à l'échelle du bloc--et d'autre part, en raison de la persistance de certaines limites qui rendent difficile la mise en oeuvre de quelques politiques visant à l'approfondissement du processus d'intégration principalement sous sa forme multilatérale. Parmi ces limites on rappellera notamment celles concernant: l'existence de certaines différences entre les Etats du C.A.E.M. au niveau de leur système de gestion et de planification; le maintien de procédures de règlements des échanges qui favorisent la domination du bilatéralisme sur le plan commercial; et l'existence d'un régime de propriété qui rend difficile l'internationalisation de la firme socialiste. De plus, en dépit de la filiation de 'classe' qui unit les dirigeants des pays de l'Est, et de la reconnaissance par ces derniers du fait que la résolution de certains de leurs problèmes se situe à un niveau régional, l'on ne peut certes pas parler de fusion entre les intérêts nationaux et régionaux, ce qui, en soi, exclu dans les conditions actuelles le principe de l'intégration totale et toutes mesures qui pourraient


éventuellement dégénérer dans une négation du principe de la souveraineté. D'ailleurs, en 1974, les Etats du C.A.E.M. ont révisé la formulation de certains passages de la charte de l'organisation signée en 1959. Cette reformulation visait à réaffirmer avec plus de vigueur les principes de l'internationalisme socialiste, de souveraineté étatique, d'indépendance et de non-intervention dans les affaires intérieures.⁶³

Pour terminer cette section de l'ouvrage, ajoutons à ces propos qu'à notre avis, malgré la réalisation de certains progrès--avec l'adoption du Plan concerté et des Programmes finalisés--en matière de multilatéralisation du processus d'intégration, la dépendance accrue des démocraties populaires envers le développement du secteur énergétique soviétique et la concentration importante des projets intégrationnistes en ce domaine risque de miner sérieusement ces tentatives de multilatéralisation au profit d'une intégration de type "étoile," c'est-à-dire des démocraties populaires à l'économie soviétique. Or, dans quelle mesure, dans l'état actuel de leur développement, les pays est-européens peuvent-ils résister à ce type d'intégration dont le conservatisme des dirigeants soviétiques et l'hégémonisme politique que pratique ce pays en favorisent le maintien sans toutefois s'y opposer radicalement?

En terme de conclusion à ce chapitre, afin de faciliter la compréhension de la dynamique qui anime le développement

du processus d'intégration, nous croyons devoir remodeler les distinctions purement théoriques que nous avons déjà exercées entre les diverses fonctions de l'intégration.

Dans un premier temps, examinons la fonction dite politique. La régionalisation des exigences de développement au sein des démocraties populaires a plus ou moins contraint les dirigeants de ces pays à reconnaître que la solution à plusieurs de leurs difficultés se situe au niveau de l'organisation des rapports économiques régionaux, ce qui a résulté dans un renforcement du compromis qui était à la base de l'adoption du Programme complexe. Ce compromis s'est traduit par une diminution--surtout chez les dirigeants de certaines démocraties populaires--du poids de la fonction politique dans la balance décisionnelle. Cette fonction apparaît néanmoins essentielle à la compréhension de l'évolution du processus d'intégration, notamment en ce qui a trait à l'analyse du comportement soviétique vis-à-vis ce processus. Nous estimons que dans sa conclusion sur le commerce intra-C.A.E.M. et son influence sur le développement économique soviétique, Lavigne expose avec justesse la position actuelle de l'U.R.S.S. face à l'intégration. Après avoir reconnu que ce processus était à priori dans la stratégie soviétique un instrument politique, l'auteur ajoutera ce qui suit:



Nous dirons en conclusion que la croissance économique soviétique ne dépend pas essentiellement du commerce intra-CAEM. Le renforcement de l'intégration socialiste est un enjeu suffisamment important à tous les égards pour l'URSS pour justifier s'il en est besoin les sacrifices économiques. Les effets bénéfiques éventuels de l'intégration ne sont pas certes négligeables, mais de façon générale il s'agit plus pour l'URSS de minimiser les coûts que de maximiser les avantages.⁶⁴

Dans un second temps, nous estimons que l'orientation du processus d'intégration au cours de la période 1973 à 1980 a été en grande partie déterminée par le renforcement de sa fonction dite palliative. En effet, les nombreuses difficultés et perturbations découlant de la réouverture des pays de l'Est face aux économies occidentales, et exacerbées par la crise mondiale, combinées aux performances insuffisantes et insatisfaisantes du mouvement réformiste, ont contribué à une accentuation du rôle de l'intégration régionale dans la stratégie globale de développement. Cette accentuation s'explique en raison du fait qu'une intégration accrue au niveau régional peut permettre à court terme d'atténuer les effets perturbateurs immédiats de la politique de réouverture (endettement, déficit de la balance commerciale, etc.) et, à long terme, faciliter la résorption, sinon le dépassement, de certains obstacles structureaux qui limitent le développement des autres composantes de la stratégie globale. Il faut remarquer que ce dernier aspect est acceptable que dans la mesure où l'intégration permettra une spécialisation des

économies soviétiques et est-européennes qui aura pour résultat de rendre plus compatible des structures productives qui furent développées pendant et en fonction d'une économie régionale de type autarcique. Ainsi l'on assiste sur le plan de notre division théorique à une véritable symbiose entre la fonction palliative et la fonction objective et première du processus d'intégration, soit celle visant à l'internationalisation des forces productives des pays du C.A.E.M.. En d'autres termes, le dépassement du cadre national de production au profit d'une "régionalisation" des forces productives des pays de l'Est, pourrait atténuer les effets négatifs d'une participation croissante de leur économie à l'économie mondiale en posant les bases nécessaires au maintien d'une telle politique.

En dernière analyse, il apparaît que pour les dirigeants des pays de l'Est, la détérioration des conditions de développement économique notamment au sein des démocraties populaires ne peut continuer de s'envenimer sans constituer une menace au maintien des rapports sociaux actuels tant sur le plan national que régional. C'est pourquoi, pour des raisons d'intérêt politique, la poursuite du mouvement de réinsertion dans l'économie mondiale est conditionnelle au renforcement des forces centripètes dont la canalisation permettra une extension graduelle des forces centrifuges dans des conditions propices au maintien de l'équilibre existant

au sein du bloc. Nous estimons que la régionalisation des conditions pénibles de développement des démocraties populaires conjuguée à une dépendance accrue de leur économie face à l'Union soviétique, auront sensibilisé les dirigeants de ces pays à la nécessité d'une consolidation non seulement économique mais également politique au sein du bloc.

REFERENCES

1. En ce qui concerne la notion de stagflation, vous pourrez consulter notamment l'article de J. Marczewski, Analyse causale de la stagflation, dans Chroniques d'actualité de la S.E.D.E.I.S., tome XXV, n° 17, octobre 1981, pp. 567-578.
2. Ibid., p. 577. Voir également annexe, tableau XVIII.
3. M. Lavigne, Les économies socialistes..., op.cit., p. 125.
4. C. McMillan dans son article, Some Thoughts on the Relationship between Regional Integration in Eastern Europe and East West Economic Relations, prepared for Internationale Wirtschaft: Vergleich und Interdependence, Festschrift für Franz Newschak (F. Levelk, ed.), août 1977, p. 2 dira: "The expansion of East-West relations in the early 1970's increased the sensitivity of the Eastern economies to the western economic crisis of the mid-1970's."
5. B. Csikos-Nagy, op.cit., p. 7.
6. P. Marer et J.M. Montias, East European Integration and East-West Trade, Indiana University Press, Bloomington, chapitre I, p. 50.
7. E. Zaleski, op.cit., p. 61.
8. Le projet Orenburg fût achevé en 1977. Il consistait à relier par un réseau de gazoducs les gisements d'Orenburg à la frontière occidentale de l'U.R.S.S.. Les six démocraties populaires et l'U.R.S.S. ont contribué de diverses manières à la mise en oeuvre du projet dont l'accord général de collaboration fût signé en juin 1974. Il est à noter que la participation occidentale à la mise en oeuvre de Orenburg fut très importante, notamment sur le plan du financement et sur celui de la fourniture de biens d'équipement. Pour de plus amples renseignements sur ce projet, voir Gilbert et Janowski, op.cit., pp. 14-25.
9. Voir annexe, tableau XIX.
10. Voir annexe, tableau XVII.
11. Voir annexe, tableau XVII.

12. En effet, l'on enregistra entre 1974 et 1975 une hausse de près de 70% du montant de la dette par rapport à l'année précédente, alors qu'entre 1975 et 1976 ce pourcentage diminuait à 26% pour finalement se stabiliser entre 1977 et 1980 aux environs de 10 à 15%. Voir annexe, tableau XVII.
13. F. Lemoine, La balance des paiements des pays de l'Est en 1978 et 1979, dans Le courrier des pays de l'Est, n° 247, janvier 1981, p. 14.
14. Précisons que le rapport du service de la dette est calculé en fonction du pourcentage couvert par les recettes à l'exportation en devises dans le remboursement des intérêts et du principal.
15. M. Lavigne, Les relations..., op.cit., pp. 30-31.
16. Voir annexe, tableau XI.
17. Voir annexe, tableau XVI.
18. Les auteurs soviétiques et est-européens font largement état de ces politiques discriminatoires à l'égard de leurs produits. Par exemple, Y. Chiriaev et A. Sokolov, dans leur article, Les relations d'affaires Est-Ouest: Potentialités et réalités, dans La vie internationale, 2 février (194), Moscou 1977, diront: "Le marché commun suit une politique discriminatoire dans le domaine de la taxation douanière à l'égard des pays tiers. De surcroît, il applique dans un grand nombre de cas, vis-à-vis de l'U.R.S.S. et des autres pays socialistes, surtout pour ce qui concerne les contingentements quantitatifs des importations, des mesures discriminatoires spécifiques." p. 47.
19. Nations-Unies, Les relations commerciales entre pays à systèmes économiques et sociaux différents et tous les courants commerciaux qui en découlent, examen des tendances et politiques du commerce entre pays à systèmes économiques et sociaux différents, Rapport du Secrétariat de la CNUCED, New York, août 1981, p. 29 (TD/B/859)
20. Cet état de pénurie relative de certains produits peut être la conséquence de plusieurs facteurs. Mais d'une façon générale, si l'on excepte les questions de conditions climatiques ou de rareté des ressources naturelles qui influent sur la production du secteur primaire, nous pouvons relier ceux-ci aux carences qui résultent d'un mode de production encore largement extensif et dont le processus d'intensification demeure lent et pénible en raison notamment de la nature des régimes et de leur environnement

marqué par la domination de la D.I.T.. En ce qui concerne l'étude des carences, voir notamment:
 A. Nove, L'économie soviétique, 2^e édition, Economica, Paris, 1981.

21. A ce sujet, Z. Fallenbuchl, dans Les récents..., op.cit.,, dira: "La récession de 1975 et la reprise lente et incertaine qui a suivie, ainsi que le protectionnisme accru qui en est résulté, ont eu un effet négatif sur la demande pour les exportations du CAEM. En 1975 les taux d'accroissement en prix courants des exportations vers les pays occidentaux industrialisés ont énormément diminué dans tous les pays du CAEM. Ils sont devenus négatifs en Bulgarie et en Hongrie et ont variés de 1,2% (Roumanie) à 12,4% (Pologne) pour les autres pays." p. 94.
22. En ce qui concerne la Roumanie, M. Balussou, dans son article "Les échanges de la Roumanie avec l'OCDE 1970-1980, dans Revue d'études comparatives Est-Ouest, vol. XII, n^o 4, décembre 1981, dira au sujet du cas Roumain ce qui suit: "Il apparaît que les termes de l'échange de la Roumanie envers l'OCDE aient progressé de 5 à 7% de 1970 à 1975 et de 3 à 5% jusqu'en 1977. Cette variation peut-être imputable à la hausse des prix mondiaux du pétrole que la Roumanie réexporte en produits dérivés vers l'Ouest. Il est peu probable que la Roumanie connaisse une situation aussi favorable en 1978." p. 106.
23. Dès 1979, "la Roumanie a connu une détérioration globale des termes de l'échange de 4,2%...", "ibid.
24. R.E. Kanet, Le commerce extérieur polonais: les interrelations entre la politique économique interne et extérieure dans Revue d'études comparatives Est-Ouest, vol. 11, n^o 1, 1980, p. 40.
25. M. Tardos, L'adaptation de la Hongrie à l'évolution du marché mondial, dans Le Collectif, Stratégie et division internationale du travail, organisé par F. Renversez et M. Lavigne, Economica, Paris, 1979, p. 52.
26. A ce sujet l'économiste hongrois Z. Krasznai, dans son article, Commerce Est-Ouest: une nouvelle étape, dans Revue d'études comparatives Est-Ouest, vol. 11, n^o 2, 1980, dira: "Depuis 1975, l'augmentation des exportations des pays socialistes vers les pays industriels développés est essentiellement due à l'essor des produits énergétiques vendus par l'URSS et la Pologne, pays assurant ensemble plus des deux tiers des exportations totales du CAEM." p. 92.

27. Voir annexe, tableau XIV.
28. R.E. Kanet, op.cit., p. 40.
29. Ibid., pp. 35-51. L'auteur cherchera à démontrer la thèse à savoir que "la Pologne s'est tellement intégrée dans l'économie mondiale (comme d'ailleurs la plupart des autres pays membres du Conseil d'aide économique mutuelle) que, de plus en plus, la politique économique interne sera sujette aux caprices du marché mondial...." p. 37.
30. M. Tardos, op.cit., p. 50.
31. Ibid., p. 64.
32. Y. Chiriaev et A Sokolov, op.cit., p. 44.
33. M. Lavigne, L'URSS dans le Comecon face à l'Ouest, dans Le Collectif, Stratégie des pays socialistes dans l'échange international, Etudes coordonnées par M. Lavigne, Economica, Paris, 1980, p. 41.
34. M. Tardos, op.cit., p. 53.
35. A ce sujet, F. Pindak, dans son article L'inflation en URSS et en Europe de l'Est, dans Revue d'études comparatives Est-Ouest, vol. 7, n° 3, septembre 1976, dira: "Il est impossible d'arrêter la hausse des prix aux frontières. La facture liée à l'accroissement du prix du pétrole brut soviétique a presque été immédiatement présentée au consommateurs est-européens.... Même si on continue à s'en tenir à la méthode de l'inflation latente, les subventions versées par l'Etat pour compenser les prix de détail artificiellement bas des denrées alimentaires de base et les pertes des entreprises d'Etat, auront probablement une influence sur le niveau de vie général. Ces subventions ont atteint 15% des ventes au détail en Allemagne de l'Est en 1973 et elles ont doublé en 1974...." p. 23.
36. R.E. Kanet, op.cit., p. 45.
37. B. Csikos-Nagy, op.cit., p. 8.
38. A. Tirapolsky dans son article intitulé, Dix ans de commerce intra-CAEM, dans L'URSS et l'Europe de l'Est en 1980-81, sous la direction de I. Schreiber, Notes et études documentaires, La documentation française n° 4633-4634, 10 septembre 1981, dira à ce sujet: "Depuis 1974...l'URSS a un solde constamment positif et d'une ampleur croissante. La réduction du solde qu'on observa en 1978 est due à l'entrée en statistique du gazoduc d'Orenbourg...ou plus exactement de tous

les équipements et du matériel dont la livraison par les pays est-européens s'est échelonnée sur plusieurs années." p. 114. Voir également annexe, tableau XX.

39. L'appréciation de l'écart entre les prix en vigueur sur le marché mondial et celui du CAEM varie selon les sources utilisées. A ce sujet, M. Lavigne, dans son article L'URSS dans le Comecon..., op.cit., dira: "En 1979, un auteur soviétique écrivait que le prix soviétique était de 25% à 30% inférieur au prix mondial; le Financial Times écrivait le 29 juin de la même année que ce prix était de 40% inférieur au prix de l'OPEP. Le 15 novembre 1979 un article du quotidien tchèque Rude Pravo mentionnait également cet écart de 40%...." p. 41.
41. M. Balussou, op.cit., p. 101.
42. M. Lavigne, L'URSS dans le Comecon..., op.cit., pp. 39-40.
43. M. Tardos, op.cit., p. 53.
43. O. Bogomolov, Recherche de solutions collectives, le problème énergétique dans les pays du CAEM, dans, La nouvelle revue internationale, n° 8 (264), août 1980, p. 151.
44. Ibid., p. 45.
45. S. Van Raepenbusch, op.cit., dit à ce sujet: "Elles (sociétés à capital mixte) présentent comme avantages du côté socialiste, de permettre une augmentation des exportations, l'accès directe aux marchés étrangers, une amélioration de compétitivité et de technologie, la formation d'un personnel de qualité...." p. 34.
46. Nations Unies, Les relations commerciales entre pays à systèmes économiques et sociaux différents et tous les courants commerciaux qui en découlent, examen des tendances et politiques du commerce entre pays à systèmes économiques et sociaux différents, Rapport du Secrétariat de la CNUCED, New York, juillet 1980, TD/B/808/P24.
47. M. Lavigne, Les relations économiques Est-Ouest 1975-1985: Bilan et perspectives, dans Études internationales, vol. XII, n° 4, décembre 1981, Québec, p. 757. L'auteur nous fait remarquer que la coopération industrielle tripartite fut l'un des secteurs les plus dynamiques de la collaboration Est-Ouest depuis 1976. Les accords de CIT sont passés de 55 en 1976 à 257 en 1980.
48. Nations Unies, TD/B/859, op.cit., p. 32.

49. J. Bogнар, op.cit., p. 27.
50. Nations Unies, Les relations..., TD/B/808, op.cit., p. 7.
51. Pour une étude détaillée du Plan concerté et des Programmes finalisés et des quelques grands projets communs tel Orenbourg, voir J.P. Gilbert et J.J. Janowski, op.cit., pp. 3-43.
52. J. Szita, On the Road to Socialist Economic Integration (the Thirtieth Session of the Council for Mutual Economic Assistance), dans Eastern European Economics, été 1978, XVI, n° 4, p. 70.
53. Les taux de croissance annuel moyen en pourcentage des échanges avec les pays développés à économie de marché s'élevaient entre 1970-75 et 1975-80 à respectivement 28% et 13,7% alors que pour les deux mêmes quinquennats ces taux se chiffraient à 18,1% et 12,6% pour le commerce Est-Est. Nations Unies, TD/B/859, ADD1, op.cit., p. 3.
54. Y. Chiriaev et A. Sokolov, op.cit., p. 40.
55. E. Israelewicz, op.cit., p. 26.
56. Nations Unies, TD/B/808, op.cit., p. 5.
57. J.P. Gilbert et J.J. Janowski, op.cit., p. 7.
58. Ibid., p. 8.
59. Les auteurs précisent que la participation des démocraties populaires se fait "sous forme de fournitures d'équipements et de matériaux et de participation aux travaux de construction." Cette participation est évaluée à 3,4 millions de R/T en ce qui concerne les projets développés en territoire soviétique, ibid., p. 8.
60. S. Lugan, op.cit., p. 70.
61. Ibid., p. 70.
62. J.P. Gilbert et J.J. Janowski, op.cit., p. 9.
63. M. Lavigne, Les économies socialistes..., op.cit., p. 346.
64. M. Lavigne, Le commerce intra-CAEM et son influence sur le développement économique soviétique, dans L'URSS dans les années 80, colloque organisé du 17 au 19 janvier 1978 à Bruxelles, OTAN, Direction des Affaires économiques, (série n° 7), p. 193.

CONCLUSION

Dans la conclusion de cet ouvrage, nous n'avons pas l'intention de reprendre chaque élément de notre problématique qui, en définitive, a constitué le corps de notre schéma visant à expliquer la dynamique propre du processus d'intégration au sein du Conseil d'entraide économique mutuelle. Par contre, nous nous efforcerons de synthétiser les principales tendances et les articulations les plus importantes qui ont déterminé l'orientation de notre cadre analytique et de notre schéma explicatif. Dans un même temps, nous tenterons, d'une part, d'établir quelques généralisations sur l'évolution du processus d'intégration, et, d'autre part, de soulever certaines interrogations susceptibles de retenir l'attention du chercheur en cette matière. Il est à noter que parmi ces interrogations, il nous sera également possible d'y inclure quelques éléments appartenant à la sphère de la prospection.

L'une des premières constatations auxquelles nous avons procédé a été de reconnaître que le processus d'intégration est orienté de façon volontaire, ce qui signifie qu'il est déterminé "consciemment" par les dirigeants d'un ou plusieurs pays. En ce sens, l'orientation du processus est établie en fonction des priorités que se fixent les couches sociales

dominantes au sein de ces sociétés. C'est pourquoi. L'analyse de l'évolution du processus d'intégration doit tenir compte des conditions générales de développement tant internationales, régionales, que nationales dans lesquelles évoluent les régimes soviétiques et est-européens. Il nous fut évidemment impossible, dans le cadre de cette recherche, de retenir toutes les influences qui ont émanées de ces trois niveaux. C'est pourquoi, malgré que nous nous soyons constamment efforcés d'insérer notre analyse du processus d'intégration à l'intérieur de la dynamique globale d'évolution des pays du C.A.E.M., nous avons dû écarter, pour des raisons d'ordre pratique, l'examen des influences secondaires pour retenir celles qui nous sont apparues les plus déterminantes. Ceci explique en partie pourquoi nous avons notamment négligé d'approfondir des sujets qui demeurent néanmoins très important dans la dynamique globale, comme le développement de nouvelles formes de coopération Est-Ouest, ou encore l'étude des crises polonaise, hongroise, et tchécoslovaque. De surcroît, toujours en raison de ces restrictions physiques, nous avons dû poser certaines prémisses dont la plus importante est sans-contredit celle relative à l'acceptation du fait que les formations sociales de l'Est sont dominées par une caste bureaucratique qui s'est historiquement développé en Russie pour graduellement s'étendre par la voie d'un expansionnisme politico-militaire, tout d'abord au territoire soviétique, et par la suite à l'Europe de l'Est.

C'est justement sur la base de cette reconnaissance du phénomène de la régionalisation de la bureaucratie qu'il nous a été possible de parler de solidarité bureaucratique régionale. Toutefois, comme nous avons pu le remarquer, cette solidarité ne signifie pas pour autant qu'il ne peut pas exister de fractionnements au sein des diverses élites nationales et régionales. En effet, nous avons constaté que certains mouvements de contestation et de dissension politiques furent jugés par les dirigeants soviétiques et quelques dirigeants est-européens comme étant hostiles au régime. Ces mouvements se devaient, par le fait même d'être réprimés, et, à cette fin, le recours à l'intervention militaire fut même employé. De plus, il est important de rappeler que les actions des dirigeants des pays de l'Est sont limitées et déterminées par les bases et la nature de leur pouvoir. Dans cette perspective, l'ensemble de notre étude s'applique dans le cadre de la persistance des structures et rapports sociaux qui dominent actuellement ces sociétés.

Réexaminons maintenant, très brièvement, les principaux cheminements de notre problématique générale. Bien que le C.A.E.M. fut créé en 1949, les premières revendications à caractère économique, ayant pour objectif d'instaurer une complémentarité accrue entre les structures de production nationales par un réaménagement de celles-ci et une réorganisation de l'échange intra-C.A.E.M., furent véritablement

émises qu'à partir du milieu de la décennie cinquante pour se concrétiser au début des années soixante avec l'adoption des Principes de base de la D.I.S.T. et la présentation du projet khrouchtchévien d'intégration supranationale. Cette gamme de revendications correspondait au phénomène de la saturation, en termes d'efficacité et de croissance, du modèle de développement exporté par l'U.R.S.S. au cours de la période de réédification politique et économique des démocraties populaires. Les pays les plus industrialisés du bloc, comme la Tchécoslovaquie, furent les plus rapidement affectés par les limites de ce modèle, ces derniers possédant déjà une économie où les ressources de croissance extensive étaient relativement épuisées. En d'autres termes, l'on considérait que le modèle était inadapté aux conditions de développement qui prévalaient alors dans certains pays.

De fait, le modèle exporté correspondait à la base, aux conditions historiques de développement du régime soviétique dont l'évolution fut marquée, dès les premières années de son existence, par son isolement politique et social--échec de la révolution mondiale--et par son démantèlement physique et organisationnel au niveau de sa production industrielle et agricole. Deux des principales dominantes des schémas de développement traditionnel du régime soviétique étaient alors sa propension à favoriser une croissance de type extensive et celle à pratiquer une politique de type

autarcique. L'expansion du modèle de développement à l'échelle du bloc signifiait également la transposition au niveau régional de la conception soviétique d'une économie où les relations économiques extérieures avaient pour utilité presque exclusive de combler les carences et les lacunes de la production nationale. De surcroît, il se conjugait à cette conception une politique d'isolement régional face à l'économie internationale imposée par l'U.R.S.S. à "ses partenaires socialistes." D'ailleurs, la création du C.A.E.M. fut l'une des expressions institutionnelles de cette volonté autarcique.

Parmi les problèmes que visaient à résoudre les propositions émises au cours des années 1954-1964, l'on se rappellera, entre autres, ceux ayant trait au phénomène du parallélisme structurel et de la désintégration économique entre les économies nationales de la région, ainsi que celui du plafonnement des marchés à l'intérieur de quelques secteurs de la production matérielle. La rationalisation des programmes d'investissements régionaux selon des critères d'efficacité économiques, le développement d'une spécialisation intra-C.A.E.M. par produit, la mise sur pied d'un organisme de planification et de gérance à vocation supranationale, constituaient quelques-unes des principales méthodes préconisées par les pays revendicateurs. Nous avons également reconnu, lors de cette étude, que ces revendications à caractère économique s'accompagnaient--dans le cas de certains pays.

dont principalement l'U.R.S.S.--de motivations d'ordre politique sachant bien qu'une interdépendance accrue entre les pays membres du C.A.E.M., et que l'implantation d'un organisme d'intégration supranational, favoriseraient indéniablement un renforcement de la cohésion politique au sein du bloc; cohésion qui fut sérieusement ébranlée par les événements de Hongrie et de Pologne en 1956.

Les différentes propositions visant à développer le processus d'intégration régional ne firent pas l'unanimité entre les partenaires. En effet, en raison de leurs implications politiques et économiques (perte de souveraineté, reproduction d'une division du travail traditionnelle), certaines des mesures préconisées dont celles relatives à la spécialisation par produit et à l'instauration d'un organisme à caractère supranational étaient considérées comme inacceptables par les dirigeants de quelques démocraties populaires dont ceux de la Roumanie furent les principaux porte-paroles. Nous avons alors établi que les inégalités dans les niveaux de développement, combinées aux particularités dans les conditions économiques et politiques de développement national, étaient, à l'origine de ces désaccords qui se soldèrent par l'abandon du projet Khrouchtchévien, la mise en veilleuse des Principes de base de la D.I.S.T. et la reconnaissance du droit à la participation volontaire aux mesures communes. En dépit du rejet de la plupart des propositions visant à

promouvoir le développement de l'intégration, les préoccupations à l'égard de la nécessité de procéder à une restructuration des économies nationales et régionales se sont graduellement généralisées à l'échelle du bloc. En effet, l'abandon et l'écartement de ces mesures ne réglèrent pas les difficultés pour lesquelles elles furent adoptés, ce qui allaient se répercuter directement sur la période 1965-1973.

Les pays qui, au cours de la période 1949-1964, ne ressentait pas, à l'instar de leurs partenaires plus développés, les limites du mode de croissance extensif, furent à leur tour sensibilisée à la présence d'obstacles et de carences dans le type d'organisation et de structures économiques nationales et régionales de production et d'échanges qui, d'une façon générale, nuisaient à la fois à la poursuite de leurs objectifs de croissance et au bon fonctionnement de leur économie. Ainsi, la nécessité de procéder à diverses restructurations et à une révision des stratégies de développement devenait de plus en plus reconnu par les dirigeants de ces pays en raison d'une harmonisation accrue dans les conditions de développement. L'une des plus importantes révisions consistait à réévaluer le rôle des relations économiques extérieures dans le processus de développement. Dorénavant, ce secteur de l'économie allait être perçu comme un facteur actif de croissance, et non

plus comme un simple moyen permettant de combler partiellement les tares de la production nationale.

Pour parvenir à leur fin, les dirigeants des pays de l'Est ont adopté, de façon informelle, dès les premières années de la période qui a débuté en 1975, une stratégie globale de développement visant à faciliter le passage d'un mode de développement extensif à intensif et, dans un même temps, à favoriser l'internationalisation des forces productives au sein du C.A.E.M.. Cette stratégie devait suivre trois tangentes principales dont la mise en oeuvre de chacune d'elle demeurait compatible et complémentaire à la réalisation des autres. Il s'agissait de l'accroissement de la coopération Est-Ouest (réouverture économique), de la mise en oeuvre d'un mouvement de réforme économique et de l'approfondissement du processus d'intégration socialiste. En ce qui a trait à la notion de complémentarité, il est nécessaire de rappeler que si au niveau théorique elle fut aisément reconnue, sur le plan pratique nous avons posé certaines réserves, à savoir qu'elle n'était pas ni automatique ni systématique puisque la complémentarité relève de la volonté et de l'orientation du type de développement recherché par les dirigeants de ces pays.¹

Nous avons également étudié les principaux facteurs ayant incités les dirigeants des pays du C.A.E.M. à adopter cette stratégie. Nous avons retenu particulièrement ceux

relatifs à la saturation des facteurs extensifs de croissance; à l'existence d'importantes déficiences économiques attribuables à l'inefficacité de la planification et à la subsistance d'obstacles à la rationalisation du travail; aux contradictions, limites et insuffisances de la D.I.S.T. (parallélisme structurel...); à la sous-exploitation, par les pays de l'Est, des avantages de la D.I.T..

Suite à cette dernière étude, notre recherche s'est concentrée en premier lieu sur la composante "intégration" de la stratégie globale. Nous avons cherché à identifier quels facteurs ayant influencé le développement du processus d'intégration au cours des périodes 1965-1973 et 1973-1980. Nous avons démontré qu'au cours de celles-ci, le processus d'intégration s'était visiblement développé et intensifié; les principaux jalons organisationnels à la base de cette progression furent l'adoption du Programme complexe, du Plan concerté des mesures intergrationistes multilatérales et des cinq programmes finalisés.

A l'exemple de la période précédente, les années 1965-1969 furent marquées par l'inexistence d'un consensus entre les partenaires du C.A.E.M. au sujet du type d'intégration que l'on devait promouvoir (intégration totale ou partielle, au niveau de la production ou des marchés, etc.). Ce n'est que conséquemment à une harmonisation dans les conditions et objectifs de développement au sein des démocraties populaires que l'on en vint à l'établissement d'un

compromis entre les conceptions divergentes de l'intégration. L'aboutissement pratique du compromis et son renforcement graduel fut l'adoption des différents programmes d'intégration. Ainsi pouvons-nous reconnaître l'existence d'une corrélation positive entre les variables "compromis" et "harmonisation des conditions de développement."

Nous avons constaté que les méthodes d'intégration privilégiées par les dirigeants de la région, à l'intérieur des différents programmes d'intégration, étaient multiples. Par exemple, ils adoptèrent et mirent sur pied plusieurs mesures visant à promouvoir l'extension, le perfectionnement et l'amélioration de la coordination des plans, de la planification commune, de la réglementation des échanges, des relations monétaires, des méthodes de crédits, de la spécialisation dans le C.A.E.M. (surtout intra-sectorielle), et du développement de projets et d'entreprises communes. Or, parmi les facteurs ayant favorisé l'acceptation par l'ensemble des dirigeants des pays du C.A.E.M.--à tout le moins au niveau du principe--de ces mesures dans la politique d'intensification du processus d'intégration, nous avons retenu principalement ceux concernant:

- la persistance et la non-résolution des problèmes et barrières économiques relatifs au développement des forces productives et à leur internationalisation;

- les exigences encourrues par la volonté de raffermir la cohésion politique au sein de la région suite à la crise tchécoslovaque de 1968;
- l'échec relatif du mouvement des réformes et son implication inégale entre les partenaires du C.A.E.M.;
- le développement laborieux des relations économiques Est-Ouest en raison notamment des incapacités structurelles des pays est-européens de s'adapter aux conditions du marché mondial;
- parallèlement, (sinon par voie de conséquences à l'existence du facteur précédent), la reconnaissance par les démocraties populaires, principalement en matière d'énergie, de leur dépendance face à l'économie soviétique et, dans une moindre mesure, au marché socialiste.

Nous rappellerons que les deux derniers facteurs de cette série se sont sérieusement accentués au cours de la période 1973-1980 en raison de l'exacerbation des conditions de développement qui ont marqué la réinsertion des pays du C.A.E.M. dans la D.I.T.; exacerbation provoquée principalement par la crise mondiale sévissant à cette époque dans l'économie internationale. Cette accentuation, combinée aux limites politiques et économiques qui ont diminué sur le plan de l'efficacité l'importance des réformes, a résulté, d'une part, dans une régionalisation accrue des conditions

de développement qui prévalent au sein des démocraties populaires et, d'autre part, dans un renforcement du rôle de l'intégration à l'intérieur de la stratégie globale de développement. En dernière analyse nous pouvons stipuler que les conditions actuellement pénibles de développement des démocraties populaires, déterminées en grande partie par le type de structures qu'elles ont développées lors de leur réédification économique et politique sous l'égide de l'U.R.S.S. après le second conflit mondial, et exacerbées par le développement de la crise économique mondiale, ont accentué indéniablement la recherche de solutions communes entre les Etats du C.A.E.M. dans l'espoir de surmonter, par une restructuration de leur économie, les obstacles à leur internationalisation.

Or, l'approfondissement du processus d'intégration apparaît actuellement aux dirigeants des pays du C.A.E.M. comme l'une des principales méthodes qui, tout en respectant les paramètres politiques dans lesquels ils évoluent, peut faciliter la résolution des difficultés qu'ils éprouvent, sans toutefois impliquer un retrait des relations économiques Est-Ouest.

Nous devons admettre qu'il est très difficile de prévoir avec exactitude quelle orientation prendra le processus d'intégration au cours des prochaines années. Il nous est néanmoins permis de croire que les dirigeants soviétiques

et est-européens continueront à favoriser les voies actuelles de développement du processus à l'intérieur desquelles les secteurs clés de l'économie (exemple, secteur énergétique) canalisent la majeure partie des fonds consacrés à la mise en oeuvre de mesures intégrationnistes. Par contre, une telle concentration des efforts d'intégration dans des secteurs où les résultats escomptés ont pour premier objectif d'atténuer les répercussions et perturbations auxquelles font face ces pays ne risque-t-elle pas de nuire, dans son ensemble, au processus plus général de restructuration des économies soviétiques et est-européennes? De même, le renforcement de la position soviétique au sein du C.A.E.M. par rapport à celle des dirigeants est-européens dont le pouvoir d'action semble encore plus limité qu'au début de la décennie soixante-dix, favorisera-t-il, par le maintien du bilatéralisme, le développement d'une intégration de type en étoile, minant ainsi les efforts de multilatéralisation déployés au cours des dernières années par les dirigeants des démocraties populaires? Une réponse définitive à ces dernières interrogations commanderait une étude plus exhaustive que celle-ci, non seulement au niveau de l'analyse du processus d'intégration, mais également à celui de la dynamique globale qui anime l'évolution des pays socialistes du C.A.E.M.. Nous espérons qu'éventuellement nous aurons l'opportunité de réexaminer, dans le cadre d'une telle étude, les principales problématiques développées dans

cette recherche pour ainsi nous permettre d'en combler
les lacunes et d'en améliorer la maîtrise.

REFERENCE

1. Nous devons rappeler que la stratégie globale de développement s'est effectuée dans un climat international où la détente avait succédé à la période de guerre froide, ce qui, à notre avis, représentait à la fois une condition préalable à la réouverture et une conséquence du phénomène d'internationalisation de la production.

A N N E X E

8

Tableau I

PART DE L'INVESTISSEMENT TOTAL CONSACRÉE A L'INDUSTRIE ET A L'AGRICULTURE
(en %)

	Industrie				Agriculture			
	1955	1965	1970	1975	1955	1965	1970	1975
Bulgarie	38,1	44,8	45,2	42,4	19,7	19,7	15,8	14,3
Hongrie	38,2	37,6	33,1	31,7	20,0	14,5	19,0	14,2
Pologne	42,1	39,8	39,0	45,4	13,6	16,4	16,3	13,7
R.D.A.	45,0	55,1	52,1	50,5	14,6	13,5	13,3	12,7
Roumanie	52,6	47,0	47,2	48,9	15,0	18,6	16,4	13,6
Tchécoslovaquie	34,5	42,9	38,5	36,4	14,0	13,9	10,7	12,3
U.R.S.S.	39,0	36,8	35,4	35,2	17,8	17,0	17,9	20,8

Source: *Annuaire statistique des pays membres du Comecon*, 1971, pp. 141, 146; 1970, pp. 130, 142.

Pris dans M. Lavigne, Les économies socialistes soviétiques et européennes, Armand Colin, collection U, 1979, p.216

Tableau II

PART DE L'INDUSTRIE ET DE L'AGRICULTURE
DANS L'EMPLOI TOTAL DANS CES BRANCHES (%)

	Années d'avant-guerre ¹		1955		1965		1975	
	Ind.	Agr.	Ind.	Agr.	Ind.	Agr.	Ind.	Agr.
Bulgarie	9,0	91,0	15,2	84,8	37,0	63,0	54,2	45,8
Hongrie	26,3	73,7	36,7	63,3	51,6	48,4	61,3	38,7
Pologne	14,7	85,3	28,6	71,4	35,7	64,3	50,3	49,7
R.D.A.	60,6	39,4	63,9	36,1	73,1	26,9	78,9	21,1
Roumanie	9,3	90,7	15,8	84,2	25,4	74,6	44,5	55,5
Tchécoslovaquie	41,9	58,1	50,1	49,9	66,3	33,7	71,3	28,7
U.R.S.S.	29,2	70,8	37,9	62,1	49,6	50,4	66,0	34,0

¹ Bulgarie, Pologne, 1937-1939; Hongrie, 1949; R.D.A., 1952; Roumanie, 1930; Tchécoslovaquie, 1948; U.R.S.S., 1940.

Source: I. P. OLEINIK, *L'économie socialiste mondiale*, op. cit., p. 123; pour la Roumanie, chiffres d'avant-guerre, J. M. MONTIAS, *Economic Development in Communist Rumania*, Cambridge, M. I. T. Press, 1967, p. 3; chiffres de 1955 et 1965, *Petit annuaire statistique de la République socialiste de Roumanie*, Bucarest, 1969, p. 49; pour l'U.R.S.S., *Le Travail en U.R.S.S.*, Moscou, 1968, pp. 24 et 124; *Annuaire statistique des pays membres du Comecon*, Moscou, 1978, pp. 394-400.

Note: ces proportions sont calculées en prenant l'industrie sans la construction, comme dans le tableau 12.

Pris dans M. Lavigne, Les économies socialistes soviétiques et européennes, Armand Colin, collection U, 1979, p.216

Tableau III

PART DE LA PRODUCTION DE BIENS DE PRODUCTION (GROUPE A)
DANS LA PRODUCTION INDUSTRIELLE BRUTE (%)

	Année précédant la guerre	1950	1960	1975
U.R.S.S.	33,3 ¹	68,8	72,5	73,7
Bulgarie	22,6	38,2	49,9	58,6
Hongrie	44,8	...	66,0	64,7
Pologne	47,1	52,6	59,4	65,1
R.D.A.	...	66,6	66,5	65,5
Roumanie	45,5	52,9	62,8	72,2
Tchécoslovaquie	49,3	52,9	60,1	63,2
1. 1913.				

Source: I. P. OLEINIK, *L'Économie socialiste mondiale*, op. cit., p. 126 *Annuaire statistique des pays membres du Comecon*, 1978, pp. 64-65

Pris dans M. Lavigne, Les économies socialistes soviétique et européennes, Armand Colin, collection U, 1979, p.219

Tableau IV

NIVEAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
ET DU REVENU NATIONAL PAR TÊTE (U.R.S.S. = 100)

	Production industrielle		Revenu national	
	1950	1974	1960	1974
Bulgarie	43	88	84	101
Hongrie	78	71	84	83
Pologne	70	79	92	89
R.D.A.	136	157	137	137
Roumanie	31	67	58	80
Tchécoslovaquie	143	111	128	107

Source: V. JAMIN, V. PEREVETAILO, « Rapprochement et égalisation des niveaux économiques des pays socialistes », *Voprosy Ekonomiki*, 1976, 4, p. 55.

Pris dans M. Lavigne, Les économies socialistes soviétique et européennes, Armand Colin, collection U, 1979, p.215

Tableau V

COMPARAISON DE LA CROISSANCE INDUSTRIELLE ET AGRICOLE
(taux moyen annuel d'accroissement de la production, en %)

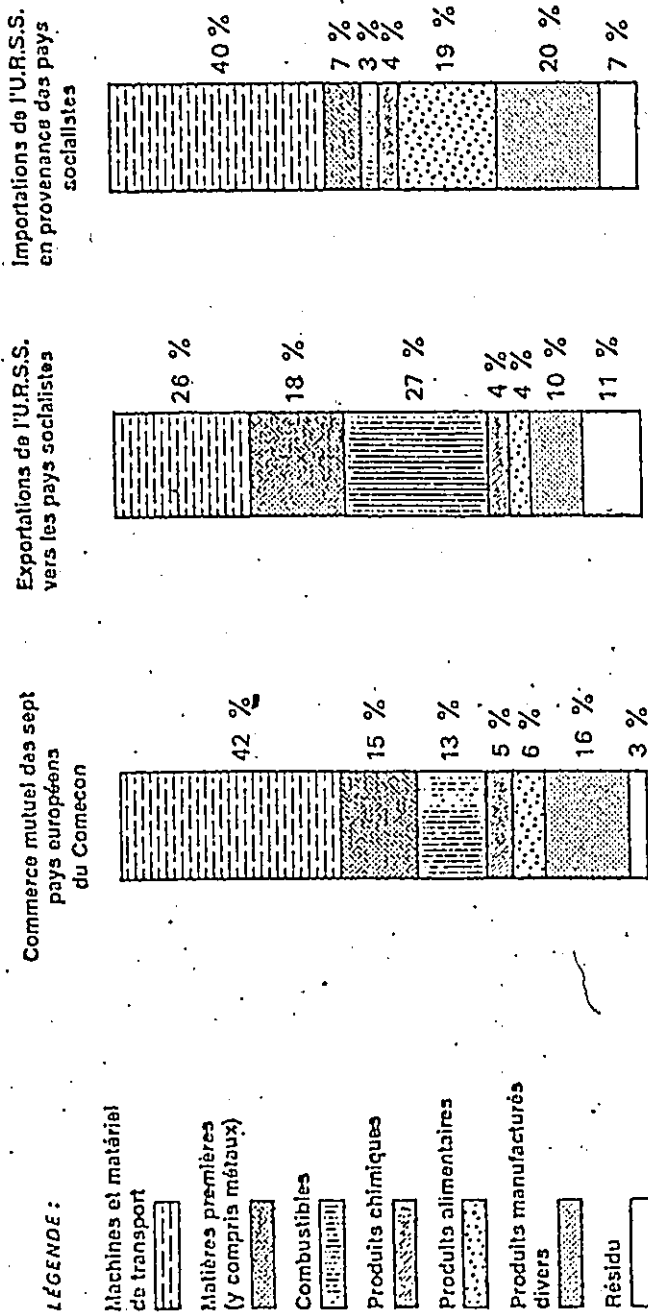
	Industrie						Agriculture					
	1951-1965	1966-1970	1971-1975	1976	1977	1978	1951-1965	1966-1970	1971-1975	1976	1977	1978
Bulgarie	13,8	10,9	9,1	6,8	6,8	7,0	5,1	3,5	3,0	3,4	-4,2	5,0
Hongrie	9,4	6,2	6,3	4,6	6,8	5,2	2,1	2,8	4,9	-3,5	10,3	2,0
Pologne	11,4	8,4	10,4	9,3	7,5	5,8	2,7	1,9	3,7	-0,7	1,4	4,2
R.D.A.	9,5	6,5	6,5	5,9	5,4	5,8	7,5	1,9	2,7	-4,9	7,3	3,0
Roumanie	13,3	11,8	12,9	11,4	12,5	9,0	4,4	1,9	6,5	17,3	-1,0	2,4
Tchécoslovaquie	9,0	6,8	6,6	5,5	5,6	5,0	1,1	4,5	2,7	-2,4	9,0	1,5
U.R.S.S.	10,7	8,5	7,4	4,8	5,7	4,8	4,1	3,9	1,2	4,1	3,0	4,0

Source: *Annuaire statistique des pays membres du Comecon, 1978*, pp. 57, 173; *Étude sur la situation économique de l'Europe en 1977... en 1978* (pré-tirage), CEE-NU; Communiqués annuels sur les résultats des pays (années 1976 à 1978).

Pris dans M. Lavigne, Les économies socialistes soviétique et européennes, Armand Colin, collection U, 1979, p.217

Tableau VI

COMPOSITION PAR PRODUITS DES ÉCHANGES EXTÉRIERS EN 1976
(en %)



Sources: *Culletin mensuel de statistique des Nations Unies*, juin 1978; *Le Commerce extérieur de l'URSS en 1977*, Moscou 1978.
 NOTE: L'U.R.S.S. ne donne pas la composition de son commerce extérieur avec les seuls pays européens du Comecon. Le calcul ne peut être fait avec précision que sur certains postes, notamment le poste « machines et matériel de transport » (24% à l'exportation, 47% à l'importation en 1976 dans les échanges U.R.S.S. - pays européens du Comecon).

Pris dans M. Lavigne, *Les économies socialistes soviétique et européennes*, Armand Colin, collection U, 1979, p.361

Tableau VII

STRUCTURE DES EXPORTATIONS (en %)

	Machines équipements	Energie, matières premières, métaux	Produits agricoles et alimentaires	Produits industriels de consommation	Produits chimiques, matériaux de construction	Total
Bulgarie						
1950	0	8,4	87,9	1,5	2,2	100
1960	13,6	9,3	56,4	17,9	2,8	100
1970	29,1	8,2	43,4	14,9	4,4	100
Hongrie						
1950	23,0	8,2	45,9	20,3	2,6	100
1960	38,0	13,4	27,4	17,8	3,4	100
1970	32,4	14,9	26,7	21,1	4,9	100
R D A						
1950	...	...	...	...	...	...
1960	43,2	29,8	6,0	14,8	1,2	100
1970	50,5	20,9	7,5	20,0	1,1	100
Pologne						
1950	7,7	...	...	12,2	...	...
1960	26,0	34,2	23,1	10,1	4,6	100
1970	38,5	24,3	16,0	15,6	5,6	100
Roumanie						
1950	4,2	33,8	54,6	1,3	6,1	100
1960	16,6	37,0	35,9	5,8	4,7	100
1970	22,6	22,9	26,8	18,1	9,6	100
Tchécoslovaquie						
1950	26,4	22,6	19,7	25,3	6,0	100
1960	45,1	19,7	10,4	20,4	4,4	100
1970	50,2	18,9	7,4	16,5	7,0	100
URSS						
1950	11,8	15,7	39,5	4,9	28,1	100
1960	20,5	37,2	27,3	2,9	12,1	100
1970	21,5	37,7	19,5	2,7	18,6	100

Source : Annuaire statistique du C A E M, 1971.

Pris dans C. Séranne et F. Lemoine, L'intégration économique à l'Est: Le CAEM, (Voir bibliographie), p.28

Tableau VIII

STRUCTURE DES IMPORTATIONS (en %)

	Machines, équipements	Energie, matières premières, métaux	Produits agricoles et alimentaires	Produits industriels de consommation	Produits chimiques, matériaux de construction	Total
Bulgarie						
1950	37	33	14	5	11	100
1960	43	25	17	6	8	100
1970	41	29	16	6	9	100
Hongrie						
1950	22	26	41	2	9	100
1960	28	28	29	5	10	100
1970	31	23	24	8	14	100
R D A						
1950	...	...	...	...	...	...
1960	13	43	39	5	0	100
1970	34	32	28	5	1	100
Pologne						
1950	32	...	...	...	...	...
1960	33	20	35	4	10	100
1970	36	26	22	6	10	100
Roumanie						
1950	37	25	22	10	6	100
1960	33	35	18	5	9	100
1970	40	31	16	6	8	100
Tchécoslovaquie						
1950	11	26	51	3	9	100
1960	22	28	37	2	10	100
1970	33	24	24	9	10	100
URSS						
1950	22	27	34	7	10	100
1960	30	21	24	17	8	100
1970	35	13	25	16	9	100

Source : Annuaire statistique du C A E M, 1971

Fris dans C. Seranne et F. Lemoine, L'intégration économique à l'Est : Le CAEM, Voir bibliographie, p.29

Tableau IX

REORIENTATION DES ECHANGES
Echanges mutuels (en % des échanges totaux)

	1937	1948	1952
Pologne	7	34	67
Tchécoslovaquie	11	30	71
Hongrie	13	34	71
Roumanie	18	71	85
Bulgarie	12	74	89
URSS	11	65	80
Allemagne de L'Est	17	...	80

(34) Pacte commercial de cinq ans entre la Pologne et l'URSS en décembre 1947. Accord commercial soviéto-tchécoslovaque en 1948.

Pris dans C. Sérane et F. Lemoine, L'intégration économique à l'Est: Le CAEM, (Voir bibliographie), p.33

Tableau X

STRUCTURES GÉOGRAPHIQUES DU COMMERCE EXTÉRIEUR
DES PAYS EUROPÉENS DU COMECON

	Part de l'U.R.S.S. dans le commerce extérieur total des pays membres du Comecon (en %)			Part des pays membres du Comecon dans le commerce extérieur total de l'U.R.S.S. (en %)			Part de chaque pays membre dans le commerce extérieur mutuel en 1977 (en %)
	1950	1960	1977	1950	1960	1977	
Bulgarie	52	53	55,4	5,1	5,6	8,1	7,9
Hongrie	27	31	33,5	6,5	5,0	6,4	8,4
Pologne	27	30	30,2	13,9	7,8	9,6	11,7
R.D.A.	40	43	34,3	10,6	17,7	10,6	14,6
Roumanie	52	40	19,2	7,8	4,8	3,2	4,8
Tchécoslovaquie	28	34	34,1	13,0	11,5	8,1	11,2
U.R.S.S.	—	—	—	—	—	—	36,4
Ensemble du Comecon ¹	—	—	—	57,4	53	52,5	100

1. Dans sa composition à la date considérée.

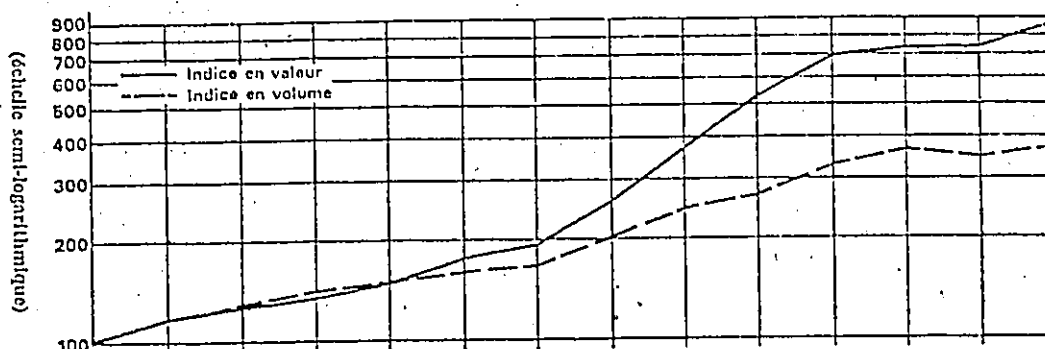
Sources: *Annuaire statistique national*; *Annuaire statistique des pays membres du Comecon*, 1978; *Le commerce extérieur de l'U.R.S.S. en 1977*.

Pris dans M. Lavigne, Les économies socialistes soviétique et européennes, Armand Colin, collection U, 1979, p.359

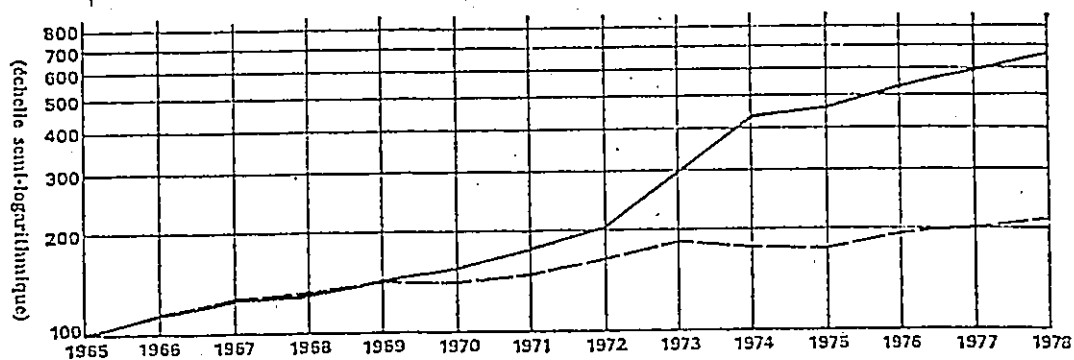
Tableau XI

Evolution des échanges Est-Ouest 1965-1978 (indices de valeur et volume : 1965 = 100)

(a) Exportations des pays occidentaux développés



(b) Importations des pays occidentaux développés



Sources : Bulletin économique pour l'Europe, n° 28 (1976), p. 109 ; n° 29 (1977), p. 97 ; Etude sur la situation économique de l'Europe en 1977, p. 179 ; Etude... en 1978, section 6 (version préliminaire) ; A. TIRASPOLSKY, Les termes de l'échange à l'Est de 1970 à 1977, Le Courrier des pays de l'Est, mai 1978, n° 218, p. 3-29.

Pris dans M. Lavigne; Les relations économiques est-ouest, P.U.F., 1979, p. 30

Tableau XII

TAUX ANNUELS DE CROISSANCE DU REVENU NATIONAL (%)

	1951- 1970	1951- 1955	1955- 1960	1961- 1965	1966- 1970	1971- 1975	1976- 1980 (plan)	1976	1977	1978
Pays membres du Comecon (total)	8,1	10,7	8,3	6,1	7,4	6,1	5,3	5,2	4,2	4,3
Bulgarie	9,3	12,2	3,6	6,7	8,7	7,9	7,7	6,7	6,3	6,0
Hongrie	5,6	5,7	6,0	4,5	6,8	6,3	5,4-5,7	3,0	7,8	4,0
Pologne	6,8	8,6	6,6	6,2	6,0	9,7	7,0-7,3	7,1	5,6	2,8
R.D.A.	7,2	13,2	7,4	3,3	5,2	5,4	5,0	3,7	5,2	4,0
Roumanie	9,4	14,2	6,6	9,1	7,7	11,3	11,0	10,5	8,6	7,6
Tchécoslovaquie	6,0	8,1	7,0	1,9	6,8	5,7	4,9	3,7	4,5	4,0
U.R.S.S.	8,7	11,3	9,2	6,6	7,2	5,1	4,7	5,0	3,5	4,0
Yougoslavie	6,9	5,7	8,5	7,3	6,1	6,3	6,7	3,9	7,3	6,6

Source: N. V. FADDEEV, *Le Conseil d'aide économique*, Moscou, 1969, p. 237; *Annuaire statistique des pays membres du Comecon et annuaires nationaux*; pour 1978, communiqués sur les résultats des plans.

NOTE. — Les données relatives au revenu national sont établies, dans les pays socialistes, en prix constants ou en prix courants. Les prix constants sont utilisés pour le calcul des indices de croissance. Tous les pays ont effectué plusieurs fois des changements de base (cf., pour l'U.R.S.S., l'annexe au présent chapitre). Pour les séries longues les indices établis en prix de différentes années de base sont récordés, selon une méthodologie qui n'est généralement pas précisée dans les recueils statistiques des différents pays. Les prix courants sont utilisés pour les calculs de structure du revenu national (ce qui conduit à fausser les comparaisons d'une année à l'autre si les prix ont varié d'une façon non homogène pour les différents éléments du revenu national).

Les tableaux 6, 7, 19 sont donc établis sur la base de données en prix constants; les tableaux 13 et 23 en prix courants.

Pris dans M. Lavigne, Les économies socialistes soviétiques et européennes, Armand Colin, collection U, 1979, p.176.

Tableau. XIII

ROLE DES IMPORTATIONS EN PROVENANCE D'URSS
DANS LES BESOINS ENERGETIQUES DES PAYS D'EUROPE CENTRE-ORIENTALE
(1972)

(en 000 tonnes)	Production 1	Consommation apparente (1 + 3 - 2)	Exportations 2	Importations 3	dont en provenance d'URSS
Houille					
Bulgarie	384	6 152	—	5 563	5 699
Hongrie	3 671	5 543	—	1 872	333
Pologne	150 697	119 204	32 697	1 194	1 191
R D A	615	8 416	—	7 601	3 813
Roumanie	6 612	6 612	—	—	407
Tchécoslovaquie	27 925	30 150	3 303	5 534	2 445
Total	190 104	176 077	35 996	21 969	13 899
			(Produits pétroliers)	(Pétrole + produits pétroliers)	
Pétrole					
Bulgarie	249	—	61	10 544	7 949
Hongrie	1 977	—	674	6 780	5 529
Pologne	347	—	1 723	12 032	11 035
R D A	—	—	2 330	14 990	11 420
Roumanie	14 125	—	—	2 873	—
Tchécoslovaquie	191	—	1 019	13 032	12 856
Total				60 951	48 890

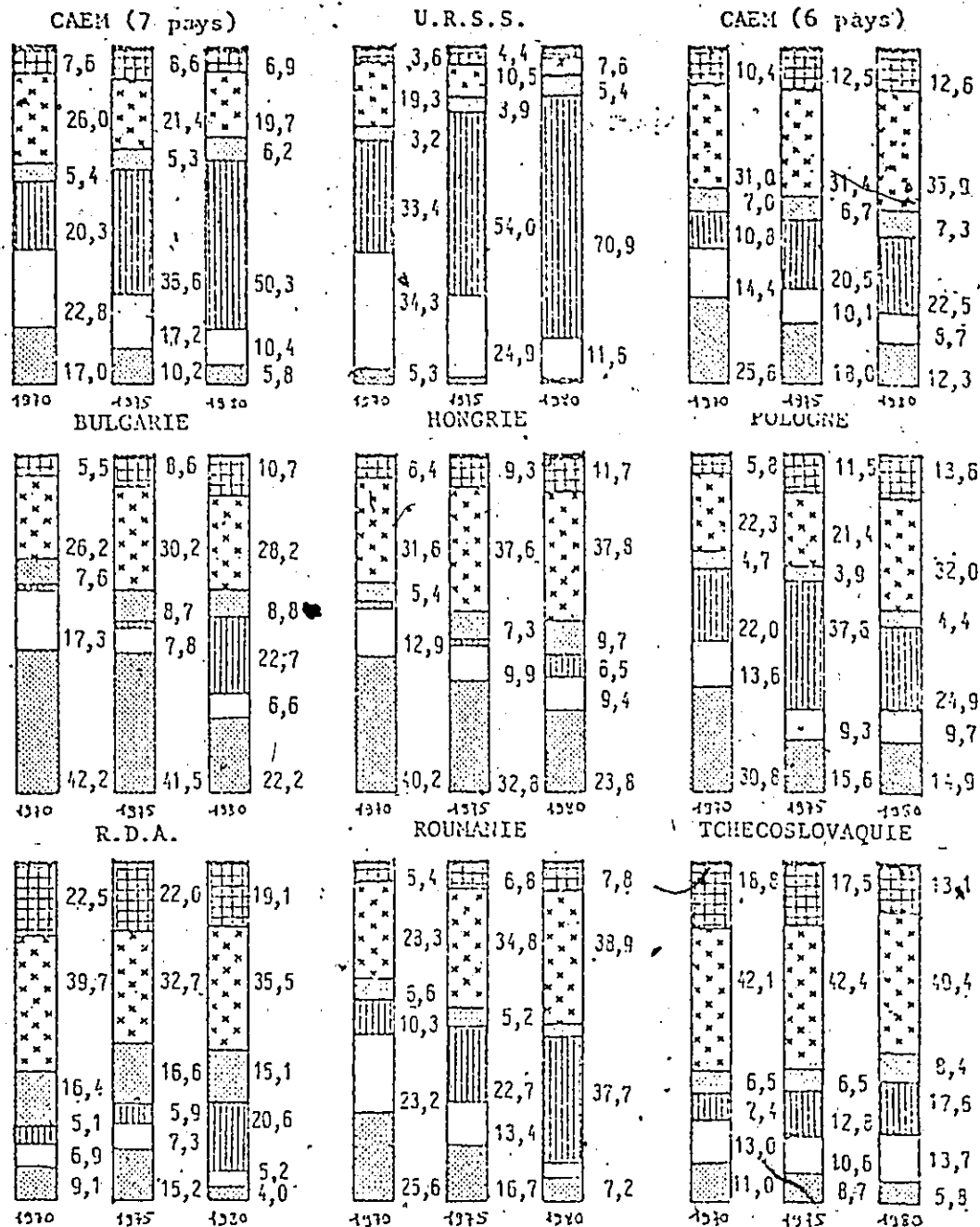
Sources : Annuaire statistique du C A E M 1973 - Annuaire du commerce extérieur de l'U R S S 1972

NOTE : Les traits horizontaux représentant des données non disponibles.

Pris dans C. Séranne et F. Lemoine, L'intégration économique à l'Est: Le CAEM, (voir bibliographie), p.102.

Tableau XIV

STRUCTURE DES ÉCHANGES DE L'OCDE AVEC LES PAYS DU CAEM
par groupe de produits
IMPORTATIONS



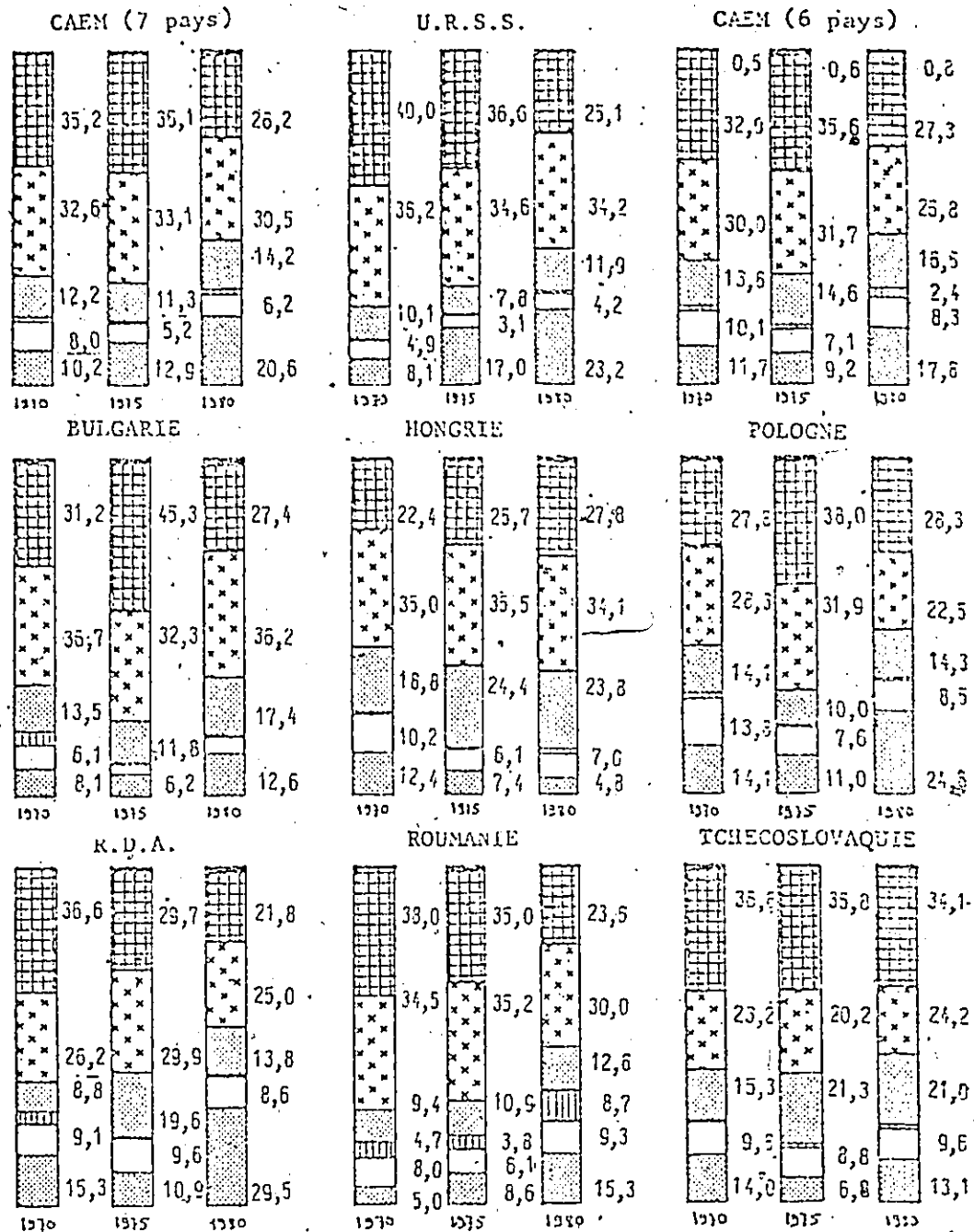
- Produits alimentaires, boissons et tabacs (0,1)
- Matières brutes autres que combustibles (2,4)
- Combustibles minéraux et produits assimilés (3)
- Produits chimiques (5)
- Articles manufacturés divers (6,8)
- Machines et matériel de transport (7)
- Divers non classé (9)

(1) Pour 1980, Turquie non comprise

Source : d'après OCDE

Iris dans A. Tiraspolsky, Dix ans de commerce est-ouest, (voir bibliographie) p.17

STRUCTURE DES ECHANGES DE L'OCDE AVEC LES PAYS DU CAEM:
par groupe de produits
EXPORTATIONS



- Produits alimentaires, boissons et tabacs (0,1)
- Matières brutes autres que combustibles (2,4)
- Combustibles minéraux et produits assimilés (3)
- Produits chimiques (5)

- Articles manufacturés divers (6,8)
- Machines et matériel de transport (7)
- Divers non classé (9)

(1) Pour 1980, Turquie non comprise

Source : d'après OCDE

Pris dans A. Tiraspol'sky, Dix ans de commerce est-ouest, (voir bibliographie), p.16

Tableau XVI

COMMERCE EXTERIEUR DE L'OCDE (1) AVEC LES PAYS EUROPEENS DU CAEM (2)

DE 1970 A 1980

(en millions de dollars E.U.)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Exportations de l'OCDE (FOB)											
vers :											
CAEM - Europe	6 296,0	6 806,8	9 201,3	13 596,4	19 451,0	25 917,2	27 422,0	27 656,6	32 071,0	38 357,0	47 252
URSS	2 573,0	2 573,8	3 800,9	5 518,7	7 501,4	12 503,7	13 754,8	13 736,3	15 512,0	19 169,0	21 552
RDA	432,7	488,3	620,5	739,9	993,7	1 131,8	1 302,3	1 195,0	1 497,1	2 403,5	2 484
POLOGNE	865,4	1 026,1	1 639,5	3 086,1	4 556,2	5 482,7	5 503,8	5 071,4	5 604,9	6 051,2	6 444
TCHÉCOSLOVAQUIE	775,2	908,2	987,5	1 319,4	1 726,7	1 873,6	2 079,7	2 094,5	2 341,3	2 757,3	2 940
HONGRIE	623,4	739,5	827,2	1 097,3	1 783,9	1 830,3	1 821,5	2 321,4	2 588,8	2 977,9	3 276
ROUMANIE	698,0	748,7	979,6	1 347,5	2 042,8	1 990,5	2 014,0	2 341,9	3 017,9	3 767,2	3 924
BULGARIE	327,3	323,2	346,1	487,5	844,3	1 098,6	940,9	905,1	1 108,9	1 230,7	1 620
Importations de l'OCDE (FOB et CAF)											
provenance :											
CAEM - Europe	6 048,5	6 729,0	7 954,6	11 467,9	16 601,4	17 643,6	21 021,4	23 039,9	25 869,0	34 753,5	43 152
URSS	2 550,2	2 841,0	3 156,5	4 681,6	7 915,2	8 490,3	10 761,1	12 128,1	13 095,3	18 537,6	21 744
RDA	405,0	421,0	503,8	651,2	952,0	1 039,0	1 078,1	1 143,6	1 415,2	1 641,3	2 208
POLOGNE	1 057,9	1 206,4	1 506,3	2 118,8	2 870,1	3 172,5	3 590,6	3 829,0	4 307,9	5 057,1	5 563
TCHÉCOSLOVAQUIE	714,6	817,8	940,6	1 257,4	1 528,8	1 637,6	1 696,3	1 836,2	2 190,6	2 757,9	3 372
HONGRIE	532,9	573,6	797,0	1 098,7	1 343,1	1 250,2	1 435,0	1 675,5	1 906,7	2 547,2	2 844
ROUMANIE	552,4	622,0	789,4	1 092,4	1 577,6	1 661,8	1 971,5	1 911,0	2 370,3	3 267,1	3 432
BULGARIE	235,5	247,2	270,5	367,8	414,6	392,2	487,8	516,5	582,8	915,2	924
Soldes											
CAEM - Europe	247,5	77,8	1 236,7	2 123,5	2 849,6	8 273,6	6 400,6	4 566,7	6 202,0	3 603,5	- 900
URSS	22,8	-267,2	644,4	637,1	- 413,8	4 019,4	2 993,7	1 603,2	2 416,7	601,4	-3 192
RDA	27,7	67,3	116,7	88,7	41,7	92,8	224,2	52,4	81,9	762,2	276
POLOGNE	-192,5	-180,3	132,7	967,3	1 683,1	2 310,2	1 918,2	1 242,4	1 297,0	994,1	876
TCHÉCOSLOVAQUIE	61,6	90,4	46,9	62,0	197,9	235,0	383,4	193,3	150,7	- 0,6	- 432
HONGRIE	90,5	164,9	30,2	1,4	440,8	590,1	335,5	645,9	1 082,1	430,7	422
ROUMANIE	145,6	126,7	190,2	255,1	465,2	328,7	42,5	430,0	647,6	500,1	432
BULGARIE	91,8	76,0	75,6	119,7	429,7	705,4	453,1	338,6	526,1	315,5	696

Source : OCDE, Echanges par produits, série C.

(1) Dans cette étude, nous présentons les pays membres de l'OCDE dans l'ordre suivant :

Europe : Marché Commun de 1980 = Belgique, Luxembourg, Danemark, France, Grande-Bretagne, Irlande, Italie, Pays-Bas, République Fédérale d'Allemagne.

Autres = Autriche, Espagne, Finlande, Grèce, Islande, Norvège, Portugal, Suède, Suisse.

Autres pays du Monde = Canada, Etats-Unis, Australie, Japon.

N.B. : La Turquie et la Nouvelle-Zélande incluses dans les statistiques de l'OCDE en tant que pays membres ne sont pas repris ici individuellement.

(2) Ici ne figurent que les 7 pays européens du CAEM (URSS, Bulgarie, Hongrie, Pologne, RDA, Roumanie, Tchécoslovaquie). Le CAEM comprend en outre, la Mongolie, Cuba et le Vietnam qui ne sont pas repris dans cette étude.

Pris dans A. Tiraspolsky, Dix ans de commerce est-ouest,
(Voir bibliographie), p.20

Tableau XVII

EVOLUTION DE LA DETTE NETTE DES PAYS EUROPEENS DU CAEM (en milliards de dollars)						
	1971	1975	1978 ^a	1979	1980 (1)	1980 (2)
URSS	0,6	7,5	11,2	10,2	7,5	10,7
Bulgarie	0,7	2,3	3,7	3,7	4,0	3,9
Hongrie	0,8	2,2	6,5	7,3	8,4	8,2
Pologne	0,8	7,4	17,0	20,0	23,0	26,0
RDA	1,2	3,5	7,5	8,4	10,3	9,6
Roumanie	1,2	2,4	5,0	6,7	7,9	8,4
Tchécoslovaquie	0,2	0,8	2,5	3,1	3,8	3,8
Banques CAEM	0,5	2,8	4,8	5,2	5,5	5,5
<u>TOTAL</u>	<u>6,0</u>	<u>28,9</u>	<u>58,3</u>	<u>64,7</u>	<u>70,4</u>	<u>76,1</u>

Source : 1971 à 1979 CIA National Foreign Assessment Center, juin 1980.
 (1) 1980 - G. Fink ; (2) 1980 - Estimations OCDE

Pris dans A. Tiraspolsky, Dix ans de commerce est-ouest, (Voir bibliographie), p.8

Tableau XVIII*Prix du pétrole soviétique vendu aux pays européens du Comecon*

	Prix effectif (en roubles transférables pour 1 tonne)	Prix calculé (en RT/t)	Prix mondial de l'année (en RT/t)	Prix mondial de l'année (en \$/t)
1975	31-38 (131% de hausse moyenne)	32,32	61,3	84,6
1976	34-41 (8%)	34,5 (7%)	68,4	90,9
1977	44-50 (22%)	45,3 (31%)	66,8	91,0
1978	54-60 (20%)	55,7 (22%)	64,8	93,2
1979	64,8-72 (17%)	64,1 (15%)	65,3 (janv.) 88,1 (juin) 115,5 (déc.)	97,9 (janv.) 132,1 (juin) 179,1 (déc.)
1980	env. 76 (9%)	67-72 (8%)		

Sources : Prix effectif : F. Lemoine, « Les prix des échanges à l'intérieur du Conseil d'aide Économique Mutuelle », *Economic sociétés*, série G, n° 35, t. XII, n° 3-4-5 1978, p. 876 (pour les prix effectifs d'exportation de l'U.R.S.S.); A. Tiraspok « Les prix du pétrole livré par l'U.R.S.S. au CAEM », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 229, mai 1979, p. 50; R. Dietz (p. 270).

Prix calculé : d'après le prix de l'Arabian Light, in *Bulletin Mensuel de Statistique*, Nations Unies, déc. 1978 et mai 19 pour ce type de pétrole 1t = 7,34 barils. Les calculs ont été faits en utilisant pour chaque année le taux de change moyen du RT, afin de construire la moyenne quinquennale; pour 1975 on a pris la moyenne des années 1972-1974. Les taux de change retenus ont été les suivants (en \$ pour 1 RT) : 1,21 (1972), 1,36 (1973), 1,32 (1974), 1,38 (1975), 1,33 (1976), 1,36 (1977), 1,44 (1978), 1,50 (1979). Le prix mondial de l'année en RT est la conversion au taux de change moyen de l'année, du prix de l'Arabian light.

Pris dans M. Lavigne, *L'URSS dans le Comecon face à l'Ouest*, (voir bibliographie), p. 59

Tableau XIX

DETAIL DES EMPRUNTS DE LA BII PRESENTES
PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

Date.	Montant en millions de \$	Prêteur	Emprunteur	Délai	Taux	Affectation
Oct. 1975	350	Compagnie financière de la Deutsche Bank comme chef de file (CFDB)	BII	5 ans	LIBOR +1,25 %	Orenburg
Fév. 1976	600	Dresdner Bank comme chef de file. 15 banques pour 40 millions de dollars chacune	BII	6 ans	LIBOR +1,25 % +1 3/8%	Achat de biens d'équipement occidentaux
Juin 1977	500	Dresdner Bank et 19 banques participantes	BII	6 ans	LIBOR +1 1/8% +1,25 %	Orenburg
Déc. 1977 (1)	600	Chase Manhattan Limited, CFDB...	BII	7 ans	LIBOR +1 %	Orenburg
Juil. 1978	500	Dresdner Bank comme chef de file	BII	10 ans	LIBOR + 5/8% + 3/4%	Biens d'équipement importés pour Orenburg entre autres

(1) En août 1979 les termes du contrat étaient en renégociation pour obtenir une réduction du supplément d'intérêt par rapport au LIBOR. La BII demandait 6,5 % au lieu de 1 % prévu, pour les 2 ans et demi à partir d'août 1979 et 5/8 % pour les cinq dernières années.
LIBOR : London Interbank Offer Rate.

Fris dans J.P. Gilbert et J.J. Janowki, CAEM: Vers une intégration économique accrue, (Voir bibliographie), p.19

Tableau XX

Solides des partenaires de l'U.R.S.S. avec l'U.R.S.S. (millions de roubles - zlevises)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979 (9 mois)
Bulgarie	128,5	100,7	102,4	93,2	-52,9	-128,4	-87,9	-164,1	-147,0	-177,6
Hongrie	-36,7	102,0	74,5	112,3	13,3	-41,7	-50,5	-106,4	33,5	-258,8
Pologne	-80,0	-64,9	188,9	110,3	-92,8	-41,1	-265,2	-323,8	-150,4	-139,8
R.D.A.	-181,2	11,6	363,9	252,5	-13,9	-337,2	-438,6	-594,9	-270,8	-251,1
Roumanie	29,4	82,5	112,1	92,1	33,8	121,6	59,5	18,4	7,7	2,3
Tchécoslovaquie	22,8	-13,4	118,5	51,6	7,3	-127,8	-97,7	-243,5	56,6	-244,7
Total	-112,2	14,5	960,3	712,0	-165,2	-554,6	-880,4	-1414,3	-169,3	-1069,7

Source : annuaires du Commerce extérieur de l'U.R.S.S.

Pris dans M. Lavigne, L'URSS dans le Comecon face à l'Ouest, (voir bibliographie), p.66

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE

LIVRES

- Alder-Karlsson, E. The Political Economy of East-West-South Cooperation, Wien, N.Y.: Springer-Verlag, 1976.
- Antichichkine, A. Théorie de la croissance de l'économie socialiste, U.R.S.S.: Editions du progrès, 1979.
- Broué, P. Le Parti bolchévique; histoire du P.C. de l'U.R.S.S., Paris: Editions de minuit, 1963.
- Carrère D'encausse, H. L'empire éclaté, France: Flammarion, Collection livre de poche, 1978.
- _____ . Le pouvoir confisqué, France: Flammarion, 1980.
- Chambre, H. Union soviétique et développement économique, Paris: Aubier-Montagne, 1967.
- Collectif. Théorie et pratique de l'internationalisme prolétarien, Moscou: Editions du progrès, 1975.
- _____ . L'histoire de la politique extérieure de l'U.S.S.R. (1945-1970), sous la direction de B. Ponomarev, A. Gromyko et V. Kvostov, Moscou: Editions du progrès, 1974.
- Fejtö, F. Histoire des démocraties populaires (1) l'ère de Staline 1945-1952, Seuil, Paris: Collection politique, 1972.
- _____ . Histoire des démocraties populaires (2) Après Staline 1953-1971, Seuil, Paris: Collection politique, 1972.
- Kaser, M. Comecon, Integration Problems of the Planned Economies, second édition, Oxford University Press, 1967.
- Khrouchtchev, N. Souvenirs, Montréal, Lâfont, Paris: Editions du jour, 1971.
- Lavigne, M. Le comecon, Le programme du comecon et l'intégration socialiste, Paris: Editions Cujas, 1973.
- _____ . Les économies socialistes soviétiques et européennes, Paris: Armand Colin, collection U, 1979.

- Les relations économiques est-ouest, Paris: PUF, collection économie d'aujourd'hui, 1979.
- Lévesque, J. L'URSS et sa politique internationale de 1917 à nos jours, Paris: Armand Colin, collection U., 1980.
- Marczewski, J. Crise de la planification socialiste, Paris: PUF, collection économie d'aujourd'hui, 1973.
- Marer, P. et Montias, J.M. East European Integration and East-West Trade, Bloomington, Indiana: Indiana University Press, 1980.
- Montias, J.M. Economic Development in Communist Rumania, Mass.: Massachusetts Institute of Technology (MIT) Press, 1971.
- Nove, A. L'économie soviétique, Préface d'E. Zalesky, Economica, 1981.
- Remington, R.A. The Warsaw Pact, case studies in the Communist conflict, Mass.: The MIT Press, 1971.
- Sanakoev, C. Le système socialiste mondial, principaux problèmes et étapes de développement, Moscou: Editions du progrès, 1971.
- Sanakoev, C. et Kaptchenko, N. Théorie et pratique de la politique extérieure du socialisme, Moscou: Editions du progrès, 1975.
- Senin, M. Socialist Integration, Moscou: Editions du progrès, 1973.
- Tikhonov, N.A. Les grandes options du développement économique et social de l'U.R.S.S. pour 1981-1985 et pour la période allant jusqu'à 1990, Editions de l'agence de presse Novosti, 1981.

ARTICLES

- Abonyi, A. General Approaches to International Integration: The Study of Socialist Interstate Relations in CMEA, dans The Soviet Union and East Europe Into the 1980's, Multidisciplinary Perspectives, edited by McInnes, S. McGrath, W. et Potichnij, P.J., Mosaic Press, 1978, chapitre II, pp. 247-276.
- Bachev, I. La république populaire de Bulgarie et sa politique étrangère, dans La vie internationale, n° 9 (105), septembre 1969, pp. 3-13.
- Balussou, M. Les échanges de la Roumanie avec l'O.C.D.E. (1970-1980), dans Revue d'études comparatives est-ouest, vol. XII, n° 4, décembre 1981, pp. 91-114.
- Bognar, J. Les options nouvelles de la politique économique extérieure de la Hongrie, dans Régulation et division internationale du travail, l'expérience hongroise, organisé par F. Renversez et M. Lavigne, Paris: Economica, 1979, pp. 15-27.
- Bogomolov, O. Recherche de solutions collectives, le problème énergétique dans les pays du CAEM, dans La nouvelle revue internationale, n° 8 (264), XXIII^e année, août 1980, pp. 138-152.
- Bornstein, M. Economic Reform in Eastern Europe, dans East European Economies Post-Helsinki, Washington: U.S. Government Printing Office, 25 août 1977, pp. 102-132.
- Brejnev, L. Pour le renforcement de la cohésion des communistes... intervention de Brejnev à la conférence internationale des Partis communistes et ouvriers à Moscou, le 7 juin 1969, dans La vie internationale, n° 7, juillet 1969, Moscou, pp. 3-22.
- Caplan, A. Les échanges et la coopération économique avec les pays de l'Est, notes et études documentaires, Paris: La documentation française, n° 4116-4117, 8 octobre 1974.
- Carrère d'Encausse, H. Les réalités contre l'idéologie, dans Revue française de science politique, vol. XIX, n° 1, février 1969.
- Chabaline, A. Le programme complexe d'intégration, dans La vie internationale, n° 4 (1972), avril 1975, Moscou, pp. 14-20.

- Chiriaev, Y. et Sokolov, A. Les relations d'affaires est-ouest: potentialités et réalités, dans La vie internationale, n° 2 (194), février 1977, pp. 39-50.
- Csikos-Nagy, B. Le nouveau mécanisme économique hongrois, dans Le collectif - Régulation et division internationale, organisé par F. Renversez et M. Lavigne, Paris: Economica, 1979, pp. 3-12.
- Doudinski, I. Renforcement de l'intégration internationale des états socialistes, dans Problèmes économiques du socialisme développé, Collection problèmes du monde contemporain, Académie des sciences de l'URSS, Rédaction sciences sociales aujourd'hui, Moscou, 1975, pp. 242-265.
- L'internationalisme socialiste en action, dans La vie internationale, n° 2 (230), février 1980, pp. 8-19.
- Fallenbuchl, Z.M. L'intégration économique en Europe de l'Est, dans Revue d'études comparatives est-ouest, vol. 8, n° 2, juin 1977, pp. 7-20.
- Les changements récents dans la structure industrielle et leur impact sur le potentiel d'exportation des pays du CAEM dans le commerce est-ouest, dans Revue d'études comparatives est-ouest, vol. 10, n° 4, décembre 1979, pp. 91-115.
- Gèse, F., Cheval, J., Gutman, P. et Finkelstein, J. Les rôles des pays de l'Est dans le D.I.T., Bureau d'information et de prévision économique, études réalisées pour le compte de la D.G.R.S.T., Ecole des Hautes études en sciences sociales, Paris, avril 1979, volumes I, II et III.
- Gilbert, J.P. et Janowski, J.J. CAEM: Vers une intégration économique accrue, dans Le courrier des pays de l'Est, n° 250, avril 1981, pp. 5-44.
- Gunder Frank, A. Long Live Transideological Enterprise; The Socialist Economies in the Capitalist International Division of Labour, dans Review 1,1, printemps 1977, pp. 91-140.
- Gutman, P. Coopération industrielle Est-Ouest dans l'automobile et modalités d'insertion des pays de l'Est dans la division internationale du travail occidentale, première et deuxième parties, dans Revue d'études comparatives est-ouest, vol. 11, n° 2, juin 1980, pp. 57-101 et pp. 99-154.

- Gutman, P. et Arkwright, E. La coopération industrielle tripartite entre pays à systèmes économiques et politiques différents de l'Ouest, de l'Est, et du Sud, dans Politique étrangère, n° 6, 1975, pp. 621-656.
- Holzman, D. La théorie du commerce du commerce extérieur des économies centralement planifiées, dans Revue de l'Est, vol. 3, n° 3, juillet 1972, pp. 5-36.
- Izraelewicz, La D.I.S.T. et la D.I.T.: complémentarité et/ou concurrence, dans Le Collectif, stratégies des pays socialistes dans l'échange international, études coordonnées par M. Lavigne, Université de Paris I, Economica, 1980, pp. 13-36.
- Kanet, R.E. Le commerce extérieur Polonais: les inter-relations entre la politique économique interne et extérieure, dans Revue d'études comparatives Est-Ouest, vol. 11, n° 1, 1980, pp. 35-51.
- Khrouchtchev, Problèmes actuels du système socialiste mondial, dans Nouvelle revue internationale, n° 9, 1962.
- Kiss, T. International Cooperation in Planning within COMECON, dans Eastern European Economics, vol. 14, n° 4, été 1976, pp. 3-29.
- Kormnov, V. et Diakine, B. Problèmes de l'intégration des pays du Conseil d'entraide économique, dans La vie internationale, n° 9 (129), septembre 1971, pp. 12-18 et p. 37.
- Kostine, L. Productivité du travail et progrès scientifique et technique, dans Problèmes économiques du socialisme développé, Collection Problèmes du monde contemporain, Académie des Sciences de l'URSS, Rédaction sciences aujourd'hui, Moscou, 1975, pp. 58-74.
- Kovaltsev, G. L'intégration et la planification socialiste, dans La vie internationale, vol. 8 (176), Moscou, août 1975, pp. 15-24.
- Köves, A. Socialist Economy and the World Economy, dans Acta Economica, vol. 21 (4), 1978, pp. 299-311.
- Krasznoi, Z. Commerce Est-Ouest: une nouvelle étape?, dans Revue d'études comparatives Est-Ouest, vol. 11, n° 2, 1980, pp. 91-97.

Laux, J.K. La Roumanie et les multinationales, dans Revue d'études comparatives Est-Ouest, vol. 12, n° 4, décembre 1981, pp. 61-89.

Lavigne, M. Le commerce intra-CAEM et son influence sur le développement économique soviétique, dans L'URSS dans les années 80, Colloque organisé du 17 au 19 janvier 1978 à Bruxelles, Otan, Direction des affaires économiques, Série n° 7, pp. 185-196.

_____. L'URSS dans le COMECON face à l'Ouest, dans Le Collectif, Stratégies des pays socialistes dans l'échange international, études coordonnées par M. Lavigne, Economica, Paris, 1980, pp. 37-68.

_____. Les relations économiques est-ouest 1975-1985: bilan et perspectives, dans Etudes internationales, vol. XII, n° 4, décembre 1981, pp. 733-757.

Le Gall, A. La stratégie de croissance de l'URSS et l'importation de technologie occidentale, dans Le Collectif, Stratégies des pays socialistes dans l'échange international, études coordonnée par M. Lavigne, Université de Paris I, Economica, 1980, pp. 153-173.

Lemoine, F. La balance des paiements des pays de l'est en 1978 et 1979, dans Le courrier des pays de l'Est, n° 247, janvier 1981, pp. 3-15.

Lugan, Z. Les programmes finalistes, nouvelle forme de coordination des plans, dans Stratégie des pays socialistes dans l'échange international, études coordonnées par M. Lavigne, Economica, 1980, pp. 69-77.

Marczewski, J. Analyse causale de la stagflation, dans Chroniques d'actualité de la S.E.D.E.I.S., Tome XXV, n° 17, octobre 1978, pp. 567-578.

_____. La convertibilité des monnaies des pays du C.A.E.M., dans Revue d'études comparatives Est-Ouest, vol. 10, n° 4, décembre 1979.

Marsh, P. The Integration Process in Eastern Europe 1968 to 1975, dans Journal of Common Market Studies, pp. 311-335.

McMillan, C.H. Some Thoughts on the Relationship Between Regional Integration in Eastern Europe and East-West Economic Relations, dans Internationale Wirtschaft: Vergleich und Interdependens, Festschrift Für Franz Nemschak (F. Levčik, ed.), août 1977.

Nations unies. Les relations commerciales entre pays à systèmes économiques et sociaux différents et tous les courants commerciaux qui en découlent, Rapport du secrétariat de la CNUCED, New York, juillet 1980, TD/B/808.

Les relations commerciales entre pays à systèmes économiques et sociaux différents et tous les courants commerciaux qui en découlent, examen des tendances et politiques du commerce entre pays à systèmes économiques et sociaux différents, Rapport du secrétariat de la CNUCED, New York, août 1981, TD/B/859.

Pertuijet, F. Le financement et la concurrence dans les échanges est-ouest, dans Le Collectif, stratégies des pays socialistes dans l'échange international, étude coordonnée par M. Lavigne, Economica, Paris, 1980, pp. 281-300.

Pindak, F. L'inflation en URSS et en Europe de l'est, dans Revue d'études comparatives Est-Ouest, vol. 7, n° 3, septembre 1976, pp. 7-24.

Pitchouguine, B. Les liens économiques est-ouest, dans La vie internationale, vol. 8 (176), Moscou, août 1975, pp. 62-73.

Popkiewicz, J. Les raisons de développer la coopération économique est-ouest, dans Revue d'études comparatives Est-Ouest, vol. 10, n° 4, décembre 1979, pp. 133-148.

Portes, R. Est, Ouest et Sud, le rôle des économies centralement planifiées dans l'économie internationale, dans Revue d'études comparatives Est-Ouest, vol. 10, n° 3, septembre 1979, pp. 31-73.

Proft, G. Experiences from the Five-Year Plan Coordination of the CAEM Countries, dans Eastern European Economics, vol. XVIII, n° 4, été 1980, pp. 29-57.

Raepenbush, V.S. Le commerce Est-Ouest, essai de synthèse, dans Revue des pays de l'Est, n° 1, 1981. Centre d'études des pays de l'Est (Institut de sociologie U.L.B.), et Centre national pour l'étude des états de l'Est (A.S.B.L.), pp. 1-41.

Saltiel, J.P. L'attitude de la Roumanie vis-à-vis d'une planification supra-nationale, dans Cahiers de l'ISEA, section économie planifiée, n° 168, décembre 1965.

Seranne, C. Les situations d'inégalité au sein du Conseil d'assistance économique européenne (COMECON), dans Etudes internationales, vol. 2, n° 2, juin 1971, pp. 250-297.

Séranne, C. et Lemoine, E. L'intégration économique à l'Est, le CAEM, dans Notes et études documentaires, n° 4268-4269-4270, mars 1976, pp. 5-103.

Szita, J. On the Road to Socialist Economic Integration (The Thirtieth Session of the Council for Mutual Economic Assistance), dans Eastern European Economics, vol. 16, n° 4, été 1978, pp. 45-81.

Tardos, M. L'adaptation de la Hongrie à l'évolution du marché mondial, dans Le Collectif, régulation et division internationale du travail, l'expérience hongroise, organisé par F. Renversez et M. Lavigne, Economica, Paris 1979, pp. 49-65.

Tcherkovetz, V. Les rapports de production dans les conditions d'un socialisme mûr, dans Problèmes économiques du socialisme développé, Collection problèmes du monde contemporain, Académie des sciences de l'URSS, Rédaction sciences sociales aujourd'hui, Moscou, 1975, pp. 75-103.

Texte intégral du rapport secret de N. Khrouchtchev, Bochet/Chastel, Paris, 1956. Texte publié par le département d'Etat à Washington, transmis et traduit par l'agence United Press.

Tiraspol'sky, A. Les échanges est-ouest en 1979, dans Le courrier des pays de l'Est, n° 243, septembre 1980, pp. 48-59.

_____. Intégration et planification économique commune au sein de C.A.E.M., dans L'URSS et l'Europe de l'Est en 1979, Notes et études documentaires, n° 4587-4588, La documentation française, 10 octobre 1980, pp. 87-110.

_____. Les divergences statistiques du commerce est-ouest, dans Stratégie des pays socialistes dans l'échange internationale, Etudes coordonnées par M. Lavigne, Université de Paris, Economica, 1980, pp. 317-331.

_____. Le commerce Est-Ouest au premier trimestre, 1980, dans Le courrier des pays de l'Est, n° 247, janvier 1981, pp. 36-42.

Dix ans de commerce intra-CAEM, dans
L'URSS et l'Europe de l'Est en 1980-81, sous la
direction de I. Schreiber, Notes d'études documen-
taires, La documentation française, n° 4633-4634,
10 septembre 1981.

Dix ans de commerce Est-Ouest, dans
Le courrier des pays de l'Est, n° 251, décembre 1981,
pp. 3-31.

Zaleski, E. Transferts de technologie, endettement et
perspectives de commerce Est-Ouest, dans Revue
d'études comparatives Est-Ouest, vol. 10, n° 4, 1979,
pp. 57-68.